

SOMMAIRE DES ANNEXES DU DOCUMENT "SCHEMA LINGUISTIQUE OCCITAN"			
THEME	AUTEUR - LIENS	DATE	PAGE
Cadre législatif et réglementaire & Textes officiels pour l'enseignement de l'occitan.			5
La conférence générale et la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	UNESCOPRESS	20/10/2005	20
Promouvoir et préserver les langues et les cultures régionales et minoritaires	http://europa.eu.int		26
Les 39 engagements retenus par le Gouvernement pour la ratification de la charte	LES SITES DE REFERENCES WEB		28
Compte-rendu des assises nationales des langues de France	LES SITES DE REFERENCES WEB	04-oct-03	30
Rapport au Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie, et à la Ministre de la Culture et de la Communication	Bernard Cerquiglini (C.N.R.S.) Directeur de l'Institut national de la langue française	Avril 1999	32
La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires	LES SITES DE REFERENCES WEB		42
Education nationale Chiffres 2005 Académie de Montpellier	Chiffres 2005 Académie de Montpellier		43
Ressources federacion de las calandretas de lengadÒc	ANNADA ESCOLARA DE 2004-2005		45
ENSEIGNEMENT PAR LA DRAF LANGUEDOC ROUSSILLON	Direction régionale de l'agriculture et de la forêt		46
Fédérations des écoles associatives en langues régionale adhérentes de l'I.S.L.R.F	Etablissements, effectifs, enseignants	sept-2004	48

THEME	AUTEUR - LIENS	DATE	PAGE
L'Université instrument de sauvetage de l'occitan	recrutements pour le Capes d'occitan	29-sept-05	50
LES COMPTES RENDUS DES 4 CONSULTATS DEPARTEMENTALES	A PROPOS DE LA LANGUE OCCITANE		63
Consulta Départementale de Lozère	« Transmission : enseignement, formation.. »	juil-05 25/07/ 2005	64
Coordination de l'AudeLezinhan de las Corbièras	Talhièr 3 : La lenga		66
Coordination Départementale de l'Hérault	« Atelier éducation-enseignement »	19 juillet 2005	68
Réunion au Conseil Général du Gard	CÒLA TRANSMISSION	13 juillet 2005	72
les activités de l'IEO-Aude	Alan Roch	juin-05	76
La planification linguistique :une perspective de développement pour l'occitan	Domergue SUMIEN Président du GIDILOC	2005	77
portail de la culture : sites internet & évènements culturels en France	ministère de la culture		87
Liste des associations culturelles occitanistes de LR/S	Doc DE RECHERCHE CIRDOC	26/07/2005	92
LISTE DE CONTRIBUTIONS PERSONNELLES RETENUES A L'ELABORATION			
LISTE DES ANNEXES DE DOCUMENTS ELECTRONIQUES REMARQUES			98

DES TRANSMISSIONS INDIVIDUELLES QUI ONT CONTRIBUE A L'ELABORATION DU DOCUMENT

Elles n'engagent que leurs auteurs et sont réunies sur un dossier transmis par voie électronique et gravées sur C.D. Rom

Que faire de l'occitan et de la culture d'oc dans les perspectives 2005-2015 ?	Felip Hammel	6 d'agost de 2005
COORDINATION OCCITANA D'ERAU	associations de promotion de l'occitan	
La lexicographie occitane.	Josiane UBAUD	14 juillet 2005
Als responsables locaux, departementalse regionals de L'Institut d'Estudis Occitans en Lengadòc	David Grosclaude President de l'IEO	Lo 9 de julhet de 2005
VOUS VOULEZ MON AVIS ?	"Ben Vautier" < ego@ben-vautier.com >	July 24, 2005
La F.E.L.C.O, représentant les enseignants de langue et de culture occitanes des dix académies concernées	Madame VINCENTELLI-MERIA	27 octobre 2005
<i>Anem ! Per la lenga Occitana ! Òc !</i>	IEO Calandreta FELCO Òc-Bi Conselh de la Joventut d'Òc	22 d'octobre de 2005
Soutien à l'usage onomastique de l'occitan	ETIENNE HAMMEL	29JUILLET05
La Septimanie, le Languedoc-Roussillon et le sexe des anges	Sèrgi Granièr	29/9/2005
Thèse universitaire « la transmission familiale et scolaire de l'occitan »	Günter Behling	2003

**DES TRANSMISSIONS ELECTRONIQUES
QUI ONT CONTRIBUE A L'ELABORATION DU DOCUMENT**

*Elles n'engagent que leurs auteurs et sont réunies sur un dossier transmis par voie
électronique et gravées sur C.D. Ro*

ASSOCIATION POUR LE BILINGUISME FRANÇAIS / OCCITAN DANS L'ENSEIGNEMENT
PUBLIC.

LES EDITIONS OC'BEN POUR LES 3 CYCLES

LA DYNAMIQUE DES LANGUES EN France AU XXème SIECLE

LES OBJECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT SUR TELEOC

BUDGET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LA LANGUE ET LA
CULTURE 2004

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/DGCL
PUBLICATIONS : « LES BUDGETS PRIMITIFS DES REGIONS 2005 »

BUGET REGION LANGUEDOC ROUSSILLON EVOLUTION 2005

LA CHARTE DES CALANDRETA

CFPO 2004

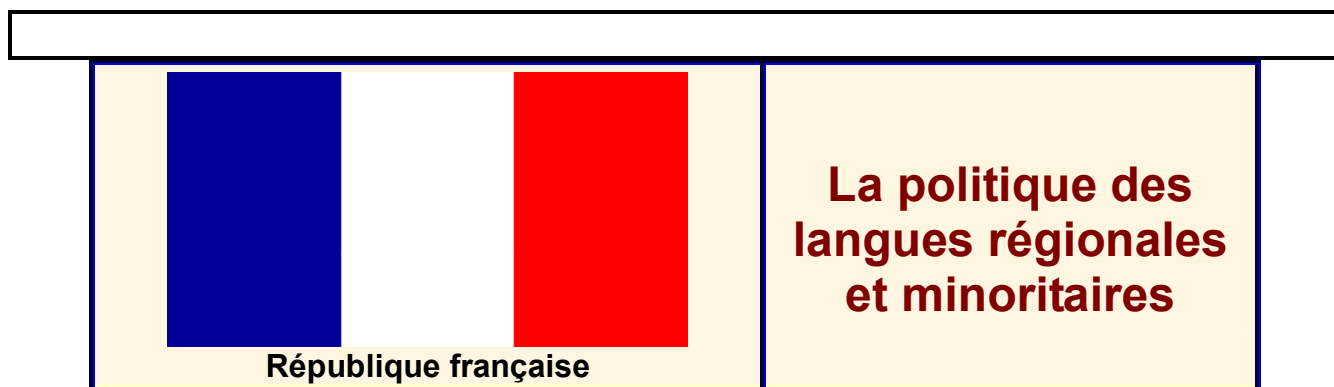
LE GALICIEN ET LA SOCIOLINGUISTIQUE GALICIENNE :
A LA CONQUETE DE LA RECONNAISSANCE SOCIALE DE LA LANGUE
LENGAS REVUE DE SOCIOLINGUISTIQUE

UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE POUR LA BRETAGNE
DECEMBRE 2004

AVEC UNE AUGMENTATION DE 76 %, LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON EST LA
REGION FRANÇAISE DONT LE BUDGET " CULTURE ET PATRIMOINE " PROGRESSE LE
PLUS

ANNEXES

Cadre législatif et réglementaire & Textes officiels pour l'enseignement de l'occitan.



1 Les langues régionales et minoritaires

Rappelons que la question des recensements linguistiques et les données démolinguistiques ont été présentées dans la section [«Situation géopolitique et démolinguistique»](#). En guise de rappel, l'internaute est prié de consulter le [TABLEAU des langues régionales de France](#). Il s'agit des 24 langues régionales parlées sur le territoire français (Hexagone) et répertoriées en 1999 par Bernard Cerquiglini, directeur de l'Institut national de la langue française (CNRS), dans un rapport remis au ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, ainsi qu'à la ministre de la Culture et de la Communication. On peut consulter également la carte des langues importantes en usage sur le territoire de la Métropole ([«La France dialectale»](#)).

On doit rappeler également les [langues vernaculaires](#) des [territoires français du Pacifique](#) (TOM) et les [créoles](#) des [départements français d'outre-mer](#) (DOM). Il s'agit principalement des langues polynésiennes, notamment le tahitien, et mélanésiennes (les langues kanakes), puis des créoles parlés en Guyane, en Guadeloupe, en Martinique et à l'île de la Réunion. Exception faite du tahitien en Polynésie française, ces langues ne bénéficient d'aucun enseignement dans les écoles. Contrairement à certaines langues régionales de la Métropole, les langues autochtones sont généralement demeurées très vivantes, à l'exception de quelques-uns d'entre elles parlées en Nouvelle-Calédonie. On trouvera aussi une [carte cliquable des DOM-TOM](#).

Pour une présentation plus exhaustive des langues «autochtones» parlées dans les DOM-TOM, il suffit de consulter le [fichier DOM-TOM](#) ou cliquer sur l'une des pages consacrées à la [Martinique](#), la [Guadeloupe](#), la [Guyane française](#), l'île de [La Réunion](#), la [Nouvelle-Calédonie](#), la [Polynésie française](#), les îles [Wallis-et-Futuna](#) ainsi que l'île [Mayotte](#).

La [LEGISLATION LINGUISTIQUE](#) en matière de langues régionales et minoritaires est récente dans l'histoire de la France. Pour la période contemporaine, quatre lois méritent d'être relevées: la loi Deixonne de 1951, la loi Haby de 1975, la loi Bas-Lauriol de 1975 et la loi Toubon de 1994. Il a semblé important de rapporter les législations obsolètes dans la mesure où elles ont contribué à la politique linguistique actuelle.

2 La loi Deixonne de 1951 (abrogée)

La loi n° 51-46 du 11 janvier 1951, relative à l'enseignement des langues et des dialectes locaux, dite loi Deixonne – du nom de Maurice Deixonne, alors rapporteur de la commission parlementaire de l'Éducation nationale, avait présenté le projet de loi –, vise deux objectifs: d'abord défendre la langue française, ensuite

protéger les langues régionales. Cette loi apparaît comme une loi linguistique et une loi scolaire. Elle constitue une reconnaissance officielle du droit à l'existence des langues régionales (art. 1):

Article 1

Le Conseil supérieur de l'Éducation nationale sera chargé dans le cadre et dès la promulgation de la présente loi, de rechercher les meilleurs moyens de favoriser l'étude des langues et dialectes locaux dans les régions où ils sont en usage.

Cependant, la loi a donné un contenu précis et restrictif au concept des langues régionales. À l'article 2, elle autorise les maîtres «à recourir aux parlers locaux dans les écoles primaires et maternelles chaque fois qu'ils pourront en tirer profit pour leur enseignement, notamment pour l'étude de la langue française». En vertu de la loi, tout enseignant du primaire peut se référer à la langue locale dans le cadre d'un enseignement normal, y compris l'apprentissage du français. Autrement dit, l'enseignant n'est pas obligé d'utiliser la langue régionale, mais il peut le faire à la condition qu'il en fasse la demande; si celle-ci lui est accordée, il pourra prélever une ou deux heures par semaine sur le temps consacré aux «activités dirigées» (art. 3):

Article 3

1) Tout instituteur qui en fera la demande pourra être autorisé à consacrer, chaque semaine, une heure d'activités dirigées à l'enseignement de notions élémentaires de lecture et d'écriture du parler local et à l'étude de morceaux choisis de la littérature correspondante.

2) Cet enseignement est facultatif pour les élèves.

Non seulement l'enseignement est limité à une ou deux heures par semaine, mais il n'est pas obligatoire. On constate aussi que, si les élèves ne sont pas tenus de suivre des cours en langue régionale, les professeurs ne sont pas plus obligés de les dispenser ni l'administration de les offrir. De plus, la loi ne touche pas la totalité des langues minoritaires pouvant exister en France. Le texte de loi (art. 10) limite cet enseignement à quatre langues: le breton, le basque, le catalan, l'occitan. Le législateur tenait expressément à limiter l'enseignement à quatre langues par crainte que la loi serve à autoriser l'enseignement de l'allemand, qui fut ajouté l'année suivante pour les Alsaciens. La loi Deixonne est perçue aujourd'hui comme étant extrêmement limitative, mais elle a fourni à toutes les minorités régionales l'occasion de revendiquer un enseignement dispensé en langue locale. C'est ce que l'on appelle un «effet de cascade».

D'ailleurs, par la suite, plus de 30 propositions de loi ont été élaborées visant à tendre le champ d'application de la loi Deixonne, mais aucune ne fut «mise en discussion». Rappelons qu'en droit français une «proposition de loi» est préparée par les parlementaires, tandis qu'un «projet de loi» est présenté par le gouvernement qui, bien sûr, le «met en discussion».

3 La loi Haby de 1975

La loi n° 75.620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation, dite loi Haby – du nom de M. René Haby, alors ministre de l'Éducation nationale qui avait présenté le projet de loi –, constitue aujourd'hui le texte fondamental qui régit tout l'enseignement en France. Un seul article a trait aux langues régionales. C'est l'article 12 formulé ainsi:

Article 12

Un enseignement des langues et des cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité.

Il résulte d'un amendement que le Parlement a ajouté à la loi scolaire présentée par le gouvernement. Combiné avec la loi de 1951, ce texte juridique implique pour les administrateurs scolaires l'obligation

d'organiser un enseignement pour toutes les minorités régionales qui en font la demande. Cet article a complètement modifié l'enseignement des langues régionales par la suite. Il a fallu refaire les programmes et les grilles-horaires et préparer des stages de formation pour le personnel enseignant. À partir de 1975, la loi française reconnut donc officiellement une place aux langues régionales, modeste et limitée à l'enseignement. Néanmoins, le cadre administratif est en place et il sera étendu et généralisé après l'adoption de la loi Bas-Lauriol.

4 La loi Bas-Lauriol de 1975 (abrogée)

La loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française, dite loi Bas-Lauriol – ainsi nommée en l'honneur des deux proposeurs de la loi: Pierre Bas et Marc Lauriol –, a donné lieu à des débats acrimonieux à l'Assemblée nationale parce qu'elle ne portait pas sur la protection des minorités, mais sur la protection de la langue *française*.

Selon la loi Bas-Lauriol – abrogée par la loi Toubon de 1994 –, le français est obligatoire dans l'affichage public et la publicité commerciale, écrite et parlée. Le recours à tout terme étranger ou à toute expression étrangère est prohibé lorsqu'il existe une expression ou un terme approuvés dans les conditions prévues par le *Décret (n° 72-19) relatif à l'enrichissement de la langue française*. Toutefois, le texte français peut se compléter d'une ou de plusieurs traductions en langue étrangère. Voici comment était formulé le premier article de cette loi maintenant abrogée:

Article 1er

Dans la désignation, l'offre, la présentation, la publicité écrite ou parlée, le mode d'emploi ou d'utilisation, l'étendue et les conditions de garantie d'un bien ou d'un service, ainsi que dans les factures et quittances, l'emploi de la langue française est obligatoire. Le recours à tout terme étranger ou à toute expression étrangère est prohibé lorsqu'il existe une expression ou un terme approuvés dans les conditions prévues par le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française. Le texte français peut se compléter d'une ou plusieurs traductions en langue étrangère.

Les dispositions de la loi s'appliquaient à tous les bâtiments publics, à tous les véhicules de transport en commun et à tous les parcs ou lieux publics. Dans les bâtiments et dans les lieux fréquentés par le public, ainsi que dans les véhicules de transports en commun utilisés par des étrangers, il est permis de compléter les inscriptions françaises par une ou plusieurs traductions en langue étrangère. Cette législation visait avant tout à protéger le consommateur contre les abus de l'unilinguisme (anglais) sur les produits de consommation, mais servait également à protéger le français (non les langues régionales).

Même si aucune disposition de la loi Bas-Lauriol ne porte sur les droits linguistiques des «minorités», les parlementaires ont élargi le débat. Par la suite, le gouvernement acceptera – sans l'appuyer par une législation – de généraliser l'enseignement des langues régionales et d'étendre cette protection au domaine de la radio-télédiffusion.

5 La loi Toubon de 1994 (actuellement en vigueur)

La loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française ne traite pas des langues régionales, sauf à l'article 21 pour préciser que cette loi ne s'oppose pas à la législation en vigueur au sujet des langues régionales de France:

Article 21

Les dispositions de la présente loi s'appliquent sans préjudice de la législation et de la réglementation relatives aux langues régionales de France et ne s'opposent pas à leur usage.

On peut consulter le texte complet de la loi Toubon [en cliquant ici, s.v.p.](#)

6 La politique du statut différencié dans l'enseignement

Dans tous les rouages de l'appareil de l'État, le français reste l'unique langue véhiculaire: Parlement, administration, justice, enseignement, affichage, etc. Juridiquement, c'est un peu comme s'il n'existait pas de minorités historiques en France. Néanmoins, certains droits sont reconnus dans les faits.

Si les premières années qui ont suivi l'adoption de la loi Deixonne se sont révélées décevantes pour les personnes, physiques ou morales, favorables à l'enseignement des langues régionales, les décennies ultérieures ont transformé cet enseignement. La protection juridique n'a pas suivi, mais la pression populaire a légitimé l'enseignement des langues minoritaires. Plusieurs communautés, essentiellement bretonne, corse et basque, ont même multiplié les actes de dissidence, voire les actes violents, afin de revendiquer le statut de minorité.

6.1 La politique officielle

La **circulaire 95-086 du 7 avril 1995**, qui régit actuellement l'enseignement des langues et cultures régionales en France, réaffirme «le souci de veiller à la préservation d'un élément essentiel du patrimoine national» et «l'engagement de l'État en faveur de cet enseignement». Cette circulaire considère en principe comme devant être généralisée la découverte de la langue et de la culture régionale dans chaque classe:

Chaque enseignant, lorsque les activités de la classe s'y prêteront, fera découvrir à ses élèves les richesses du patrimoine culturel et linguistique, il les amènera à appréhender le fait régional non comme une opposition entre des particularismes locaux, mais comme une composante de la culture nationale.

Outre cette sensibilisation, la circulaire prévoit la possibilité d'un enseignement de une à trois heures hebdomadaires de langue régionale ou dans la langue régionale. Enfin, elle définit les objectifs, les principes et l'organisation de l'enseignement bilingue : «L'enseignement bilingue donne à la langue régionale, à côté de la langue française, une place reconnue dans la scolarité à l'école primaire [...] l'enseignement bilingue sera organisé lorsque la demande des parents aura été exprimée et reconnue.»

6.2 Le volontariat

À l'heure actuelle, l'enseignement en langue régionale n'est pas obligatoire. Il est fondé sur le volontariat aussi bien pour les élèves que pour les professeurs. Néanmoins, le gouvernement n'ose plus contester ce droit à l'enseignement minoritaire. Au fur et à mesure que la pression populaire s'accroissait, le gouvernement français s'est vu dans l'obligation, pratique et non juridique, d'instaurer un système d'enseignement généralisé en langue régionale. À l'école primaire, cet enseignement peut être organisé sous la forme d'un enseignement d'initiation (une à trois heures par semaine) ou d'un enseignement bilingue (par lequel la langue régionale est à la fois langue enseignée et langue d'enseignement).

Dans certains collèges un enseignement facultatif de langue et culture régionales d'une heure de la 6^e à la 3^e peut être proposé. En outre, en prolongement de l'enseignement bilingue dispensé à l'école, des sections de langues régionales ont été mises en place. Ces sections offrent un enseignement de langue et culture régionales de trois heures hebdomadaire (minimum) ainsi qu'un enseignement d'une ou deux disciplines dans la langue régionale.

6.3 Le nombre des élèves

De fait, l'enseignement s'est étendu à plusieurs langues régionales. Selon des sources non officielles, sur près de 10 millions d'élèves, environ 110 000 seulement recevraient un enseignement partiel en basque, en breton, en catalan, en corse, en occitan, en alsacien, en picard, etc. Selon un article du *Monde* publié le 20 juillet 1999, en 1997, date de la dernière étude rendue publique par le ministère de l'Éducation nationale,

quelque 335 000 élèves, du primaire au lycée, étudiaient, dans les établissements publics et privés sous contrat, les langues régionales.

Selon un rapport de 2002 du ministère français de la Culture et de la Communication (*Rapport au Parlement sur l'emploi de la langue française*, 2003), dans les écoles, collèges et lycées publics et privés sous contrat, quelque 250 258 élèves, toutes formes d'enseignement confondues, hors enseignement associatif, auraient reçu un enseignement de langue et culture régionales. Par niveau et par langues, la situation des langues régionales, dans l'enseignement public et privé sous contrat, se présente ainsi :

	École	Collège	Lycée**	Total 01-02	Rappel 00-01	Rappel 98-99
Basque	6 493	2 215	643	9351	8968	6958
Breton	9 195	6 370	1011	16 576	20 697	17 581
Catalan	8 611	2 187	377	11 175	8907	8631
Corse	21 424	7 398	1962	30 784	27 875	21 632
Créole	14 967	925	136	16 028	SO	SO
Gallo	1 409	171	181	1761	921	886
Occitan-langue d'oc	48 299	15 506	3744	67 549	71 612	72 592
Langues régionales d'Alsace	55 235*	26 738	1186	83 159	7453	SO
Langues régionales des pays mosellans	3 814	640	SO	4454	5823	SO
Tahitien	SO	7 716	1212	8928	SO	SO
Langues mélanésiennes	SO	493	SO	493	SO	SO
TOTAL	169 447	70 359	10 452	250 258	152 257	131 280

* Ce chiffre concerne les élèves suivant un enseignement bilingue à parité horaire et les effectifs d'élèves suivant un enseignement de l'allemand en primaire; cet enseignement étant considéré, en fonction de sa généralisation sur tout le territoire de l'académie, de son volume horaire (3 heures) et de la précocité de son apprentissage (dès la maternelle) comme langue étrangère.

** Il convient d'y ajouter pour le Centre national d'enseignement à distance (CNED), 11 élèves pour l'occitan, 17 pour le breton et 17 pour le catalan inscrits au centre régional de Rennes.

SO : sans objet ou non renseigné

Attention, ce total de 250 258 élèves prend en compte les DOM-TOM. Si nous supprimons ceux qui apprennent le créole (16 028), le tahitien (8928) et les langues mélanésiennes de la Nouvelle-Calédonie (493), soit 25 449 élèves, il en reste 224 809.

Cet effectif représentait moins de 2 % des 12 millions d'élèves. Globalement, sur les cinq dernières années, le nombre d'élèves serait resté identique, à quelques milliers d'unités près. De plus, l'accès à cet enseignement reste très inégal selon les communautés linguistiques. Si 56 % des élèves occitanophones reçoivent un enseignement partiel dans leur langue maternelle, on n'en compte que 23 % pour les enfants bretons, 8 % pour les Corses, 5 % pour les Catalans, etc. Le nombre d'heures au primaire est passé de une heure par semaine à trois heures; une heure est permise au secondaire (facultatif). Il est possible de dispenser cet enseignement dans le cadre de l'horaire normal, mais il semble difficile de trouver des professeurs compétents. Pourtant, d'après le ministre de l'Éducation nationale, le «nouveau plan d'action» en faveur des langues régionales de 2001 visait «non seulement à réparer une injustice historique» — qui consistait à les «éradiquer» — et à «accomplir un acte de reconnaissance de la dignité» de ces cultures, mais aussi à parier sur «une nouvelle dynamique». En Alsace, l'enseignement de la langue régionale, qui est associé à l'apprentissage de l'allemand, connaît un plus grand succès. Comme la quasi-totalité des établissements proposent ce type d'enseignement, quelque 55 200 élèves du primaire, 26 700 collégiens et 1200 lycéens s'initient à l'alsacien, selon les dernières statistiques disponibles. La réussite de l'enseignement bilingue (français-alsacien) à parité horaire est tout aussi réelle avec 8700 élèves recensés. **On peut consulter une carte indiquant le nombre des élèves bénéficiant d'un enseignement en langue régionale en cliquant [ICI](#).**

6.4 Les écoles associatives

Présentement, les langues bénéficiant d'une certaine extension du droit d'enseignement sont les suivantes: l'occitan, le catalan, l'alsacien (et l'allemand), le breton, le corse et le basque. Mais ce sont les écoles privées (subventionnées par l'État), notamment en breton et en basque, qui réussissent à donner un enseignement assez complet en langue régionale. Ce statut d'écoles privées a été défini par le ministère de l'Éducation nationale en 1994. Il correspond au contrat d'association, comme pour les écoles confessionnelles. Ces **écoles associatives** s'appellent **Diwan** en **breton**, **Ikastola** en **basque**, **Calandreta** en **occitan**, **Bressola** en **catalan**, **ABCM Zweisprachigkeit** en **alsacien**.

Cela dit, les écoles dites associatives connaissent souvent de lourdes difficultés, notamment financières, en matière d'investissement et de fonctionnement. Si elles sont «privées» par leur statut, elles demeurent associées à l'État français par leur contrat, et elles sont considérées comme «spécifiques» par les méthodes pédagogiques employées et «militantes» dans la mesure où les parents et les enseignants s'engagent beaucoup dans toute la vie de leur école. Une autre difficulté est apparue lorsque, le 30 octobre 2001, le Conseil d'État a suspendu le contrat d'association des écoles Diwan en attendant de rendre une décision finale sur sa légalité; en 2002, le Conseil constitutionnel, s'appuyant sur la *Loi des finances* de 2002, a déclaré illégal ledit contrat. Cette décision ne permet plus, par conséquent, au ministère de l'Éducation nationale de financer les écoles Diwan.

6.5 Le régime pédagogique

Le 30 juillet 2001, le gouvernement français a adopté le **[décret 2001-733 portant création d'un Conseil académique des langues régionales](#)**. La réforme de l'enseignement bilingue en langue régionale dans les écoles, collèges et lycées à la rentrée 2001 est précisée par un décret et un arrêté du 31 juillet 2001. Elle prévoit la création d'un Conseil académique des langues régionales chargé de la politique académique des langues régionales dans les régions concernées. L'enseignement bilingue en langue régionale pourra être dispensé soit dans un établissement spécialisé dit «langues régionales» soit dans des sections «langues régionales».

Selon l'article 2 du décret, le Conseil académique des langues régionales veillera au statut et à la promotion des langues et cultures régionales dans l'académie, dans toute la diversité de leurs modes d'enseignement et s'attachera à favoriser l'ensemble des activités correspondantes. Ce conseil est consultatif.

En vertu de l'article 3, le Conseil académique des langues régionales participe à la réflexion sur la définition des orientations de la politique des langues régionales. Il examine le suivi de cette politique, donne son avis sur les moyens propres à garantir la spécificité de l'apprentissage du bilinguisme et veille à la cohérence et à la continuité pédagogique des enseignements bilingues (dont celui dispensé par la méthode dite de l'immersion). Évidemment, ces écoles et établissements fonctionnent selon les modalités administratives et statutaires habituelles.

Il ne faut pas s'attendre à des changements radicaux dans la politique des minorités nationales, mais c'est un bon pas en avant. D'ailleurs, le décret 2001-733 a été suivi de l'[arrêté du 4 avril 2002](#) intitulé *Mise en place d'un enseignement bilingue par immersion en langues régionales dans les écoles, collèges et lycées «langues régionales»*. Les dispositions du présent arrêté devaient s'appliquer à compter de la rentrée scolaire 2002. Dorénavant, l'enseignement bilingue est reconnu par l'État, mais il n'est pas systématisé. Toutefois, le Conseil d'État a annulé l'arrêté du 4 avril 2002, ainsi que la circulaire du 30 avril 2002, du ministre de l'Éducation nationale relatifs à la mise en place d'un enseignement bilingue par «immersion» en langues régionales dans les écoles, collèges et lycées «langues régionales». Le Conseil d'État a justifié sa décision par le fait que les prescriptions contenues dans ces textes «vont au-delà des nécessités de l'apprentissage d'une langue régionale et excèdent ainsi les possibilités de dérogation à l'obligation d'user du français comme langue d'enseignement».

Cela dit, peu importe l'intérêt que l'on porte ou non sur le maintien de l'usage de ces langues régionales, elles sont partout en recul — elles sont de moins en moins transmises aux enfants, de façon occasionnelle, en accompagnement du français, et plus souvent par un seul parent — et le problème du plurilinguisme dans l'État fortement unitaire français concerne davantage le problème des langues d'immigration que celui des langues de substrat.

6.6 Les langues immigrantes

Le régime pédagogique ne consacre aucunement un bilinguisme scolaire, par exemple comme aux États-Unis; en 1986, on ne comptait encore que 167 classes bilingues pour toute la France. Si le statut réel de l'enseignement des langues régionales n'est plus totalement négatif, il demeure encore inférieur à celui des langues étrangères, notamment en anglais, puis en espagnol, en allemand et en italien. Certaines forces hostiles à cet enseignement se manifestent périodiquement; on craint «l'éclatement de la nation». Il est vrai que les «langues patrimoniales» peuvent maintenant être enseignées comme «langues régionales», mais cette possibilité n'est pas beaucoup exploitée par les populations scolaires en cause, si bien que des «langues identitaires» comme l'hébreu ou «exotiques» comme le chinois remportent plus de succès auprès des élèves et parents d'élèves du secondaire que les soi-disant «langues maternelles» des populations concernées.

Pour ce qui est des langues parlées par les immigrants, la France a signé des accords internationaux avec plusieurs pays étrangers (Portugal, Italie, Espagne, Maroc, Yougoslavie, Turquie, Algérie), afin de prévoir des cours de langue étrangère intégrés dans les horaires d'enseignement. On compte présentement un peu moins de 200 classes, ce qui signifie que l'enseignement des langues d'origine demeure marginal. Il existe en éducation un enseignement dans les langues d'origine (ELCO), mais le but de cet enseignement vise à faciliter l'intégration ou l'assimilation, voire le retour au pays d'origine, et non contribuer à créer des communautés linguistiques dans le pays. Présentement, le ministère de l'Éducation nationale affiche une liste 23 langues étrangères enseignées dans les écoles et lycées.

De façon générale, le «modèle français» n'est guère favorable à l'égard des langues de ses immigrés. On ne pose même pas de questions sur leur langue d'origine aux candidats à l'immigration ou à la naturalisation. L'État ne veut pas savoir quelles sont ces langues. De là à accorder des droits à ces langues, il n'en est pas davantage question. En fait, la politique linguistique de la France à l'égard des minorités nationales et des minorités immigrantes en est une, au mieux, d'indifférence, au pire, de pourrissement.

7 Les langues et l'Administration gouvernementale

La langue de quelques millions de «minoritaires» (entre dix et quinze millions) en France reste encore trop souvent une affaire limitée au domaine privé.

7.1 La justice

En matière de justice, aucun texte récent d'ordre général ne prescrit l'obligation d'employer la langue française. C'est pourquoi l'[ordonnance de Villers-Cotterêt de 1539](#) (François I^{er}) est par tradition considérée comme le texte faisant de la langue française la langue judiciaire, en France comme dans tous les [DOM-TOM](#). C'est donc sur ce fondement que les juges ont fait de la langue française une règle obligatoire dans le déroulement de la procédure, tant administrative que judiciaire.

Toutefois, le secteur de la justice demeure l'un des rares domaines de l'État à tolérer quelque peu le fait minoritaire. Le basque, le corse, l'alsacien et l'allemand peuvent être parfois utilisés dans les tribunaux, sans interprète, **mais ce n'est pas un droit** : il faut que le juge connaisse la langue des parties. Il est même possible d'utiliser la langue régionale dans les conseils municipaux à la condition que les procès-verbaux soit rédigés en français. Enfin, toute personne qui n'est pas francophone a le droit de recourir à un interprète devant un tribunal, ce qui constitue l'une des mesures les plus répandues dans le monde.

7.2 Les services administratifs

Dans les services administratifs, le français est obligatoire pour tous les documents écrits, mais les fonctionnaires peuvent utiliser oralement la langue régionale s'ils la connaissent. Là aussi, **ce n'est pas un droit**, mais comment interdire, par exemple, à deux Alsaciens de parler alsacien entre eux? C'est une simple question de bon sens. Du côté des postes françaises (PTT), l'État permet depuis plusieurs années aux Bretons, aux Basques, aux Occitans, etc., de rédiger les adresses dans une langue régionale.

En ce qui concerne la **SIGNALISATION ROUTIERE**, l'unilinguisme est de règle, mais une campagne de barbouillage des panneaux de signalisation a, il y a quelques années, tellement fait de bruit que le gouvernement a assoupli sa réglementation à ce sujet; on commence à apposer de rares inscriptions bilingues sur les panneaux de signalisation des agglomérations bretonnes, alsaciennes, corses ou autres.

8 Les services audiovisuels

Avant 1982, seule la langue française avait droit de cité sur les ondes, à l'exception de quelques courtes heures en langue régionale. Depuis la loi du 29 juillet 1982 relative à la communication audiovisuelle, ce mode d'expression est devenu libre. L'article 5 de cette loi assigne notamment aux services publics de télévision l'objectif de soutenir l'expression des langues et des cultures régionales.

Aux termes de la loi du 1er août 2000 relative à la liberté de communication, les sociétés de radio et télévision de service public doivent contribuer à l'expression des principales langues régionales parlées sur le territoire métropolitain. Ainsi, *Radio France* diffuse des émissions dans chacune des régions où existe une langue régionale particulière. Mais toutes les stations ne diffusent pas le même nombre d'émissions en langue locale, ni n'emploient nécessairement les mêmes modes d'expression. Pour sa part, *France 3* a contribué à l'expression des principales langues régionales parlées sur le territoire métropolitain, durant plus de 305 heures. Quant à la société *RFO*, elle semble avoir poursuivi sa politique des langues régionales, que ce soit dans sa programmation ou dans ses produits d'information.

La régionalisation de la radio-télévision a favorisé le breton, l'occitan, le basque, le catalan, le corse et l'alsacien qui se sont vu accorder quelques heures hebdomadaires à la radio et à la télévision. En général, on concède une ou deux heures par semaine, mais selon les langues régionales ce temps peut être réduit ou étendu. Pour beaucoup de Français, les langues minoritaires ne reçoivent que la partie congrue des heures de diffusion des programmes de radio et de télévision nationale. Mais l'avènement des radios libres et privées a favorisé une floraison de petits émetteurs s'adressant presque exclusivement aux groupes minoritaires.

9 La France et la Charte du Conseil de l'Europe

En France, nous le savons, les locuteurs des langues régionales ne sont pas considérés comme des «minorités», mais comme des Français bénéficiant des mêmes droits. Dans ces conditions, il ne faut pas se surprendre que des représentants des communautés régionales soient déçus et aient choisi de s'exprimer par fois par la violence: par exemple l'*Iparretarrak* au Pays basque français, l'*Armée révolutionnaire bretonne*, le *Front nationale de libération de la Corse*, etc.

De façon générale, les associations des communautés régionales manifestent beaucoup d'insatisfaction à l'égard de ce qu'ils considèrent comme des «droits» insuffisants, que ce soit dans les domaines de la législation, la justice, l'administration, l'enseignement, la culture, les médias, l'affichage, etc.

Bien que plusieurs Français affirment qu'il s'agit là de «petites minorités», les associations pour la promotion et la reconnaissance des langues régionales se font de plus en plus entendre, par exemple à Bayonne (pour le basque), à Rennes (pour le breton) ou à Strasbourg (pour l'alsacien), et pourraient bien faire tache d'huile.

Ce n'est pas pour rien que beaucoup d'observateurs extérieurs — et ils ne sont pas forcément stupides — considèrent l'attitude de la France presque scandaleuse à cet égard.

9.1 La muraille jacobine lézardée

Toutefois, cette situation pourrait prendre fin dans les prochaines années, et la muraille jacobine pourrait bien se lézarder. D'une part, l'opinion publique européenne risque de prendre parti contre la France qui a trop longtemps hésité à adhérer à la [Charte européenne des langues régionales ou minoritaires](#) de 1992; d'autre part, la France aura de moins en moins le choix, surtout depuis que les gouvernements de l'Allemagne, de l'Espagne et du Royaume-Uni, c'est-à-dire tous les grands voisins immédiats (sauf l'Italie) ont signé et ratifié la Charte européenne. La France sera amenée, peut-être malgré elle, à suivre le mouvement et apprendre à ramer dans le même sens que les autres. Plusieurs dirigeants français ont trouvé particulièrement honteux d'entendre ou de lire dans la presse française ces propos de **Jordi Pujol**, alors président du gouvernement (*Generalitat*) de la Catalogne en Espagne:

Il faut trouver un équilibre entre la défense de notre identité et notre ouverture vers l'extérieur. Nous avons d'abord besoin de protéger notre culture. Idéalement, nos enfants devraient savoir parler le catalan, l'espagnol, l'anglais et le français. Il ne s'agit donc pas d'une attitude d'isolement et mes nombreux voyages à l'étranger le prouvent. **Mais nous ne voudrions jamais, jamais, que notre culture et notre langue catalane connaissent le même sort qu'en France.**

Déjà, le 29 mai 1996 à Quimper (en Bretagne), le président de la République (Jacques Chirac) s'était déclaré ouvert à la signature par la France de la [Charte européenne des langues régionales ou minoritaires](#) adoptée par le Conseil de l'Europe en juin 1992. À l'automne 1998, le premier ministre (Lionel Jospin) avait, lui aussi, annoncé l'intention du gouvernement français de signer cette charte.

9.2 La signature de la Charte et les propositions retenues

Finalement, l'État français s'est décidé à bouger... un peu. En effet, au nom de la France, le ministre délégué aux Affaires européennes a signé, le 7 mai 1999, à Budapest, la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires*. Un communiqué du premier ministre a précisé que la France souscrivait à **39 engagements parmi les 98 proposés par la Charte**. En ce domaine, la France semble donc faire moins que les autres signataires qui, en moyenne, ont retenu une cinquantaine de propositions. Lors de sa déclaration consignée du 7 mai 1999, le gouvernement français a justifié sa signature en prenant d'innombrables précautions, notamment au sujet des notions de «protection de minorités» et de «droits collectifs»:

La République française envisage de formuler dans son instrument de ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires la déclaration suivante:

1. Dans la mesure où elle ne vise pas à la reconnaissance et la protection de minorités, mais à promouvoir le patrimoine linguistique européen, et que l'emploi du terme de «groupes» de locuteurs **ne confère pas de droits collectifs pour les locuteurs** des langues régionales ou minoritaires, le gouvernement de la République interprète la Charte dans un sens compatible avec le *Préambule* de la Constitution, qui assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi et ne connaît que le peuple français, composé de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. [...]

C'est seulement au moment de la ratification de la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* que serait précisée la liste des langues concernées — probablement l'alsacien, le breton, le basque, le catalan, le corse, le flamand, le provençal et l'occitan — ainsi que les engagements s'appliquant à chaque langue. Il semble que les dispositions applicables aux langues régionales seront «à géométrie variable».

L'**enseignement bilingue** à la maternelle et au primaire serait «possible» pour les élèves «dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant», mais il «ne pourrait être imposé»; il en serait ainsi au

secondaire et au professionnel, mais ce sont les souhaits des élèves qui seraient pris en compte. La formation initiale et permanente des professeurs serait assurée.

Dans le domaine de la **justice** et de l'**Administration**, les «textes législatifs nationaux les plus importants» devraient être disponibles dans les langues régionales, mais il n'est pas question de mener la procédure dans ces langues; les régions et les communes pourraient néanmoins publier leurs textes officiels dans une langue régionale en plus du français.

Les propositions les plus importantes favoriseraient l'emploi des langues régionales dans les **médias électroniques**, c'est-à-dire à la radio, à la télévision et dans le domaine de la culture. L'État s'engagerait à «encourager» la diffusion d'émissions régulières «dans la langue régionale» et à encourager également la publication d'articles de presse dans ces langues.

Pour ce qui est de la **vie économique et sociale**, le règlement interne des entreprises ne pourrait interdire l'emploi de la langue régionale; cet usage ne pourrait être découragé dans les activités économiques et sociales. Enfin, les informations sur les droits des consommateurs pourraient être rendues accessibles en langue régionale.

9.3 Les problèmes juridiques

Le 16 juin 1999, le Conseil constitutionnel de la République a reconnu que les engagements concrets signés par la France n'étaient pas contraires à la Constitution française, sauf pour ce qui est de l'article 7 et du «Préambule» de la Charte, dans la mesure où ceux-ci confèrent «des droits spécifiques à des locuteurs de langues régionales ou minoritaires, à l'intérieur de territoires dans lesquels ces langues sont pratiquées». Néanmoins, la position du Conseil constitutionnel s'est trouvée à bloquer la ratification de la Charte. On peut lire le texte du Conseil constitutionnel relatif à la **décision no 99-412 DC du 15 juin 1999**, [en cliquant ICI](#), [S.V.P.](#)

Dans le «Préambule» de la Charte, il est bien spécifié que «le droit de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique constitue un **droit imprescriptible** conformément aux principes contenus dans le [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) des Nations unies, et conformément à l'esprit de la *Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales* du Conseil de l'Europe». À l'article 7, les Parties contractantes (celles qui ont ratifié la Charte) doivent fonder leur politique en fonction du «respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire en faisant en sorte que les divisions administratives existantes ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue régionale ou minoritaire»; elles doivent notamment favoriser «la facilitation et/ou l'encouragement de l'usage oral et écrit des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique et dans la vie privée», ainsi que «la mise à disposition de formes et moyens adéquats d'enseignement et d'études des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés».

Le 23 juin 1999, le premier ministre (alors Lionel Jospin) proposa au président de la République (Jacques Chirac) de modifier la Constitution en vue de permettre l'adoption de la [Charte européenne des langues régionales ou minoritaires](#). Le chef de l'État français répondit qu'il ne souhaitait pas «prendre l'initiative d'une révision constitutionnelle qui porterait atteinte aux principes fondamentaux de la République». Cette décision, on le devine, souleva une levée de boucliers dans toutes les associations vouées à la promotion des langues concernées, particulièrement en Bretagne.

Pour le moment, en vertu de la Constitution de 1958, les contraintes juridiques causent certains problèmes pour la France. En effet, lors d'un avis en date du 24 septembre 1996, le Conseil d'État a confirmé l'incompatibilité de la protection des langues régionales avec l'article 2 de la Constitution qui déclare que «la langue de la République est le français». Du fait aussi qu'en 1999 le Conseil constitutionnel a décidé que les dispositions de la Constitution portant sur l'indivisibilité de la République, l'unicité du peuple français et l'égalité devant la loi, ainsi que celles relatives au statut de langue officielle du français, empêchaient la France de ratifier la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*. Quelques années auparavant, en 1995, le Conseil d'État était arrivé à des conclusions similaires en ce qui concerne la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe*. Enfin, dès 1991, le Conseil constitutionnel avait conclu que l'indivisibilité de la République s'opposait à la reconnaissance par le législateur de l'existence du «peuple corse, composante du peuple français». On constate donc que le refus de la reconnaissance des minorités, et a fortiori de leur protection par des mesures spéciales, apparaît total.

Néanmoins, le Conseil d'État a reconnu qu'au moins 35 dispositions de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires seraient conformes au droit constitutionnel français. Il a laissé aussi entendre que la ratification de la Charte par la France serait sans portée réelle au plan de l'enseignement, de la culture et des médias, puisque les dispositions de ce traité correspondent à «un statut déjà largement assuré par le droit interne».

Précisons que la Constitution actuelle a été adoptée en 1958, c'est-à-dire en pleine décolonisation de la guerre d'Algérie. Pour beaucoup de Français, cette Constitution n'est plus adaptée aux nouvelles réalités. Aujourd'hui, c'est l'Union européenne, c'est Internet, c'est la mondialisation, mais aussi la «régionalisation». Certains députés ne s'en cachent plus: il faudrait modifier la Constitution de 1958 pour qu'elle donne toute sa place aux [22 Régions](#), avec les transferts de compétences indispensables et les moyens adéquats les concernant, en particulier en matière d'enseignement, de culture et de médias.

En juillet 1999, au nom de la défense «de l'indivisibilité de la République», de «l'égalité devant la loi» et de «l'unicité du peuple français», ainsi que devant le risque de conférer «des droits spécifiques à des communautés linguistiques organisées», le président de la République française avait néanmoins réaffirmé son refus de modifier la Constitution de 1958. Cependant, il a réclamé la mise en chantier «d'une loi-programme pour le développement des langues régionales», qui reprendrait certains domaines de la Charte dont l'enseignement, les médias, la culture et la vie économique. Il n'en demeure pas moins que le refus du président de la République de modifier la Constitution pour permettre la ratification de la [Charte européenne des langues régionales ou minoritaires](#) a déclenché une belle tempête politique.

En effet, ce n'est pas demain la veille qu'on changera la Constitution! Le 26 janvier 2005, trois députés bretons (MM. Le Drian, Le Fur et Mme Le Branchu), ainsi que M. Bayrou, ont tenté de faire adopter quelques amendements en vue de changer l'article 2 de la Constitution française, qui ne reconnaît que le français comme langue de la République, ce qui a eu pour effet, on le sait, de bloquer ainsi toute ratification par la France de la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*. Face aux arguments développés par ces quatre députés, la réaction de la majorité de l'Assemblée fut négative, sinon condescendante, pour les langues régionales parlées en France. On peut lire une **transcription de ce débat** qui a eu lieu alors à l'Assemblée nationale française au sujet de cet article 2 de la Constitution [en cliquant ICI, s.v.p.](#)

9.4 Une tempête politique

En réalité, si la signature est acquise, la ratification — qui, seule, permettrait l'application de la Charte européenne — n'est pas gagnée d'avance et le débat, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, permettra sans doute de voir jusqu'où la représentation nationale est décidée à aller dans la reconnaissance et le soutien aux langues régionales. Plusieurs aspects d'ordre juridique, politique et social risquent de s'entrecroiser.

Précisons que la **signature** de la Charte est distincte de la **ratification**. La signature est liée à la **reconnaissance** de neuf «objectifs et principes» généraux et valables pour «l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur le territoire» (Charte, art. 2, alinéa 1). Les États qui ont signé la Charte sans la ratifier sont des **États signataires**. Quant à la **ratification**, elle est généralement postérieure à la signature. Elle concerne la **liste des langues régionales ou minoritaires** retenues. Chaque pays peut se constituer une espèce de «charte à la carte», mais doit appliquer un minimum de 35 paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions proposées. Les **États ayant ratifié** la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* sont considérés comme des États-Parties, c'est-à-dire des **États contractants** liés juridiquement par leur engagement politique au moment de la signature du traité.

Pour l'instant, en France, les opposants et les défenseurs de la Charte font valoir leurs arguments respectifs.

- Les défenseurs

Les défenseurs de la Charte estiment qu'il est temps que les politiciens mettent à exécution les nombreuses promesses électorales à ce sujet. Ils affirment que la France doit s'engager dans la voie de la défense de ses langues minoritaires, comme l'ont fait la plupart des autres pays d'Europe occidentale. On souligne aussi que la France ne respecterait pas ses propres principes si elle n'était pas attentive à la vie des ces langues qui existent sur son territoire.

Cependant, la signature de la Charte ne correspond que partiellement aux revendications des défenseurs des langues régionales. Les articles que la France a accepté de parapher sont considérés par plusieurs comme une «approche minimaliste», car le gouvernement ne prévoit pas, par exemple, la généralisation de l'enseignement en langue régionale à tous les niveaux, mais seulement là où «les familles le souhaitent» et lorsque «le nombre des élèves est jugé suffisant». D'ailleurs, le gouvernement français a bien pris soin de préciser, au moment de la signature de la Charte, qu'il s'agit davantage «d'un accompagnement des choses existantes que d'un changement substantiel». Mais les défenseurs des langues régionales ne veulent pas d'une «mini-charte». Ils acceptent que le français soit la langue de la République, mais insistent pour que les langues régionales soient aussi reconnues. Beaucoup de Français sympathiques à la reconnaissance des langues régionales considèrent que ceux qui craignent la «balkanisation de la France» et restent sur leurs positions sont des «dinosaures» incapables de s'adapter aux réalités modernes.

Par exemple, s'ils étaient élus, les candidats des Verts s'engagent:

- à faire commencer avec d'autres députés, avant la fin de l'année 2002, une procédure permettant la modification de l'article 2 de la Constitution;
- à proposer pour la rédaction nouvelle de cet article un texte qui, modifiant la phrase «la langue de la République est le français», donnerait une reconnaissance officielle aux langues régionales ou minoritaires, à côté du français, langue commune des citoyens de la République;
- à faire en sorte que, dans un délai maximum d'un an après l'élection, un projet ou une proposition de loi soit enfin voté par le Parlement pour définir un véritable statut des langues régionales ou minoritaires et leur droit dans la vie publique, dans l'enseignement et les médias;
- à faire ratifier la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires* par le Parlement et faire en sorte que cette charte devienne l'affirmation devant la communauté internationale de l'engagement de la France pour un monde multilingue.

Mais il s'agit encore d'une vue de l'esprit, car les chances des Verts d'être élus semblent très minces.

- Les opposants

Pour les opposants, il en va tout autrement. La plupart affirment que ratifier la Charte équivaldrait d'abord à jeter l'argent des contribuables par les fenêtres — «un gaspillage honteux de fonds publics» — et tenter de renforcer des «langues inutiles sur le plan économique». Ils considèrent que l'avenir des jeunes serait mieux assuré par la promotion du français — «une langue à vocation universelle» — et par l'apprentissage des langues étrangères que par le «repli sur des idiomes respectables mais pratiqués dans un espace restreint». Ils croient surtout que la Charte représente «un danger pour la République, ses institutions et ses valeurs», car ils craignent l'affaiblissement de l'État-nation républicain. On parle même de «véritable bombe à retardement»!

Par ailleurs, ils estiment qu'il est inutile de donner aux citoyens une «espèce de droit des langues», alors que ce droit existe «depuis des lunes». Selon eux, les langues régionales de France sont librement pratiquées et enseignées, elles disposent de temps d'antenne sur les ondes des services publics et de nombreuses radios locales privées, elles sont utilisées par plusieurs journaux et revues. Ainsi, étant donné que ces langues ne font l'objet d'aucune discrimination, il est inutile de constitutionnaliser ce statut déjà acquis. Autrement dit, cette question de la Charte européenne ne fait pas sérieux. Par exemple, dans le journal satirique parisien *Charlie Hebdo*, on trouve ce mot signé par l'Oncle Bernard (un économiste du nom de Bernard Maris) dans un article intitulé «À bas tous les patois»:

Les aborigènes vont pouvoir parler leur patois, pardon, leur langue, sans se faire rire au nez. Et peut-être même garder leur accent, c'est-à-dire leur béret et leurs sabots.

L'Oncle Bernard disait probablement tout haut ce que beaucoup de Français pensaient tout bas.

- Un choix difficile?

Néanmoins, le 29 septembre 1998, le premier ministre de l'époque (Lionel Jospin) déclarait devant des parlementaires socialistes: «Le gouvernement fera en sorte que la *Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales et les cultures minoritaires* puisse être signée et ratifiée.» On verra bien, mais cette question n'a pas fini de susciter la controverse en France. Selon un sondage CSA Opinion/DNA, publié le 8 juillet 1999 dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, un Français sur deux serait favorable à la ratification par la France de la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires*: quelque 50 % y seraient favorables et 31 %, opposés.

Toutefois, avec le temps, les Français semblent de plus en plus nombreux à être favorables à la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. En effet, selon un sondage réalisé par l'IFOP (Institut français d'opinion publique) pour le Comité d'Alsace-Moselle du BELMR (Bureau européen pour les langues moins répandues), les Français y étaient favorables dans une proportion de 82 % en 2000. De plus, 79 % des Français affirmaient même être prêts à ce que la Constitution soit révisée pour permettre cette avancée. D'ici une éventuelle ratification de la Charte, l'article 2 de la Constitution française continuera de planer, comme un cauchemar, au-dessus des députés et sénateurs «régionalistes».

Pourtant, parmi les États signataires de la Charte, plusieurs (Allemagne, Italie, Espagne, Autriche, Slovaquie, Croatie, etc.) ont dans leur constitution un article similaire à l'article 2 français, qui déclare que leur langue nationale est «la langue officielle», ce qui ne les a pas empêchés de pouvoir concilier la primauté de la langue officielle et les droits des locuteurs des langues régionales ou minoritaires. Actuellement, ceux qui s'opposent à la ratification de la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires* croient que la mise en vigueur de la Charte remettrait en cause l'unité de la République, mais ceux qui souhaitent cette ratification en font une exigence démocratique.

Évidemment, il faudra bien un jour que la France trouve un compromis entre le statut officiel du français et l'emploi des langues régionales. Beaucoup d'autres États (Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Hongrie, etc.) ont réussi ainsi à concilier l'emploi de la langue officielle et celui des langues minoritaires. Espérons que, bientôt, beaucoup de Français ne craindront plus, par exemple, de voir des Bretons, des Basques ou des Alsaciens revendiquer le droit de s'adresser dans leur langue régionale aux bureaux de l'Administration. Quoi qu'il en soit, même si les [39 engagements proposés](#) sont éventuellement appliqués, il est peu probable qu'ils aient pour effet de transformer complètement les «droits linguistiques» des minorités régionales françaises puisque, rappelons-le, les dispositions de ce traité correspondent à un statut déjà largement assuré par le droit interne français.

Par ailleurs, au plan international, la France aime bien promouvoir le multilinguisme (ou plurilinguisme), afin que l'anglo-américain ne devienne pas le «maître linguistique» de la planète. Or, la crédibilité de la France paraîtrait plus forte, et surtout beaucoup plus cohérente, si l'État s'engageait dans une réelle reconnaissance de la diversité culturelle et linguistique **sur son propre territoire**. Pour le moment, sur le plan de la protection linguistique, la France fait figure de «pays attardé», mais il se pourrait bien, un jour, qu'elle n'ait plus beaucoup le choix. Déjà, tous les États voisins, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, la Suisse et l'Espagne ont sonné le glas de l'uniformité. La France suivra-t-elle?

Beaucoup de Français ne voient pas que la reconnaissance des identités et cultures régionales pourrait contribuer au renforcement de la France, à la prise de conscience de ses racines et de sa diversité. Pour le moment, il semble bien difficile pour de nombreux Français de considérer le patrimoine culturel des langues régionales comme un «patrimoine **français**», qu'il convient de reconnaître et développer comme tel, sans que soient mis en cause les caractères d'unicité et d'indivisibilité de la République. Pour certains, ce sont là des objectifs inconciliables. Pourtant, ceux qui regardent la France de l'extérieur — disons-le, ils ne sont pas forcément tous stupides —, que ce soit les Allemands, les Anglais, les Suisses, les Espagnols, les Canadiens ou les Américains, **ne la perçoivent pas comme un pays linguistiquement homogène**, mais plutôt comme une union de communautés et de peuples différents.

Au plan international, nous le constatons, la France promeut le particularisme et le plurilinguisme, mais reste sourde à toute reconnaissance similaire sur son territoire. Le jour où la France sortira de cette impasse qui bloque toute réforme, c'est qu'elle aura troqué la «raideur jacobine» pour la «souplesse girondine». En tout cas, la France a intérêt à engager des réformes institutionnelles qui, plutôt que de contrarier ces nouvelles tendances, l'accompagneront, sinon elle court le risque de se laisser déborder. D'ailleurs, l'accord de Nouméa de 1998 en [Nouvelle-Calédonie](#) a bien montré que la France pouvait faire preuve d'audace et admettre que la diversité pouvait faire corps avec la République. D'autres pays l'ont compris, pas la France! Elle y viendra

certainement un jour! Pour le moment, cette position isole de plus en plus la France parmi les pays comparables. N'oublions pas que presque tous les autres États européens ont ratifié la *Convention-cadre pour la protection des minorités*, et qu'une telle ratification constitue pratiquement aujourd'hui une quasi-condition à l'entrée dans l'Union européenne. C'est pourquoi on commence à s'interroger davantage en France sur la combinaison de l'égalité et des différences culturelles, car on ne peut plus éviter de reconnaître que le rapport social ne se joue pas seulement dans un cadre national unifié, mais aussi dans des groupes différenciés plus étroits. Bien que la France n'aura jamais la stature des États-Unis ou de la Chine, sa force de conviction est très grande dans le monde. La France est aujourd'hui plus démocratique, plus riche et plus pacifique qu'elle ne l'a jamais été au cours de son histoire. Son rôle serait accentuée si elle donnait le ton en ce qui a trait aux droits des minorités.

Date de la dernière révision:



-	<u>La France</u>	-
<u>Généralités géo-démolinguistiques</u>	<u>La politique à l'égard du français</u>	<u>La loi Toubon</u>
<u>L'île de Corse</u>	<u>Les DOM-TOM</u>	<u>Bibliographie</u>

[La Francophonie](#)

[Histoire de la langue française](#)

Cadre législatif et réglementaire Textes officiels pour l'enseignement de l'occitan

- Loi d'orientation (code de l'éducation), article L-312-10 : « **Un enseignement de langues et cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'Etat et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage.** »

- Décret n° 2001-733 du 31-7-2001, JO du 5-8-2001 : Création du conseil académique des langues régionales.

- Circulaire n° 2001-166 du 5-9-2001 : Développement de l'enseignement des langues et cultures régionales à l'école, au collège et au lycée. (texte général fixant les modalités de l'enseignement en premier et second degrés)

Circulaire n° 2001-167 du 5-9-2001 : Modalités de mise en oeuvre de l'enseignement bilingue à parité horaire.

Arrêté du 3-01-2002 : Création d'un concours spécial de recrutement de professeur des écoles en langue régionale.

Arrêté du 19-04-2002 : Académies dans lesquelles est créé un conseil académique des langues régionales. Bulletin Officiel de l'Education Nationale, numéro spécial du 9-04-2002.

Circulaire numéro 2002-104 : Recrutement et formation des personnels des écoles collèges et lycées langues régionales. Bulletin Officiel de l'Education Nationale, numéro spécial du 9-04-2002.

Arrêté du 12-04-2003 relatif à l'enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire dans les écoles et les « sections langues régionales » des collèges et des lycées. Journal Officiel de la République Française n° 120 du 24-05-2003, page 8900. Bulletin Officiel de l'Education Nationale du 12-06-2003, qui modifie la circulaire 2001-167 : Modalités de mise en œuvre de l'enseignement bilingue à parité horaire.

« Dans les académies dans lesquelles un conseil académique des langues régionales a été créé en application du décret du 31 juillet 2001 susvisé, un enseignement bilingue en langue régionale à parité horaire peut être mis en place par le recteur d'académie dans les écoles et les sections « langues régionales » des collèges et des lycées, après consultation du

conseil académique des langues régionales, avis des comités techniques paritaires académiques, comités techniques paritaires départementaux, conseils académiques de l'éducation nationale, conseils départementaux de l'éducation nationale et avis des collectivités territoriales concernées ».

Arrêté du 30-05-2003 : Programme des langues étrangères et régionales à l'école primaire.

Ce texte complète, pour les langues régionales, le programme pour les langues étrangères fixé par l'arrêté du 28 juin 2002. Bulletin Officiel de l'Education Nationale, hors série n°2 du 19 juin 2003.

Ordonnance 2000-549 du 15 juin 2000 et Loi 2003-539 du 14 avril 2003 : Code de l'éducation, Livre II, Titre IV : les établissements d'enseignements privés.

Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, signée par la France le 7 mai 1999, mais non ratifiée par le parlement.

LES TEXTES DE LOI INTERNATIONNAUX



- UNESCO Worldwide
- UNESCO Worldwide



Français - Español

À la maison - Services De Médias

UNESCOPRESS

- ▲ [Communiqués De Presse](#)
- ▲ [Médias Advisories](#)
- ▲ [Dispositifs](#)
- ▲ [Photobank](#)
- ▲ [Calendrier des événements](#)
- ▲ [Relations De Médias](#)

Le Porte-parole De la Dg

- ▲ [Information D'Instantané](#)
- ▲ [Communiqués De Presse](#)

- ▲ [Nouveau Courier de l'Unesco](#)
- ▲ [Événements Culturels](#)
- ▲ [Publications de l'Unesco](#)

La conférence générale adopte la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

20-10-2005 7:00 P.m. la conférence générale de l'Unesco, se réunissant à Paris à partir octobre de 3 octobre à 21, a aujourd'hui approuvé (148 voix pour, deux contre, quatre abstentions) la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, un instrument normatif international qui entrera en vigueur pendant trois mois après sa ratification par 30 états. Le résultat d'un long processus de la maturation et de deux ans de négociations intenses, ponctués par de nombreuses réunions des experts indépendants et puis gouvernementaux, ce texte qui prend la forme d'un instrument normatif international, renforce l'idée déjà incluse dans la déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle, à l'unanimité adoptée en 2001, que la diversité culturelle doit être considérée comme "héritage commun de l'humanité", et sa "défense comme impératif moral, inséparable du respect pour la dignité humaine." En 2003, les Etats membres ont invité l'organisation à poursuivre sa action normative pour défendre la créativité humaine, un composant essentiel de la déclaration, comme expliqué dans les articles huit et onze. *

Le ** de convention cherche à réaffirmer les liens entre la culture, le développement et le dialogue et à créer une plateforme innovatrice pour la coopération culturelle internationale; à cet effet, il réaffirme la droite souveraine des états d'élaborer des politiques culturelles avec une vue "pour protéger et favoriser la diversité des expressions culturelles" et



[Services d'information](#)
[Documents de l'Unesco](#)

[Les Nations Unies](#)
[- Centre De Nouvelles de l'Onu](#)
[- Système Websites de l'Onu](#)

[Version amicale d'imprimeur](#)

Les médias sont libres pour employer et reproduire des sorties d'Unescopress
L'Unesco
 UNESCOPRESS
 7, Place de Fontenoy
 75352 PS de PARIS 07, France

protéger et favoriser la diversité des expressions culturelles" et "pour créer les conditions pour des cultures au clourish et pour agir l'un sur l'autre librement d'une façon mutuellement salulaire" (article 1).

En même temps, une série de principes de base (l'article 2) garantit que toutes les mesures ont visé à se protéger et la promotion de la diversité des expressions culturelles ne gêne pas le respect pour des droits de l'homme et des freedoms fondamentaux "comme la liberté de expression, information et communication, aussi bien que la capacité des individus de choisir (ils)..." . Aussi bien, l'"principe de la franchise et l'équilibre" s'assure que quand les états adoptent des mesures en faveur de la diversité des expressions culturelles "ils devraient chercher à favoriser, d'une façon appropriée, franchise à d'autres cultures du monde".

Les droites et les engagements des parties (articles 5 à 11) incluent une série de politiques et mesurent la protection visée et favorisant la diversité des expressions culturelles, de la créativité d'approche et de toutes elle implique dans le contexte du globalization, où des expressions diverses sont distribuées et rendues accessibles à tous par l'intermédiaire des marchandises culturelles et des services.

Ainsi, les parties, identifiant le rôle fondamental de la société civile, chercheront à créer un environnement qui encourage des individus et des groupes sociaux "à créer, produire, disséminer, distribuer et avoir accès à leurs propres expressions culturelles, prêtant une attention due aux circonstances spéciales et les besoins des femmes aussi bien que de divers groupes sociaux, y compris des personnes appartenant aux minorités et le peuple autochtone", et "à identifier la contribution importante des artistes, d'autres impliqués dans les communautés de processus et culturelles créatrices, et les organismes qui soutiennent leur travail, et leur rôle central en consolidant la diversité des expressions culturelles."

On devrait noter que la promotion et la coopération internationales, particulièrement dans le cas des pays en voie de développement, est au coeur de la convention (articles 12 à 19). À cet effet, la création des fonds internationaux pour la diversité culturelle, a été fournie pour (article 18). Les ressources pour ces fonds viendront des contributions volontaires des parties, fonds assignés par conférence d'UNESCO's General, contributions diverses, cadeaux ou les legs, intéressent dû sur des ressources des fonds, des fonds augmentés par des collections et des reçus des événements organisés au profit des fonds, ou de toutes les autres ressources autorisées par les règlements des fonds.

Le souci pour assurer la concordance entre la convention et d'autres instruments internationaux existants a guidé des états pour inclure une clause (article 20) destinée à assurer un rapport "de supportiveness, de complémentarité et de non-subordination mutuels" entre ces instruments. En même temps, "rien dans la convention actuelle ne sera interprété en tant que des droites et engagements de modification des parties aux termes d'aucun autre traité auquel ils sont des parties."

La convention établit une série de mécanismes de suivi visés assurant l'exécution efficace du nouvel instrument. Parmi ces derniers, non un mécanisme de liaison pour le règlement des conflits permet, dans une perspective strictement culturelle, des divergences possibles des vues sur l'interprétation ou l'application de certaines règles ou de parents de principes à la convention (article 25) à traiter. Ce mécanisme encourage, en premier lieu, la négociation, puis le recours à de bons offices ou la médiation. Si aucun règlement n'est réalisé, une partie peut avoir recours à la conciliation. La convention n'inclut aucun mécanisme pour des sanctions.

En conclusion, il devrait se rappeler que constitution d'UNESCO's fournit un mandat aux les deux respect que "la diversité fructueuse de (...) cultive" et "favorisez l'écoulement libre des idées par mot et image", les principes qui sont réaffirmés dans le préambule à la convention. L'organisation, qui célèbre son soixantième anniversaire le mois prochain, n'a fait tout le possible aucun d'accomplir cette double mission. Cette convention, elle accomplit sa action normative visée défendant la diversité culturelle en tout de ses manifestations, et le plus particulièrement des deux piliers de la culture: *** d'héritage et créativité contemporaine.

*

*<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001271/127160m.pdf>
** http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=28182&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
convention de *** sur les moyens d'interdire et d'empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicites de la propriété culturelle - 1970; Convention au sujet de la protection de l'héritage culturel et normal du monde - 1972; Convention pour la sauvegarde du acquis culturel intangible - 2003*

Source
Author(s)

Communiqué De Presse N°2005-128
UNESCOPRESS

➤ La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :
« L'universalisme doit reposer sur une conception de la diversité linguistique et culturelle qui dépasse à la fois les tendances homogénéisantes et les tendances à l'isolement facteur d'exclusion ».

➤ La Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires :
« La protection des langues, dont certaines risquent de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelle de l'humanité » (extrait du préambule de la Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires, Conseil de l'Europe, 1992)

➤ Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies

➤ La Convention des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil
de l'Europe :

« Le Droit de pratiquer une langue régionale ou minoritaire, dans la vie privée ou publique constitue un droit imprescriptible »

Il convient de rappeler que la plupart des pays membres de l'Union Européenne ont mis en place des politiques de sauvegarde et de développement des langues minoritaires sur leur territoire. L'Union Européenne, dont la France, exige d'ailleurs des pays candidats à l'adhésion, la signature et la ratification de la Charte Européenne des langues minoritaires, ce que la France se refuse à faire jusqu'à présent.

➤ Le projet de Traité constitutionnel actuellement en débat prévoit que :
« L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen » (Titre I Définition et objectifs de l'Union)
« L'Union contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun »

➤ Le Parlement européen vient de confirmer cette position dans une résolution votée
le 4 septembre 2003 rappelant que *« le respect de la diversité linguistique et culturelle est un des principes fondamentaux de l'Union Européenne reconnu par l'article 22 de la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ».*

Le Parlement affirme que *« la diversité culturelle se veut un élément de cohésion sociale ».*

Il adresse enfin ses recommandations : *« Les langues régionales et minoritaires constituent une source essentielle de richesse culturelle. Il convient par conséquent de les soutenir sans relâche et à tous les niveaux, au titre du patrimoine culturel commun ».*

Enfin citons Abou Diouf, ancien Président du Sénégal : *« le pluralisme culturel doit être un projet politique qui constitue l'un des fondements de la paix et l'un des moyens de maîtriser la mondialisation ».*

http://europa.eu.int/comm/education/policies/lang/langmin/langmin_fr.html

Promouvoir et préserver les langues et les cultures régionales et minoritaires

- [Les langues en Europe](#)
 - [Le rapport Eurobaromètre](#)
 - [Les langues régionales et minoritaires](#)
- [La politique des langues](#)
- [Sensibilisation](#)
 - [Le label européen des langues](#)
 - [La base de données Label](#)
 - [Les projets Lingua](#)
 - [L'année européenne des langues](#)
 - [La journée européenne des langues](#)
- [L'enseignement des langues](#)
- [L'apprentissage des langues](#)
 - [Pourquoi apprendre les langues ?](#)
 - [Comment apprendre les langues ?](#)
- [Les actions linguistiques dans les programmes d](#)
 - [Les programmes de l'UE](#)
 - [Lingua](#)
 - [Comenius - Enseignement scolaire](#)
 - [Erasmus - Enseignement supérieur](#)
 - [Apprendre les langues à l'étranger](#)
 - [Comment participer ?](#)
 - [Résultats](#)
 - [Catalogue Lingua](#)
 - [Compendia Lingua](#)
 - [Lettre d'information](#)

Le respect de la diversité linguistique et culturelle constitue l'un des fondements de l'Union européenne, désormais consacré par l'article 22 de la [Charte européenne des droits fondamentaux](#), qui dispose: "L'union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique". À l'initiative du Parlement européen, qui a adopté une série de résolutions à ce sujet, l'Union européenne a pris des mesures pour préserver et promouvoir les langues régionales et minoritaires de l'Europe.

Cette action comporte deux volets:

- Le soutien financier accordé au [Bureau européen pour les langues moins répandues](#) et au [réseau d'information Mercator](#).
- Jusqu'en 2000, le [financement de projets](#) comportant des initiatives concrètes visant à protéger et à promouvoir les langues régionales et minoritaires.

Evaluation ex post des activités dans le domaine des langues minoritaires et régionales 1998-2002 : [Rapport - Annexes](#)

Les langues qui bénéficient de ces actions sont les langues indigènes parlées traditionnellement par une partie de la population des États membres de l'Union européenne ou des pays de l'Espace économique européen. Cette définition ne concerne pas les langues des communautés immigrées, les langues créées artificiellement ou les dialectes d'une langue officielle d'un des États concernés.

Pour des informations sur les projets financés dans le cadre de l'appel à propositions en 2000, [cliquez ici](#).

Pour plus d'informations sur les langues régionales et minoritaires de l'Union européenne, [cliquez ici](#).

Obtenez plus d'informations sur les langues moins répandues en Europe sur la sélection des sites web annotées réalisée par le Centre Européen pour les Langues Vivantes

- ["Lingua Community](#)
 - [Base de données Label](#)
 - [Evaluations](#)
- [Documents importants](#)
 - [Législation](#)
 - [Etudes](#)
- [Liens utiles](#)

du Conseil de l'Europe, [cliquez ici](#).

Le rapport "Soutien aux langues minoritaires d'Europe", commandité par l'unité "Politique des langues" de la direction générale Éducation et culture, est désormais disponible dans sa [version originale anglaise](#) (pdf format). Cette étude analyse en profondeur les questions liées à la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires dans le cadre de l'UE.
[Résumé](#) (pdf format)

Soutien de la Commission européenne aux mesures de promotion et de protection des langues et des cultures régionales et minoritaires

Liste des projets financés en 2000

Le document ci-dessous est une liste de projets financés suite à l'appel à propositions EAC/19/00 publié au Journal officiel C 266 du 16 septembre 2000. Les projets ont été sélectionnés parmi les candidatures présentées en bonne et due forme en réponse à l'appel à proposition mentionné ci-dessus. La sélection s'est déroulée avec l'aide d'experts extérieurs indépendants sur la base des critères de sélection publiés dans le [texte de l'appel à propositions](#).

Liste des [projets financés](#) (format [pdf](#))

Les 39 engagements retenus par le Gouvernement pour la ratification de la charte

Les engagements retenus sont en **gras**. Les articles utiles à la bonne compréhension des engagements retenus sont en *italique* et entre crochets.

Article 8 : Enseignement

1. En matière d'enseignement, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées, selon la situation de chacune de ces langues, et sans préjudice de l'enseignement de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat :

a

[i : à prévoir une éducation préscolaire assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

ii : à prévoir qu'une partie substantielle de l'éducation préscolaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou]

iii : à appliquer l'une des mesures visées sous i et ii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant ;

b

[i : à prévoir un enseignement primaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

ii : à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement primaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

iii : à prévoir, dans le cadre de l'éducation primaire, que l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées fasse partie intégrante du curriculum; ou]

iv : à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant;

c

[i : à prévoir un enseignement secondaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

ii : à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement secondaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires; ou

iii : à prévoir, dans le cadre de l'éducation secondaire, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires comme partie intégrante du curriculum; ou]

iv : à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent - ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent - en nombre jugé suffisant;

d

[i : à prévoir un enseignement technique et professionnel qui soit assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

ii : à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement technique et professionnel soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou

iii : à prévoir, dans le cadre de l'éducation technique et professionnelle, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées comme partie intégrante du curriculum; ou]

iv : à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui

le souhaitent - ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent - en nombre jugé suffisant;

e

i : à prévoir un enseignement universitaire et d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires;

ii : à prévoir l'étude de ces langues, comme disciplines de l'enseignement universitaire et supérieur;

f ii : à proposer ces langues comme disciplines de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente;

g : à prendre des dispositions pour assurer l'enseignement de l'histoire et de la culture dont la langue régionale ou minoritaire est l'expression;

h : à assurer la formation initiale et permanente des enseignants nécessaire à la mise en œuvre de ceux des paragraphes a à g acceptés par la Partie;

i : à créer un ou plusieurs organe(s) de contrôle chargé(s) de suivre les mesures prises et les progrès réalisés dans l'établissement ou le développement de l'enseignement des langues régionales ou minoritaires, et à établir sur ces points des rapports périodiques qui seront rendus publics.

2. En matière d'enseignement et en ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels les langues régionales ou minoritaires sont traditionnellement pratiquées, les Parties s'engagent à autoriser, à encourager ou à mettre en place, si le nombre des locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire le justifie, un enseignement dans ou de la langue régionale ou minoritaire aux stades appropriés de l'enseignement.

Les [39 engagements](#) retenus par le Gouvernement pour la ratification de la charte européenne

Un statut pour les langues de France : Compte-rendu des assises nationales des langues de France du 4 octobre 2003

Près de six cents personnes se sont regroupées le 4 octobre dernier à la Villette, à l'invitation de Jean-Jacques Aillagon, initiateur des Premières assises nationales des langues de France. La volonté de doter le patrimoine linguistique de la France - l'un des plus riches d'Europe, avec plus de soixante-dix langues parlées sur tout le territoire- d'un véritable statut et d'une politique concertée, se dégage des débats, souvent passionnés, qui ont marqué les Assises, sous la houlette de leur animateur, Quentin Dickinson.

Représentants de l'Etat, parlementaires, élus des collectivités locales, associations, médias, universitaires, acteurs culturels, créateurs... un public nombreux avait répondu à l'appel du ministre. Dans son allocution d'ouverture, Jean-Jacques Aillagon devait rappeler l'objet essentiel de ces Assises : ouvrir un débat large et sincère, clarifier les malentendus, débloquer les situations ankylosées. *" Il ne s'agit pas seulement de célébrer la polyphonie trop largement méconnue des parlers de notre pays, ou d'affirmer leur éminente valeur culturelle, mais surtout de discuter de leur avenir et de la place que nous devons réserver à la diversité linguistique dans le développement global de notre société "*. Pour le ministre, il s'agit, en fait, de replacer les langues et cultures régionales au centre de la politique nationale. Renforcer l'action interministérielle, s'appuyer sur un dialogue fécond entre l'Etat, les collectivités territoriales et la société civile, en sont les axes majeurs, opportunément servis par la décentralisation.

La présence de M. Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, et de nombreux élus et parlementaires, devait placer les débats au niveau de ces exigences. On remarquait : Louise Peltzer, ministre de la culture de la Polynésie Française, Julia Rimane, députée de Guyane ; Adrien Zeller, Président du Conseil régional d'Alsace, Marie-Jean Vinciguerra, Président de la commission langue corse à l'Assemblée de Corse, Marcel Roques, vice-président du Conseil régional de Languedoc- Roussillon, René Ricarrère, vice-président du Conseil régional d'Aquitaine, Yves Censi, député de l'Aveyron, Jacques Legendre, sénateur du Nord, René Bouscatel, maire-adjoint de Toulouse.

Pour asseoir les débats sur des données scientifiques, et dissiper quelques représentations erronées sur le paysage linguistique français, François Héran, directeur de l'INED, a exposé une étude réalisée à partir d'un questionnaire sur la transmission familiale au cours du vingtième siècle. Il a été diffusé auprès de 380 000 français, lors du recensement de 1999. 26% d'adultes vivant en France se souviennent que leurs parents leur parlaient une langue régionale ou étrangère dans leur enfance. Or, dans la majorité des langues étudiées, ces adultes n'ont pas transmis ce patrimoine à leurs propres enfants. C'est ainsi que le nombre de locuteurs créoles, franco-provençaux, bretons, occitans ou basques, par exemple, a régressé au fil des ans durant le vingtième siècle. Pour soutenir ces langues, l'Etat se mobilise sur plusieurs fronts : celui du patrimoine culturel, celui des médias, celui de l'enseignement. *" Je suis le premier ministre de la culture à se voir attribuer des missions en faveur du plurilinguisme "* a rappelé le ministre. De même, les médias publics produisent des programmes en langues régionales, comme l'ont affirmé Rémi Pflimlin, directeur général de FR3 et Michel Meyer, directeur général-adjoint de Radio France, chargé des programmes de France Bleue. En ce qui concerne l'Education nationale, représentée par Bernard Maccario, sous-directeur des enseignements des écoles et de la formation, qui devait animer l'après-midi un des ateliers thématiques, l'essor important des filières bilingues a été souligné: en 2003, 250 000 élèves suivent cet enseignement, contre 26 000 en 1989. Ces chiffres traduisent l'évolution de la demande, et le travail considérable effectué dans les différentes régions et territoires par des

organismes de promotion des langues disposant aujourd'hui de moyens puissants. Les exposés de Olivier Le Moigne (Office de la langue bretonne), Denis Mallet (Centre interrégional de développement de l'occitan), François Schaffner (Association culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle), Jean-Claude Iriart (Conseil des élus du Pays Basque), Emmanuel Kasarherou (Agence pour le développement de la culture Kanak) et Jaume Roure (Centre de documentation et d'animation de la culture catalane), attestaient de la vitalité de toutes ces langues. "*Nous ne sommes pas des espèces en voie de disparition*", affirmait François Schaffner ; *il s'agit de créer et de développer notre langue dans le monde moderne* ". Un débat très animé, au cœur duquel s'inscrit la volonté de doter les langues de France d'un véritable statut et d'une protection juridique, a servi d'introduction à la table ronde, présidée par Jean-Jacques Aillagon, qui réunissait Patrick Devedjian, Louise Peltzer, René Ricarrère, Adrien Zeller et Marie-Jean Vinciguerra.

Les débats ont tenté de resituer la part réciproque de responsabilité de l'Etat et des Régions dans le contexte européen. "*Le plurilinguisme est notre nouvel horizon, il prend sens dans l'interculturalité* " rappelait Marie-Jean Vinciguerra. "*C'est aujourd'hui la culture qui tient encore le lien social dans les hameaux, comme dans les quartiers* " faisait remarquer René Ricarrère. " La décentralisation, confirmait Patrick Devedjian, *est une occasion d'avancer. Elle est en elle-même une démarche de progrès puisqu'il s'agit de reconnaître la diversité qui s'exprime en particulier dans la langue* ". Plusieurs parlementaires se sont exprimés dans ce sens, revenant, comme Yves Censi, Député de l'Aveyron, sur la question législative. Celui-ci propose de rajouter à l'article 1 de la Constitution : " ... *au respect de toutes les croyances* ", la mention : " *et de toutes les langues de France* ".

Clôture de la journée, Bernard Cerquiglini, Délégué général à la langue française et aux langues de France, s'est félicité de la fécondité des débats et de la liberté des propos. S'appuyant sur quelques constats essentiels, il a dégagé les principaux axes sur lesquels pourrait s'élaborer la politique linguistique.

Premier constat : il n'y a pas de droit positif en matière de langues de France. La seule langue définie positivement en France est le français, langue de la République. Les autres langues sont définies comme par défaut. Il revient à la représentation nationale de se saisir de cette question.

Deuxième constat : il faudra reprendre la question de l'enseignement efficace des langues de France, en inscrivant cette problématique dans la nouvelle donne décentralisatrice. Les régions et les autres collectivités territoriales ne pourraient-elles à titre expérimental prendre en charge ce que l'Education nationale ne prévoit pas d'assumer ?

Troisième constat : il serait souhaitable de mieux respecter, voire d'améliorer le cahier des charges des médias de service public pour que les langues de France y soient davantage présentes, et dans la dignité.

Quatrième constat : il faut donner aux langues de France les moyens de la modernité et de la création. Là encore, les régions sont invitées, dans le cadre de la décentralisation, à faire des propositions concrètes. Les établissements publics à caractère culturel (EPCC) en particulier peuvent être un excellent outil.

Afin de traiter de ces questions, de débattre de la sauvegarde et de la promotion des langues de France, Jean-Jacques Aillagon a annoncé la réactivation prochaine du Conseil national des langues et cultures régionales, créé en 1985.

Bernard Cerquiglini

Directeur de l'Institut national de la langue française (C.N.R.S.)

LES LANGUES DE LA FRANCE

Rapport au Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie, et à la Ministre de la Culture et de la Communication.

Avril 1999

- [Une prudence affichée dans les principes](#)
- [Une souplesse proposée dans la mise en oeuvre](#)
- [Des contraintes dans la définition des langues régionales ou minoritaires](#)
- [Le patrimoine linguistique de la France](#)

La [mission confiée](#) au rapporteur, telle qu'il l'a comprise, concerne les savants, et non les militants. Elle revient à confronter ce que la linguistique sait des langues effectivement parlées sur le territoire de la République avec les principes, notions et critères énoncés par la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Commençons par cette dernière afin d'éclairer le choix des langues à retenir.

Une prudence affichée dans les principes.

La Charte, ainsi que le Rapport explicatif [\(1\)](#), semblent procéder avec prudence. Rappelant à plusieurs reprises la légitimité, la nécessité et les vertus des langues officielles, ces textes se donnent un objectif d'ordre culturel, voire écologique : "protéger et promouvoir les langues régionales ou minoritaires en tant qu'aspect menacé du patrimoine culturel européen" (Rapport explicatif, p.5). Demandant aux locuteurs de "placer à l'arrière-plan les ressentiments du passé" (ibid., p.6), se refusant à "remettre en cause un ordre politique ou institutionnel" (ibid., p.10) les auteurs de ces textes attendent des États une action positive en faveur de langues victimes hier de l'histoire, aujourd'hui de la communication de masse, et marquées par un degré plus ou moins grand de précarité.

Ce désir de protéger les langues historiques de l'Europe, dont certaines "risquent, au fil du temps, de disparaître" (Préambule de la Charte, alinéa 3) a deux conséquences. D'une part, une telle politique donne des droits aux langues, et pas à leurs locuteurs : "la Charte ne crée pas de droits individuels ou collectifs pour les locuteurs de langues régionales ou minoritaires" (Rapport explicatif, p. 5) ; d'autre part, il s'agit de conforter un patrimoine, national et européen, dans sa diversité et sa richesse. Ce qui invite la République française à reconnaître les langues de la France, comme éléments du patrimoine culturel national. Insistant sur ce double aspect le professeur Carcassonne a estimé que la signature de la Charte n'était pas contraire à la Constitution, "étant entendu d'une part, que l'objet de la Charte est de protéger des langues et non, nécessairement, de conférer des droits imprescriptibles à leurs locuteurs, et d'autre part, que ces langues appartiennent au patrimoine culturel indivis de la France" [\(2\)](#).

Espérant obtenir une action au moins minimale d'un ensemble de pays dont les situations linguistique et juridique sont fort différentes, les auteurs de la Charte ont multiplié les expressions du type "dans la mesure du possible", "de manière souple", "faciliter" abondent. A cela s'ajoute une relative latitude pour la mise en oeuvre.

Une souplesse proposée dans la mise en oeuvre.

La signature est distincte de la ratification. Celle-là s'associe de la reconnaissance de neuf "objectifs et principes" généraux, et valables pour "l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur le territoire" (Charte, article 2, alinéa 1) ; ces principes d'intention forment la partie II ; aucun d'entre eux, pour le professeur Carcassonne, "ne paraît heurter ceux de la Constitution" (*ibid.*, p.54). Celle-ci, qui est distincte et qui peut être postérieure [\(3\)](#), concerne directement la liste des langues régionales ou minoritaires retenue :

Chaque État contractant doit spécifier dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation chaque langue régionale ou minoritaire ... (Charte, article 3, alinéa 1).

Cette ratification est elle-même l'objet d'un "élément de souplesse supplémentaire" (Rapport explicatif, p.15), par le choix d'un jeu d'option.

La ratification concerne en effet la partie III, qui énumère des mesures en faveur de l'emploi des langues, sous forme d'une petite centaine de paragraphes et d'alinéas :

En ce qui concerne toute langue indiquée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, (...), chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la partie III de la présente Charte, dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 (= Enseignement) et 12 (= Activités et équipements culturels) et un dans chacun des articles 9 (= Justice), 10 (= Autorités administratives et services publics), 11 (= Médias) et 13 (= Vie économique et sociale). (Charte, article 2, alinéa 2).

Cette partie III est à l'évidence plus contraignante ; notons cependant que les "trente-cinq mesures" sont déclarées langue par langue. L'article 3 de la Charte ("En ce qui concerne *toute* langue indiquée au moment de la ratification...") est ainsi commenté dans le Rapport explicatif (p. 14) :

Les États peuvent indiquer librement les langues auxquelles ils consentent que la partie III de la Charte soit appliquée et, d'autre part, pour chacune des langues pour lesquelles ils reconnaîtront l'application de la Charte, ils peuvent définir quelles sont les dispositions de la partie III auxquelles ils souscrivent.

Chaque langue fait donc l'objet d'un ensemble de dispositions que l'on retient ; cet ensemble devrait être cohérent, doit correspondre aux particularités de la langue et aux intentions de l'État à son égard, et peut être spécifique. En d'autres termes, rien n'interdit un large choix "à la carte" : c'est ainsi qu'a procédé l'Allemagne, qui a opéré langue par langue, puis Land par Land [\(4\)](#).

Une autre latitude est perceptible, en légère contradiction avec le texte de la Charte. Celle-ci dispose en effet que (nous soulignons) :

En ce qui concerne *toute* langue indiquée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation (...) *chaque Partie s'engage à appliquer* un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas... (article 2, alinéa 2).

Or le Rapport explicatif apporte le commentaire suivant, qu'il importe de citer intégralement :

Un État contractant peut sans méconnaître la lettre de la Charte, reconnaître qu'il existe sur son territoire une langue régionale ou minoritaire déterminée mais estimer préférable, pour des raisons qui relèvent de son appréciation, de ne pas faire bénéficier cette langue des dispositions de la partie III de la Charte. Il est clair toutefois que les motifs qui peuvent conduire un État à exclure entièrement une langue, reconnue comme langue régionale ou minoritaire, du bénéfice de la partie III doivent être des motifs compatibles avec l'esprit, les objectifs et les principes de la Charte. (Rapport explicatif, p. 14, § 41).

De fait, deux pays ont signé puis ratifié la Charte en utilisant cette possibilité de réserve (5). S'il s'avère que le procédé est recevable, la République française pourrait trouver là une autre latitude, bienvenue sans doute étant donné les impressionnantes richesses et diversité de son patrimoine linguistique. Rappelons en effet qu'il s'agit de dispositions générales, que :

chaque Partie s'engage à appliquer (...) à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire, qui répondent aux définitions de l'article 1er. (Charte, article 2, alinéa 1).

Le rapporteur suggère donc d'appliquer les "objectifs et principes" généraux de la partie II aux langues qui constituent le patrimoine de la France, prises dans leur ensemble, et de faire relever de la partie III une partie seulement de ces langues.

Des contraintes dans la définition des langues régionales ou minoritaires.

Si la Charte se donne une mission essentiellement culturelle et s'accompagne de précautions, le concept de langue qu'elle utilise est en revanche assez contraignant, et procède par exclusion :

Article 1 - Définitions

Au sens de la présente Charte :

a) par l'expression "langues régionales ou minoritaires", on entend les langues :

i. pratiquées *traditionnellement* sur un *territoire* d'un État par les *ressortissants* de cet État qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'État ; et

ii. différentes de la (les) langue(s) officielle(s) de cet État ;

elles n'incluent ni les *dialectes de la (les) langue(s) officielle(s)* de l'État ni les langues des *migrants*.

Plusieurs termes sont à commenter, que nous avons placés en italiques.

1. Ressortissants vs migrants

"La Charte ne traite pas la situation des nouvelles langues, souvent non européennes, qui ont pu apparaître dans les États signataires par suite des récents flux migratoires à motivation souvent économique" (Rapport explicatif, p. 6). Il s'agit donc de reconnaître les seules langues parlées par les ressortissants du pays, distinguées des idiomes de l'immigration. Cette distinction est toutefois délicate pour une République qui reconnaît, légitimement, le droit du sol : dès la seconde génération, les enfants nés de l'immigration sont citoyens français ; beaucoup conservent, à côté du français de l'intégration civique, la pratique linguistique de leur famille. On peut cependant suivre l'esprit de restriction de la Charte, en insistant sur le deuxième point :

2. Traditionnellement

Le texte concerne les langues régionales ou minoritaires pratiquées "traditionnellement" ; on dit aussi "historiques" (Préambule, § 2). Si cette notion invite à ne pas retenir les langues de l'immigration récente, elle incite au rebours à considérer, du point de vue linguistique, l'histoire de notre pays.

De nombreux citoyens des départements français d'Afrique du Nord parlaient l'arabe ou le berbère. Certains, pour des raisons sociales, économiques ou politiques (en particulier les harkis) se sont installés en France métropolitaine, sans cesser d'être des ressortissants français ; ils vivent encore, et parlent leurs langues, ou bien leurs descendants ont conservé une pratique bilingue. Cette situation semble correspondre exactement à celle des langues régionales ou minoritaires visées par la Charte. On rappellera que le berbère n'est protégé par aucun pays (il est même menacé) ; on notera que l'arabe parlé en France n'est pas l'arabe classique, langue officielle de plusieurs pays, mais un arabe dialectal, dont certains linguistes pensent qu'il est en passe de devenir une variété particulière, mixte des différents arabes dialectaux maghrébins.

Cette "tradition" peut être récente, sans pour autant renvoyer à une situation de migration. C'est le cas des Hmong, originaires du Laos, installés en Guyane, à la suite d'un geste humanitaire de la France, en 1977 ; ils constituent une population d'environ 2000 personnes, implantés dans deux villages monoethniques ; ils sont citoyens français et, pour les plus jeunes, bilingues français-hmong. Tout conduit à retenir ce dernier parmi les langues régionales ou minoritaires de la France. Un argument du même ordre peut être développé en faveur des populations arméniennes installées dans notre pays après les massacres d'avril 1915 : l'arménien occidental est à ranger parmi les langues de la France [\(6\)](#).

En revanche, des ressortissants français issus, parfois lointainement, de l'immigration parlent encore l'italien, le portugais, le polonais, le chinois, etc. par transmission familiale. Ces langues ne sont pas à retenir ici. Outre que rien ne les menace, elles sont enseignées, comme langues vivantes étrangères, dans le secondaire et le supérieur.

3. Territoire

"Les langues visées par la Charte sont essentiellement des langues territoriales" (Rapport explicatif, p. 11) :

b) par "territoire dans lequel une langue régionale ou minoritaire est pratiquée" on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est le mode d'expression d'un nombre de personnes ... (Charte, article 1, alinéa b)

Cette insistance sur la localisation géographique est fort explicite ; elle va de pair avec l'idée d'enracinement historique ; elle explique la difficulté avec laquelle la Charte manie la notion de "langue sans territoire" :

c) par "langues dépourvues de territoire", on entend les langues pratiquées par des ressortissants de l'État qui sont différentes de la

(les) langue(s) pratiquée(s) par le reste de la population de l'État, mais qui, bien que traditionnellement pratiquées sur le territoire de l'État, ne peuvent pas être rattachées à une aire géographique particulière de celui-ci. (Charte, article 1, alinéa c)

C'est, semble-t-il, à ces langues que s'applique en priorité l'adjectif "minoritaires", et qu'est principalement réservée la possibilité de s'en tenir à la partie II de la Charte.

Ce désir d'une assise géographique des langues régionales n'est pas sans contradiction avec l'intention culturelle que la Charte affiche. On peut faire valoir que la territorialisation systématique, issue du romantisme allemand qui inspira la linguistique du XIXe siècle, s'oppose en outre :

- aux principes républicains français, qui tiennent que la langue, élément culturel, appartient au patrimoine national ; le corse n'est pas propriété de la région de Corse, mais de la Nation.

- à la science, qui comprend mal l'expression "territoire d'une langue". Ceci ne peut désigner la zone dont la langue est issue : en remontant le cours de l'histoire, on constate que toutes les langues parlées en France ont une origine "étrangère", - y compris le français, qui fut d'abord un créole de latin parlé importé en Gaule. La seule justification scientifique est d'ordre statistique, et de peu d'intérêt : elle revient à distinguer la zone qui, à l'heure actuelle, connaît le plus de locuteurs d'un parler donné. En d'autres termes, le vrai territoire d'une langue est le cerveau de ceux qui la parlent.

- à la réalité sociolinguistique, qui rappelle que la mobilité sociale contemporaine est telle que l'on parle les différentes langues "régionales" un peu partout. Le créole est une réalité linguistique bien vivante de la région parisienne.

Signant puis ratifiant la Charte, la République française aurait donc intérêt, dans sa déclaration, à insister sur la vocation culturelle de la Charte, en minorant la tendance à la territorialisation. Elle pourrait également faire valoir qu'elle reconnaît cinq langues "dépourvues de territoire", effectivement parlées par ses ressortissants, et qui enrichissent son patrimoine : outre le berbère et l'arabe dialectal, le yiddish, le romani chib et l'arménien occidental (7). Elle pourrait rappeler enfin que seul le français, langue de la République, est la langue de tous et que toute autre langue parlée par un ressortissant français est, de fait, minoritaire.

4. Les dialectes de la langue officielle

Par définition, les variétés de la langue officielle ne sont pas du ressort d'un texte qui entend protéger les langues minoritaires, rendues précaires par l'extension, le rayonnement et l'officialisation de cette langue. Il convient donc de préciser la situation dialectale du français "national et standard".

Que l'on adopte, pour expliquer sa genèse, la thèse traditionnelle et contestable d'un dialecte d'oïl (le supposé *francien*) "qui aurait réussi" aux dépens des autres, ou que l'on y voie la constitution très ancienne d'une langue commune d'oïl transdialectale, d'abord écrite, puis diffusée (8), le français "national et standard" d'aujourd'hui possède une individualité forte, qu'a renforcée l'action des écrivains, de l'État, de l'école, des médias. Il en résulte que l'on tiendra pour seuls "dialectes" au sens de la Charte, et donc exclus, les "français régionaux", c'est-à-dire l'infini variété des façons de parler cette langue (prononciation, vocabulaire, etc.) en chaque point du territoire. Il en découle également que l'écart n'a cessé de se creuser entre le français et les variétés de la langue d'oïl, que l'on ne saurait considérer aujourd'hui comme des "dialectes du français" ; franc-comtois, wallon, picard, normand, gallo, poitevin-saintongeais, bourguignon-morvandiau, lorrain doivent être retenus parmi les langues régionales de la France ; on les qualifiera dès lors de "langues d'oïl", en les rangeant dans la liste.

Cette disjonction entre le français "langue nationale standard" et les franc-comtois, wallon, picard, etc. tenus à bon droit comme langues régionales, est à opposer à la situation que montre l'occitan. Celle-ci pourrait être qualifiée de conjonction, l'occitan étant la somme de ses variétés. L'unité linguistique est en effet fort nette, même si une diversité interne est perceptible. Cinq grands ensembles au moins sont repérables : gascon, languedocien, provençal, auvergnat-limousin et alpin-dauphinois. Des subdivisions plus fines sont possibles (vivaro-alpin ? nissard ?) ; elles relèvent toutefois moins de la linguistique que de la géographie, voire de la politique

Le patrimoine linguistique de la France.

Cet examen des principes, notions et critères de sélection de la Charte nous permet maintenant de dresser la liste des langues pratiquées sur le territoire national, et distinctes de la langue officielle.

La consultation de spécialistes, doublée d'un balayage systématique du territoire de la République (métropole, départements et territoires d'outre mer) aboutit à la liste que l'on trouvera en annexe.

Cette liste est longue : 75 langues (9). Elle regroupe il est vrai des idiomes de statut sociolinguistique très divers. Entre les créoles, langues régionales sans doute les plus vivantes, essentiellement parlées, pratiquées maternellement par plus d'un million de locuteurs, et le bourguignon-morvandiau, langue essentiellement écrite et que n'utilisent plus que quelques personnes, sans transmission maternelle au nourrisson, les divers cas de figure prennent place. C'est sur une telle typologie que doivent se fonder, semble-t-il, les choix de l'État, en vue de la signature puis de la ratification : liste des langues qu'il entend inscrire dans son patrimoine, mesures retenues pour chacune des langues que concerne la partie III. On insistera sur la présence ou l'absence d'une forme écrite (norme linguistique, orthographe, littérature, etc.) pour chaque idiome considéré. L'enseignement scolaire, en effet, requiert d'une part l'existence d'une version écrite de la langue. Celle-ci doit être établie ; l'exemple du créole est éclairant : la description scientifique, certes bien avancée,

précède néanmoins, sans doute de beaucoup, l'établissement d'une norme écrite commune. L'enseignement d'autre part est parfois conduit à opérer des disjonctions. Ainsi, de même que l'alsacien a pour forme écrite (et scolaire) l'allemand standard, on peut être amené à penser que l'arabe dialectal parlé en France a pour correspondant écrit l'arabe commun (celui de la presse, des radio et télévision), qui n'est la langue maternelle de personne.

Le rapporteur considère que ce vaste ensemble de langues, qui enrichit le patrimoine culturel la France et celui de l'Europe, constitue le domaine où s'applique naturellement la partie II de la Charte.

En ce qui concerne la partie III, il est clair qu'il appartient au gouvernement d'examiner, cas par cas, les alinéas et paragraphes qu'il retient, et d'établir la liste des langues qu'il souhaite en faire bénéficier.

En tant qu'ancien directeur de l'enseignement primaire, le rapporteur se permet de penser que, pour ce qui est de l'Education nationale, la loi Deixonne, et les possibilités offertes depuis [\(10\)](#), constituent un excellent cadre de travail. Il conviendrait sans doute de réactualiser le dispositif, dès lors que certaines langues (le berbère et l'arabe dialectal, notamment) posent des questions nouvelles à l'intégration, dont l'enjeu reste fondamental. Quant aux langues des Territoires d'Outre Mer, il est évident qu'elles doivent être examinées en liaison avec les Assemblées territoriales.

En tant que linguiste, le rapporteur ne peut s'empêcher de noter combien faible est notre connaissance de nombreuses langues que parlent des citoyens français. Il se permet de suggérer que la France se donne l'intention et les moyens d'une description scientifique de ses langues, aboutissant à une publication de synthèse. La dernière grande enquête sur le patrimoine linguistique de la République, menée il est vrai dans un esprit assez différent, est celle de l'abbé Grégoire (1790-1792).

Langues parlées par des ressortissants français sur le territoire de la République.

France métropolitaine

- dialecte allemand d'Alsace et de Moselle
- basque
- breton
- catalan
- corse
- flamand occidental
- francoprovençal
- occitan (gascon, languedocien, provençal, auvergnat-limousin, alpin-dauphinois)

- langues d'oïl : franc-comtois, wallon, picard, normand, gallo, poitevin-saintongeais, bourguignon-morvandiau, lorrain.

- berbère [\(11\)](#)

-arabe dialectal [\(12\)](#)

- yiddish

- romani chib [\(13\)](#)

- arménien occidental

Départements d'Outre Mer

- créoles à base lexicale française : martiniquais, guadeloupéen, guyanais, réunionnais.

- créoles bushinenge (à base lexicale anglo-portugaise) de Guyane : saramaca, aluku, njuka, paramaca [\(14\)](#).

- langues amérindiennes de Guyane : galibi (ou kalina), wayana, palikur, arawak proprement dit (ou lokono), wayampi, émerillon.

- hmong

Territoires d'Outre Mer

Nouvelle Calédonie

-28 langues kanak [\(15\)](#):
Grande Terre : nyelâyu, kumak, caac, yuaga, jawe, nemi, fwâi, pije, pwaamei, pwapwâ, dialectes de la région de Voh-Koné, cèmuhi, paicî, ajië, arhâ, arhö, ôrôwe, neku, sîchë, tîrî, xârâcùù, xârâgùrè, drubéa, numèè.

Iles Loyauté : nengone, drehu, iaai, fagauvea.

Territoires français de Polynésie :

- tahitien [\(16\)](#)

- marquisien

- langue des Tuamotu

- langue mangarévienne

- langue de Ruturu (Iles Australes)

- langue de Ra'ivavae (Iles Australes)

- langue de Rapa (Iles Australes)

- walissien

- futunien

Mayotte :

- shimaoré

- shibushi

N.B. A notre connaissance, il n'existe pas de langue spécifique à la Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Spécialistes consultés.

M. Claude ALLIBERT, professeur à l'INALCO (langues de Mayotte).

M. Georges CALVET, maître de conférences à l'INALCO (tsigane).

M. Robert CHAUDENSON, professeur à l'Université d'Aix-Marseille (créoles).

M. Jean-Philippe DALBERA, directeur de recherche au C.N.R.S. (occitan).

M. Pierre ENCREVÉ, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (sociolinguistique).

M. Michel LAUNEY, professeur à l'Université Paris 7 (langues de Guyane).

M. Jean-Baptiste MARTIN, professeur à l'Université de Lyon 2 (franco-provençal).

Mme Claire MOYSE-FAURIE, chargée de recherche au C.N.R.S.-Lacito (langues polynésiennes).

M. Isidoro NIBORSKI, maître de conférences à l'INALCO (yiddish)

M. Jean-Claude RIVIERE, directeur de recherche au C.N.R.S.-Lacito (langues kanak)

M. Jean SALLE-LOUSTAU, inspecteur général de l'éducation nationale, chargé des langues régionales.

Mme Marie-Rose SIMONI, directrice de recherche au C.N.R.S.-Inalif, langues d'oïl.

Note:

1. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Rapport explicatif. Les éditions du Conseil de l'Europe, 1992.

2. Guy Carcassonne, Rapport au Premier Ministre, p. 128.

3. A l'heure actuelle, l'Autriche, Chypre, le Danemark, le Luxembourg, Malte, le Roumanie, la Slovénie, l'Espagne, la Macédoine, l'Ukraine ont seulement signé. La Croatie, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, le Liechtenstein, les Pays-Bas, la Norvège, la Suisse ont également ratifié, avec un délai allant de la simultanéité à six ans.
4. Ainsi, le danois, langue minoritaire, est reconnu dans le Schleswig-Holstein (37 paragraphes ou alinéas) ; le bas allemand, langue régionale, est retenu dans le Melkenburg-Poméranie occidentale (35 paragraphes ou alinéas), en Basse-Saxe (38), etc.
5. Allemagne : "langue rom des Sintis et des Rom sur tout le territoire de la République fédérale et le bas allemand dans trois Lands autres que ceux dans lesquels cette langue est retenue au titre de la partie III"
- Pays-Bas : "langues retenues uniquement au titre de la partie II : langues basses-saxonnes, yiddish, romani".
6. Une communauté tamoule, sur laquelle le rapporteur manque malheureusement d'informations, est également implantée depuis longtemps dans l'île de la Réunion.
7. On peut rappeler à ce propos que les "signeurs" constituent une communauté linguistique traditionnelle (XVIII^e siècle), forte aujourd'hui de près de cent mille pratiquants. La langue des signes française (LSF) pourrait donc être rangée parmi les langues minoritaires sans territoire.
8. C'est la position du rapporteur. Cf. Bernard Cerquiglini, La naissance du français. Paris : Presses Universitaires de France, 1991.
9. Les pays européens qui ont retenu le plus grand nombre de langues régionales ou minoritaires sont l'Allemagne (sept : danois, haut sorabe, bas sorabe, frison septentrional, frison saterfries, bas allemand, rom) et la Croatie (sept : italien, serbe, hongrois, tchèque, slovaque, slovène, ukrainien).
10. L'Éducation nationale fournit la liste suivante des langues régionales actuellement enseignées dans le second degré : "basque, breton, catalan, corse, gallo, quatre langues mélanésiennes, langue mosellane, langue régionale d'Alsace, occitan, tahitien".
11. Dans ses diverses variétés parlées en France.
12. Dans ses diverses variétés parlées en France.
13. Langue des tsiganes, représentée en France par les dialectes sinti, vlax et calò.
14. Ces trois derniers créoles peuvent être considérés comme constituant une seule et même langue ; il n'existe cependant pas de terme générique pour désigner l'ensemble. On voit qu'il conviendrait d'encourager et de développer la recherche linguistique sur les langues de la France.
15. Les langues paicî, ajië, drehu et nengone ont été introduites dans l'enseignement secondaire du Territoire, et figurent comme options au baccalauréat.
16. Le tahitien a été introduit dans l'enseignement secondaire du Territoire, et figure comme option au baccalauréat.

La valorisation des langues régionales

II. La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

- [Le texte de la charte](#)

- Les [39 engagements](#) retenus par le Gouvernement pour la ratification de la charte européenne

- **Principes et orientation**

- [Communiqué](#) du Premier ministre du 5 mai 1999 annonçant la signature de la charte le 7 mai 1999
- [Communiqué de la Ministre de la Culture et de la communication](#) (5 mai 1999)
- [Décision du Conseil constitutionnel](#) (16 juin 1999)
- [Communiqué](#) du Premier Ministre du 1er juillet 1998 (*annonce de la remise du rapport Poignant*).
- [Extrait](#) de l'intervention du Premier Ministre aux journées parlementaires du parti socialiste, Tours, 29 septembre 1998
- [Communiqué](#) du Premier Ministre du 7 octobre 1998.

- **Bilans et rapports**

- "[Les langues de la France](#)", rapport de Bernard Cerquiglini, Directeur de l'Institut national de la langue française
- Rapport au Parlement 1998 sur l'application de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française : [extraits concernant les langues régionales](#).
- Rapport de M. Bernard Poignant au Premier Ministre : [Langues et cultures régionales](#)
- Étude de M. Guy Carcassonne : "La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la constitution".
disponible à [La Documentation française](#). (version papier)

LES CONTRIBUTIONS & RESSOURCES

Education nationale

Chiffres 2005 Académie de Montpellier

Répartition par modes d'accès à l'occitan, tous départements occitanophones confondus, de la maternelle au baccalauréat :

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre d'élèves</i>
Sensibilisation > 10 heures/an	Les actions de sensibilisation ne sont pas dénombrées
Initiation entre 27 et 54 heures/an	5760 élèves.
Enseignement extensif entre 36 et 108 heures/an	2354 élèves
Enseignement intensif entre 450 à 930 heures/an	289 élèves
Total	8 403 élèves

Education nationale

Chiffres 2005 Académie de Montpellier

	nb étés avec ens. de l'occitan	nb. ets dans les dépt. occitans	nb enseigna nts d'occitan	effectifs oc langue vivante	effectifs oc bilinguis me à parité	Total effectifs élèves
Ecoles publiques	350	1780	380	8114	289	8403
Collèges publics	64	164	57	2390	140	2530
Lycées publics (gral)	23	39		614		614
Lyc. privés (catho)	5	27	5	136		136
Clgs privés (catho)	2	54	2	102		102

**Pour le secteur de l'enseignement public
(dans les départements occitans, 11, 30, 34, 48),
un enseignement de l'occitan est dispensé dans :**

**1 école sur 5
1 collège sur 2,5
1 lycée sur 1,6**

- nombre approximatif d'élèves (j'ai eu cet après-midi des chiffres du rectorat) des écoles dans l'académie (excepté les PO) : 190.000, faisant de l'occitan 8403 = **4,42 %**
- nombre de collégiens dans l'académie (excepté les PO) : 85 221, faisant de l'occitan 2530 (et là chaque unité compte, ceux qui recrutent les élèves un à un le savent bien) : soit **3 %**
- nombre de lycéens dans l'académie (excepté les PO) : 38 571, faisant de l'occitan : 614 (un à un, là aussi, encore plus dur à recruter !) : **1,6 %**.



FEDERACION DE LAS CALANDRETAS DE LENGADÒC

Associacion lei 1901 amb lo sosten financièr de la Region Lengadòc-Rosselhon/Septimània.

ANNADA ESCOLARA DE 2004-2005

Nombre d'establiments : **16**

- ☐ Premièr gra : 15
- ☐ Segond gra : 1

Nonbre d'enfants : **1114**

- ☐ Premièr gra : 1043
- ☐ Segond gra : 71

Nombre d'ensenhaires : **82 sià 68 ETP** (Equivalent Temps Plen)

- ☐ Premièr gra : 67
- ☐ Segond gra : 15

Nombre de salariats non ensenhaires : **114 sià 83,5 ETP**

- establiments : 98
- centres de lèsers : 9
- federacions regionala e departamentalas : 4
- confederacion : 3

Budget consolidat previsional per 2005 :

Federacion regionala	5 436 456 €.
APRENE	224 312 €
LA CLAU	160 447 €
Confederacion	122 664 €
<u>TOTAL</u>	<u>5 943 879 €</u>

<p style="text-align: center;">ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE PAR LA DRAF LANGUEDOC ROUSSILLON</p>
--

En Languedoc Roussillon le service Régional Formation Développement de la DRAF¹ a autorité sur 35 établissements (11 publics et 24 privés) qui accueillent 8 300 élèves. Depuis la loi d'orientation agricole du 9 Juillet 1999 art. 121 Code Rural L 811-1 , Les établissements d'enseignement remplissent les missions suivantes notamment la 2^e, la 4^e et la 5^e qui entre dans le champs de cette étude « culture d'Oc et développement des territoires » :

1. Ils assurent une formation générale, technologique et professionnelle initiale et continue
- 2. ils participent à l'animation du milieu rural.**
3. Ils contribuent à l'insertion scolaire des jeunes, sociale et professionnelle de ces derniers et des adultes,
4. Ils contribuent aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée,
5. Ils participent à des actions de coopération internationale, notamment en favorisant les échanges et l'accueil d'élèves, apprentis, étudiants, stagiaires et enseignants.

Depuis un an, les restrictions d'enveloppes budgétaires sont telles que les options facultatives et le dédoublement des langues vivantes sont réduites à leurs plus simples expressions : suppression de tout ce qui était annexe . Seules restent actuellement des interventions à la marge notamment par la volonté militante des animateurs socio culturelle et professeurs d'éducation culturelle .

Il pourrait être intéressant d'intégrer le « recteur vert » à une commission éducation regroupant autour du Conseil régional le rectorat, le SRFD, les associations en charge de la langue

Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF)

¹ Dirigé par Jean Pierre Ignace

Referências: FH-/05/05/0... **Objète:** enseignement de l'occitan à l'école primaire. Académie de Montpellier

L'enseignement d'une langue, que ce soit à des adultes ou à des enfants, passe par l'action opérationnelle d'agents de transmission compétents. L'hypothèse de travail du tableau ci-dessous repose sur l'identification du potentiel disponible pour l'enseignement intensif de l'occitan à l'école maternelle et élémentaire dans les quatre départements occitanophones de la Région administrative Languedoc-Roussillon.

ENSEIGNANTS FORMÉS POUR POUVOIR ENSEIGNER EN OCCITAN DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES DES DÉPARTEMENTS OCCITANOPHONES DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON A LA RENTÉE DE SEPTEMBRE 2005.

	PROFESSEURS D'ÉCOLES OCCITANOPHONES en classes publiques bilingues	Regents PROFESSEURS D'ÉCOLES OCCITANOPHONES en Calandreta	PROFESSEURS D'ÉCOLES OCCITANOPHON ES en classas bilingues de l'enseignement privé catholique	TOTAL
Dintrada de setembre de 2005	12 ²	65 ³	0	77

FORMATION INITIALE DES PROFESSEURS D'ÉCOLES FORMÉS POUR ENSEIGNER EN OCCITAN A L'ÉCOLE PRIMAIRE. État des lieux.

	I.U.F.M de Montpellier PE2 issus du concours spécial qui ont été titularisés	Établissement APRENE PE2 issus du concours spécial ouvert pour l'occitan au sein de l'ISLRLF. Académie de Montpellier seulement	Centre de Formation Pédagogique de l'enseignement catholique de Montpellier (Concours spécial pour le privé catholique non encore ouvert)	TOTAL
2002-2003	9	4	0	13
2003-2004	8	2	0	10
2004-2005	6	2	0	8

²Chiffre fourni par Madame Torreilles I.P.R. d'occitan au rectorat de Montpellier.

³Chiffre fourni par la fédération des Calandretas du languedoc. Ce chiffre se décompose de la façon suivante: 39 P.E. Titulaires qui enseignent en occitan auxquels il faut ajouter 14 autres enseignants non titulaires. Ce sont donc un sous total de 53 maîtres qui font de l'occitan à temps plein en classe. Pour l'enseignement du français et du programme Latinitas, il y a 3 P.E. Titulaires + 9 enseignants non titulaires; le sous total est de 12 personnes pour les langues autres que l'occitan. Pour faire la rentrée de septembre 2005, les Calandretas de la région ont mobilisé 65 enseignants bilinges occitan-francés.

PROSPECTIVES

	I.U.F.M de Montpellier pour les classes publiques	Établissement APRENE pour les Calandretas	C.F.P. catholique de Montpellier	TOTAL des nouveaux professeurs d'écoles pouvant enseigner l'occitan dans les écoles primaires	Evolucion du nombre d'enseignants d'occitan dans le premier degré de l'Académie de Montpellier ⁴
2005-2006 (prevision)	7	5	0	12	+ 15,6% potentiel 77 personnes
2006-2007 (objectiu)				15	+ 16,9% potentiel 89 personnes
2007-2008 (objectiu)				18	+ 16,8% potentiel 107 personnes

⁴Chiffre de référence retenu: rentrée de septembre 2005. 77 enseignants bilingues occitan-français.

**Etablissements, effectifs, enseignants
des fédérations des écoles associatives en langues régionales
adhérentes de l'I.S.L.R.F.**

(Chiffres de la rentrée de septembre 2004)

<i>LA BRESSOLA</i>	<i>Etablissements</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Enseignants en E.T.P.</i>
Premier degré	7	502	23
Second degré	1	33	(Enseignants hors contrat non communiqués)
Totaux	8	535	23

<i>DIWAN</i>	<i>Etablissements</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Enseignants en E.T.P. payés par l'Etat</i>
Premier degré	33	2057	92,25
Second degré	4 collèges – 1 lycée	775	65,95
Totaux	38	2832	158,2

<i>SEASKA</i>	<i>Etablissements</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Enseignants en E.T.P. payés par l'Etat</i>
Premier degré	20		93
Second degré	3 collèges – 1 lycée		57,46
Totaux	24	2129	150,46

<i>Zweisprachigkeit</i>	<i>Etablissements</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Enseignants en E.T.P. payés par l'Etat</i>
Premier degré	10	1013	22
Second degré	-	-	-
Totaux	10	1013	22

L'Université instrument de sauvetage de l'occitan ?

1-L'enseignement de l'occitan à l'Université Paul Valéry - Montpellier III : de l'histoire à l'actualité

- Un passé prestigieux

L'intérêt pour la langue d'oc s'est manifesté à l'Université de Montpellier dès la fin du XIX^{ème} siècle, où, à la faculté des lettres de Montpellier, le romaniste Chabaneau fonda en 1870 la *Revue des Langues Romanes*, actuellement encore éditée par l'Université Paul Valéry. Chabaneau occupa, dès 1870, une chaire de langues romanes à laquelle lui succédèrent Millardet, Bourciez puis Guiter.

Le premier cours de langue et littérature occitane fut créé en 1942 par Charles Camproux, par ailleurs grand résistant. Camproux reprit cet enseignement à la Libération. Robert Lafont, d'abord assistant de grammaire française, obtint en 1969 une maîtrise de conférence étiquetée « langue et littérature occitane – linguistique romane », qui devint ensuite une chaire de professorat. L'un et l'autre conjuguent la rigueur scientifique et l'engagement militant indispensables dans un milieu universitaire français qui ignore massivement l'existence sur son territoire d'autres langues et d'autres littératures que celles écrites dans la langue dominante. Dès l'origine apparut le souci de couvrir l'ensemble du champ spatio-temporel de la langue et de la littérature d'oc, par la recherche scientifique comme par l'enseignement dispensé et les publications pédagogiques.

- La situation actuelle

Après avoir fait l'objet essentiellement d'un enseignement optionnel qui s'intégrait dans les cursus des étudiants d'autres disciplines, l'enseignement de l'occitan s'est peu à peu normalisé, au cours des années 1980 – 1990, avec la constitution d'un cursus complet du DEUG au doctorat. La création, au début des années 1990, du CAPES d'occitan-langue d'oc a donné des perspectives professionnelles nouvelles aux étudiants, auxquelles s'ajoute en 2002, la création du concours spécifique de professeur des écoles de l'enseignement public se destinant à l'enseignement des et en langues régionales.

La normalisation du cursus des étudiants spécialistes accompagne bien entendu la poursuite de l'enseignement optionnel – pour étudiants non-spécialistes - de langue ou de civilisation offert dans le cadre de toutes les formations de l'Université.

L'ensemble des cours proposés aux étudiants assidus fait l'objet d'un enseignement par correspondance assuré par les professeurs du département d'occitan dans le cadre des services d'enseignement à distance de l'Université.

Le nombre d'étudiants a été en progression jusqu'en 2002 et a connu ces trois dernières années une baisse dont nous aurons l'occasion de parler.

Dans le cadre de leurs cours, les étudiants, provenant de tout l'espace d'oc comme du reste de la France ou de l'étranger pour une part non négligeable, sont formés à l'unité de la langue d'oc dans le cadre de sa variété dialectale : chacun d'entre eux, pour ceux qui arrivent avec la maîtrise d'une forme dialectale de l'occitan, est invité à utiliser cette forme. La graphie employée est la graphie « alibertine » dite encore « classique ». Cependant les étudiants spécialistes sont invités à lire les deux graphies qui ont connu une codification et qui sont actuellement en usage : la graphie alibertine et la graphie mistralienne. La plupart des cours se font en occitan, la maîtrise orale de la langue étant un des objectifs de l'enseignement.

Les étudiants ont leur association, le Méd'Oc : mouvement étudiant pour le développement de l'Occitan, qui contribue à l'animation intellectuelle de l'Université. Au sein de ces étudiants, est né à la fin des années 1990 un groupe de ragga-muffin, *Mauresca Fracas Dub*, qui a déjà enregistré deux disques.

Un autre facteur qui peut expliquer le rayonnement de l'occitanisme au sein de l'Université Paul Valéry, c'est la présence, au sein des équipes enseignantes, d'écrivains féconds : c'était le cas de Charles Camproux, c'est bien sûr le cas de Robert Lafont, le plus prolifique, mais également de Philippe Gardy, et de Florian Vernet et aussi de Jean Claude Forêt. Les écrivains Roland Pécout et Jean-Marie Petit étaient aussi jusqu'à tout récemment respectivement chargé de cours et professeur. Plusieurs étudiants s'essayaient d'ailleurs à l'écriture dont certains ont vu leurs textes publiés en revue.

2. Les étudiants d'occitan à Montpellier III de 1997 à aujourd'hui

A partir de 1733 fiches d'inscription remplies en début d'année par les étudiants qui suivaient les cours de M.J. Verny entre 1997-1998 et 2004-2005 nous avons essayé de mieux connaître les étudiants inscrits en occitan, spécialistes (préparant DEUG, licence, maîtrise d'occitan) et non-spécialistes (suivant des cours de langue ou littérature occitane intégrés dans un autre cursus). Il s'est agi notamment de s'interroger sur leurs origines (sociale et géographique), la place de l'occitan dans leur parcours scolaire antérieur, les motivations de leur choix de l'occitan, leurs connaissances et représentations de la langue.

Ce corpus doit évidemment être examiné avec prudence, car les réponses données dans des fiches destinées au professeur sont marquées de ce fait par une part inévitable de subjectivité. Par ailleurs le questionnaire qui avait été distribué aux étudiants n'avait bien évidemment pas été conçu pour un usage de traitement informatique de données ni pour une recherche scientifique. Ce traitement informatique a d'ailleurs parfois posé quelques problèmes d'ordre technique.

Le questionnaire tel qu'il apparaissait dans les fiches en question a dû être re-structuré afin de pouvoir introduire les données dans le programme de traitement d'enquêtes par questionnaire *Sphinx*.

- Le profil des étudiants d'après des fiches

Types de cours : langue ou littérature :

Les cours de langue concernent majoritairement des étudiants non spécialistes, à raison d'1 heure 30 hebdomadaire pendant les deux années de DEUG. En troisième année (licence), de nombreuses maquettes excluent le choix de la langue non spécialiste, ce qui, combiné avec le très important taux d'échec des étudiants au cours du premier cycle, explique une chute des effectifs à ce niveau.

La situation pour les cours de littérature est en revanche très variable selon les possibilités offertes par les maquettes de l'Université.

Pour les cours de deuxième année, il s'agit très majoritairement d'étudiants spécialistes.

Pour les cours de première année, pendant les quatre ans où l'Université imposait aux étudiants, lors du premier semestre de DEUG, le choix de deux disciplines « de découverte », choisies dans d'autres DEUGs, à raison de 3 heures par semaine et par discipline, le département d'occitan a pu offrir chaque année un enseignement de littérature médiévale et moderne à environ 150 étudiants non spécialistes. Ces 3 heures pouvant se combiner avec l'heure et demie de cours de langue, certains étudiants non spécialistes ont pu bénéficier, pendant leur premier semestre de DEUG, de 4 h 30 hebdomadaires d'enseignement. D'ailleurs une partie non négligeable de ceux-ci ont ensuite opté pour un cursus spécialiste.

D'une manière générale, en effet, très peu d'étudiants arrivent à l'Université avec le projet de faire des études d'occitan en spécialistes. Pendant les années sur lesquelles nous avons travaillé, leur nombre variait entre 5 et 12. L'augmentation des effectifs (jusqu'à 56 en 2003-2004 en première année) se faisait après les

séances d'information organisées par les enseignants. Les contacts avec les tuteurs d'accueil chargés d'organiser les groupes d'étudiants non spécialistes permettent également chaque année de convaincre des étudiants sceptiques ou réticents de s'engager dans une filière de spécialistes, conjointement à la filière initialement choisie. Enfin, les enseignements de « découverte » ont souvent véritablement joué ce rôle et décidé des étudiants auparavant totalement ignorants de la matière occitane, à s'engager dans des études de spécialité. Certains ont ensuite effectué un parcours professionnel lié à l'occitan ou sont actuellement inscrits en thèse.

Provenance géographique des étudiants et cursus antérieur :

La majorité d'entre eux sont nés dans l'espace occitan, une part non négligeable provient de l'étranger avec une très grande variété de pays d'origine. En ce qui concerne les 4 départements occitans de la région, c'est l'Hérault le plus représenté, de même qu'une part importante des étudiants réside à Montpellier. Il faudrait cependant rapporter ces résultats à la démographie totale de l'espace concerné, l'Hérault étant le département de loin le plus peuplé, mais aussi à l'existence à Nîmes et à Béziers de formations universitaires au moins de niveau bac + 2, cycle auquel appartient l'immense majorité des étudiants sur lesquels porte cette enquête. La filière occitan n'étant organisée ni à Nîmes, ni à Béziers, il est évident qu'une part essentielle du vivier potentiel se perd ainsi.

lieu naissance	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	143	8,3%
Occitanie	1278	73,7%
France hors Occitanie	216	12,5%
étranger	96	5,5%
TOTAL OBS.	1733	100%

département	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	266	15,3%
11	162	9,3%
30	252	14,5%
34	774	44,7%
48	52	3,0%
autres	227	13,1%
TOTAL OBS.	1733	100%

Ville de résidence (La question étant ouverte, nous n'avons noté que les villes citées par 10 étudiants ou plus)

Montpellier	154	11,7%	
Sète	44	3,3%	
Béziers	31	2,4%	
Narbonne	23	1,7%	
Bédarieux	22	1,7%	
Nîmes	22	1,7%	
Lattes	14	1,1%	
Pézenas	14	1,1%	
Frontignan	12	0,9%	
Castelnau-le-lez	11	0,8%	
Lunel	11	0,8%	
Mauguio	11	0,8%	
St Gély du Fesc	11	0,8%	
Agde	10	0,8%	
Juvignac	10	0,8%	
Le Pradal	10	0,8%	
Limoux	10	0,8%	

Pignan 10 0,8%

Remarquons par ailleurs qu'une grande majorité des étudiants résident en milieu rural. En effet seuls 274 d'entre eux sur 1733 résident dans les principales villes de la région (Montpellier, Sète, Béziers, Narbonne, Nîmes).

Le questionnaire portait également sur la ville d'obtention du bac, sur l'existence de cours d'occitan dans le lycée, le cursus antérieur en occitan.

Ville d'obtention du bac (nous ne notons ici que les villes concernant plus de 1% des étudiants) :

Montpellier	277		18,4%
Béziers	107		7,1%
Alès	104		6,9%
Nîmes	93		6,2%
Narbonne	91		6,1%
Sète	84		5,6%
Bédarieux	82		5,5%
Lunel	64		4,3%
Pézenas		57	3,8%
Carcassonne	39		2,6%
Clermont-l'hérault		36	2,4%
Mende	33		2,2%
Ste Affrique	28		1,9%
Limoux	25		1,7%
Agde	24		1,6%
Bagnols-sur-cèze		21	1,4%
Lattes	21		1,4%
Le Vigan		16	1,1%

L'occitan était enseigné dans 53,7% des lycées d'origine des étudiants, il ne l'était pas dans 29% des cas. Pour 16,6% des cas, il nous a été impossible de le savoir, la plupart du temps parce que l'étudiant n'avait pas indiqué son lycée d'origine. Or seuls 30 % des étudiants disent avoir étudié l'occitan avant la fac, alors qu'ils pouvaient être dans un lycée qui offrait cet enseignement. À l'inverse, 53,6 % des étudiants ont commencé cet apprentissage à l'Université, dont une minorité - certes motivée - a entrepris - et réussi - un parcours de spécialistes.

Parmi les étudiants qui ont étudié l'occitan avant d'entrer à l'Université, il s'agit essentiellement de ceux qui l'ont appris au collège et/ou au lycée.

Certaines villes - ou plus précisément certains lycées - où existe un enseignement d'occitan dynamique et bien implanté fournissent des effectifs bien au-delà de la moyenne démographique. C'est le cas par exemple de Bédarieux, et ce parmi toutes les promotions concernées par l'enquête. Pour plusieurs cas de lycées ayant connu des professeurs différents pendant cette durée, l'impact du « rayonnement » de l'enseignant est immédiatement perceptible lorsque les élèves arrivent à l'Université. Les Calandretas ne sont citées que dans 22 fiches, soit un nombre très faible⁵. La question posée sur les fiches étant ouverte, nous n'avons trouvé dans les réponses aucun cas d'apprentissage à l'école primaire, nous n'avons donc pas envisagé cette éventualité.

Etudes oc_AUTRE	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1234	71,2%
cours hors système scolaire	10	0,6%
travail personnel	11	0,6%
lycée	439	25,3%
collège	76	4,4%
Calandreta	22	1,3%
TOTAL OBS.	1733	

Les étudiants ont-ils déjà entendu la langue ?

La question était posée aux étudiants de la présence dans leur entourage d'occitanophones. Plus de la moitié des 89 % des étudiants qui ont répondu à cette question ont donné une réponse positive (47,7 % de l'ensemble des fiches). Ce pourcentage élevé pourrait témoigner d'un niveau important de re-connaissance de la langue. Cependant, l'analyse des commentaires faits par un peu plus de 150 étudiants, que nous n'avons pas la place d'analyser en détail dans ce cadre, nous amène à nuancer notre analyse. 3 fiches évoquent le « patois » dont l'une précise « qui diffère de l'occitan ». Un nombre non négligeable d'étudiants souligne la rareté des propos entendus dans cette langue. Plusieurs évoquent le décès des locuteurs connus, ou la vieillesse de ceux-ci. D'autres le fait que les occitanophones qu'ils connaissent ne parlent que rarement. À l'inverse, quelques fiches évoquent des locuteurs nombreux (« n'i a tot plen »), que l'on peut parfois supposer jeunes (emploi du terme « amis »). Une fiche note même une augmentation de ces locuteurs « ne coneissi de mai en mai ».

Parmi les 89 % de réponses à cette question, ceux qui ont spécifié quel « entourage » ne sont que 33%. Parmi eux la langue est entendue majoritairement chez les grands-parents (26,2 % des fiches). Elle est associée majoritairement au sexe masculin, notamment dans la génération des parents.

⁵ Alors que les étudiants évoquent très fréquemment les Calandretas comme lieu d'insertion professionnelle envisagé.

occitanophones proches	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	187	10,8%
non	720	41,5%
oui	826	47,7%
TOTAL OBS.	1733	100%

occitanophones proches_AUTRE	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1161	67,0%
père	137	7,9%
mère	73	4,2%
frère/s-soeur/s	35	2,0%
grand-père	232	13,4%
grand-mère	222	12,8%
tante/s	10	0,6%
oncle/s	23	1,3%
autre/s membres de la famille	18	1,0%
voisins	68	3,9%
enseignants	0	0,0%
entourage Calandreta	12	0,7%
autres	49	2,8%
famille indéterminée	107	6,2%
TOTAL OBS.	1733	

Pourquoi choisir l'occitan ?

La question *Raisons du choix de l'occitan* était ouverte, ce qui a donné aux étudiants la possibilité de s'exprimer librement. Les réponses ont donc été très variées. Par ailleurs, il est évident qu'un même étudiant peut avoir plusieurs raisons d'avoir choisi l'occitan (ex. « l'occitan est pour moi une manière de rechercher mes origines. J'ai découvert cette langue complètement par hasard au collège et ça m'a plu ») et que certaines réponses nous ont posé des problèmes d'interprétation (ex. « perque l'occitan fa partir lei snobs e nega lei conos de cada canton pasmens i a de conos dins l'oc tanben, lo sabi »).

Il nous a semblé important de recodifier cette question ouverte (la transformant en question fermée) pour ainsi classer dans la mesure du possible les raisons pour lesquelles les étudiants avaient choisi de faire de l'occitan. Après une observation minutieuse de l'ensemble des réponses il nous a semblé que l'on pouvait établir 5 types d'arguments et 4 types d'« incidents »⁶:

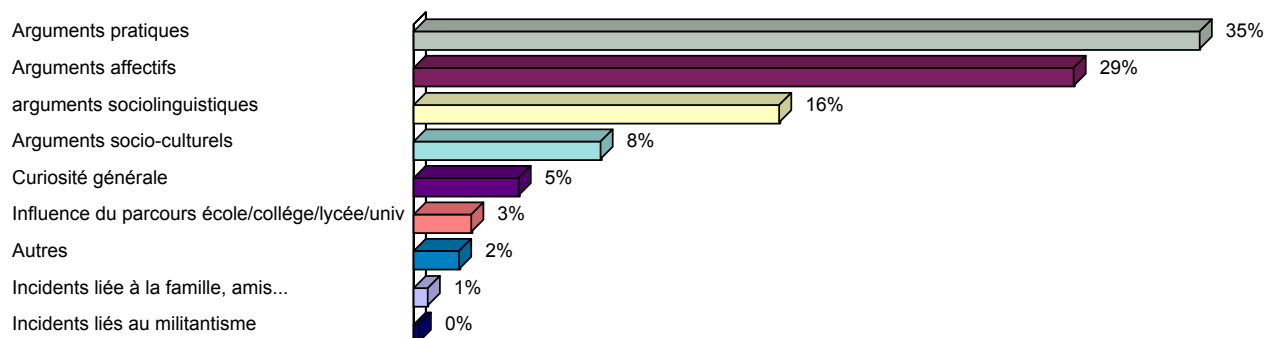
1. Curiosité générale, culture générale
2. Arguments de type (socio)linguistique
3. Arguments de type (socio)culturel
4. Arguments de type affectif
5. Arguments de type pratique
6. Incidents liés au parcours école/collège/lycée
7. Incidents liés à une expérience artistique / culturelle
8. Incidents liés à la famille / amis ...
9. Incidents liés au militantisme occitan
10. Autres

Nous avons obtenu ainsi les graphiques ci-dessous qui concernent les étudiants spécialistes et les étudiants non-spécialistes car il était à prévoir (et les résultats ont confirmé notre hypothèse) que les raisons évoquées par les uns et par les autres n'étaient pas nécessairement similaires. Les résultats ont été établis en tenant compte des étudiants qui ont répondu à cette question : 82% des spécialistes et 88% des non spécialistes

1. Etudiants spécialistes

⁶ Nous nous sommes pour cela inspirées de l'enquête de Pascual Díez et alii (2003).

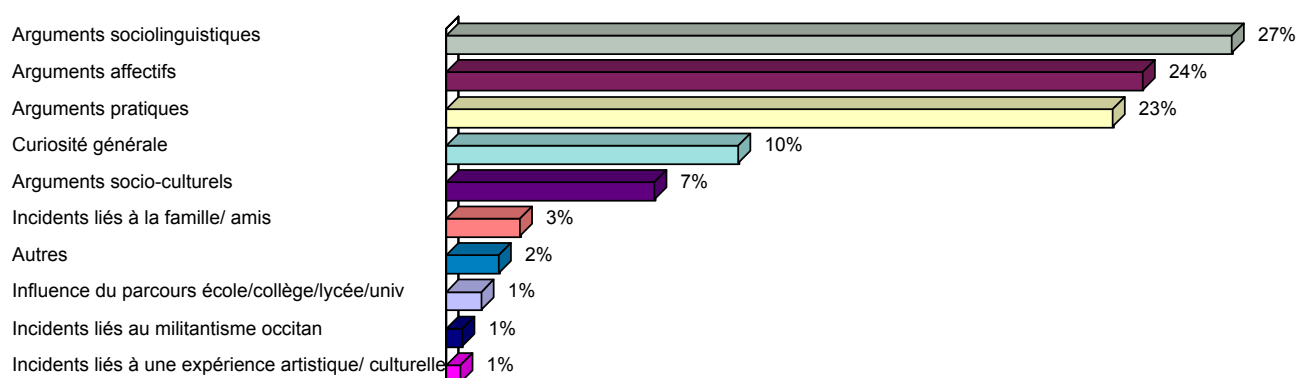
choix recodé



- Plus d'un tiers des étudiants qui font de l'occitan en tant que spécialistes ont donné des arguments de type pratique :
 - * 55% d'entre eux ont un projet professionnel en tête (la plupart veulent être enseignants d'occitan : Calandreta, CAPES, IUFM...) :
 - * 16% le font pour continuer un parcours qu'ils ont initié auparavant (collège, lycée, université...) et 10% disent vouloir approfondir leurs connaissances
 - * 8% veulent parler la langue
- 29% donnent des arguments de type affectif :
 - * 74% affirment que la langue leur plaît / qu'elle est « belle »/ qu'elle est « chantante »/ qu'ils l' « aiment », qu'ils l' « adorent »
 - * 16% affirment avoir choisi l'occitan parce c'est la langue de leur famille et 5% citent spécialement leurs grands-parents
- 16 % donnent des arguments sociolinguistiques
 - * 64% l'ont choisi parce que c'est la langue de la région
 - * 22% ne voudraient pas qu'elle se perde, ils voudraient la transmettre

2. Etudiants non-spécialistes

choix recodé



- Pour les non-spécialistes ce sont les arguments de type sociolinguistique qui comptent le plus :
 - * 76% d'entre eux disent avoir choisi l'occitan parce que c'est la langue de la région
 - * 17% disent s'intéresser aux langues et/ ou aux langues minoritaires/régionales...
- Les arguments affectifs sont importants pour 24% :
 - * 58% disent que la langue leur plaît, / qu'elle est belle/ qu'elle est chantante/ qu'ils l'aiment/ qu'ils l'adorent
 - * 21% citent leur famille, et 17% leurs grands-parents

- Quant aux arguments de type pratique évoqués par 24% des étudiants :

- * 26% d'entre eux disent faire de l'occitan pour continuer un parcours qu'ils ont commencé auparavant : école, collège, lycée, université
- * 22% d'entre eux comptent en tirer un profit professionnel : s'en servir pour avoir un poste dans l'enseignement, pour leur recherche...
- * Pour la même proportion d'étudiants, s'ils se sont inscrits en occitan c'est pour une raison liée au choix des options (dans les maquettes de leurs plans d'études)
- * 11% voudraient pouvoir parler occitan

3. Et après l'Université ?

Il nous a semblé utile de compléter l'analyse des fiches d'étudiants par une enquête par questionnaire adressée aux étudiants qui ont fini leurs études d'occitan en tant que spécialistes. L'objectif de ce questionnaire étant fondamentalement de savoir :

1. En quoi les études d'occitan leur avaient servi dans leur vie professionnelle
2. Qu'en était-il de leur pratique de la langue après avoir fini leurs études à la fac

Nous avons élaboré un questionnaire auquel on pouvait répondre en quelques minutes et que l'on peut voir en annexe. Il a été envoyé aux ex-étudiants dont on avait une adresse postale (accompagné d'une lettre où l'on expliquait brièvement l'objet de l'enquête) : au total 130 questionnaires ont été envoyés. Pour que les enquêtés ne se sentent pas gênés par le fait que l'une des enquêtrices avait été leur professeur d'occitan nous avons mis comme expéditeur l'enquêtrice qui n'est pas professeur d'occitan et qui est inconnue pour la plupart des ex-étudiants (sauf pour ceux de la dernière promotion qui l'ont eue comme professeur de linguistique romane) ; par ailleurs les réponses devaient être envoyées au Laboratoire DIPRALANG du Département de Sciences du Langage. Bien entendu, les étudiants pouvaient parfaitement supposer que le Département d'occitan allait connaître le résultat de l'enquête (c'était dit d'ailleurs dans la lettre qui accompagnait le questionnaire).

Jusqu'à aujourd'hui 51 réponses nous sont arrivées et 9 lettres nous ont été retournées par la Poste (adresse erronée, changement d'adresse...). Même si nous attendons encore des réponses il nous semble intéressant de donner les premiers résultats de l'analyse des questionnaires reçus, ces résultats bien évidemment n'étant que provisoires. Pour nous centrer sur le thème central de ce Colloque, dans cette communication nous allons seulement commenter les résultats qui concernent les pratiques linguistiques de ces ex-étudiants avant et après leurs études d'occitan à l'Université.

Commençons par caractériser les personnes qui font partie de notre corpus : il s'agit de 51 étudiant(e)s dont le/la plus âgé(e) a 43 ans et le/la plus jeune 21 ans. Si l'on tient compte de l'année de fin de leurs études la distribution est la suivante :

fin études oc	Nb. cit.	Fréq.
1997	3	6%
1998	2	4%
1999	4	8%
2000	2	4%
2001	10	20%
2002	12	24%
2003	8	16%
2004	8	16%
2005	2	4%
TOTAL OBS.	51	100%

La plupart des enquêtés ont actuellement un travail rémunéré (86%). Par ailleurs 73% disent avoir mis moins d'un an à trouver un emploi après la fin de leurs études, et 63% affirment que leur premier emploi avait un rapport avec leurs études d'occitan. 65% des enquêtés pensent que l'occitan les a aidés à trouver un emploi.

Quant à leur connaissance et à leur pratique de la langue, plus de 50% de étudiants disent qu'ils parlaient l'occitan « assez bien » ou « bien » avant d'avoir suivi des études d'occitan à l'Université Paul Valéry ; plus d'un quart affirment qu'ils ne le parlaient « pas ou presque pas » :

je ne pouvais pas le parler ou presque pas	14	27%
je pouvais le parler un peu	11	22%
je pouvais le parler assez bien	16	31%
je pouvais le parler bien	10	20%
TOTAL OBS.	51	100%

Une fois leurs études finies on peut supposer que tous ces étudiants sont capables de (bien) parler l'occitan, mais ... le font-ils ? A la question « Actuellement, vous arrive-t-il de parler occitan ? » : le pourcentage de ceux qui disent le parler « toujours » ou « presque toujours », « très souvent » ou « souvent » arrive à 67% tandis que ceux qui ne le parlent « jamais » ou « presque jamais » ne font que 14% . Donc on a eu, si l'on peut dire, un gain de 17% pour l'occitanophonie active (si on compare ces résultats avec le pourcentage de personnes qui disaient pouvoir le parler avant d'aller à la fac)... mais aussi un nombre relativement important d'étudiants qui ne le parlent "presque jamais" (12%) ou "jamais" (2%) :

toujours ou presque toujours	8	16%
très souvent	14	27%
souvent	12	24%
parfois	10	20%
presque jamais	6	12%
jamais	1	2%
TOTAL OBS.	51	100%

Nous pouvons croiser les réponses aux deux questions pour essayer d'évaluer l'impact de l'Université sur leur pratique linguistique :

Avant d'avoir fait des études à l'Université, parliez-vous occitan ?	Actuellement, vous parlez occitan :					
	toujours / presque toujours	très souvent	souvent	parfois	presque jamais	jamais
je ne pouvais pas le parler ou presque pas	7% (1)	36% (5)	7% (1)	21% (3)	21% (3)	7% (1)
je pouvais le parler un peu	18% (2)	18% (2)	9% (1)	45% (5)	9% (1)	0% (0)
je pouvais le parler assez bien	19% (3)	31% (5)	31% (5)	6% (1)	13% (2)	0% (0)
je pouvais le parler bien	20% (2)	20% (2)	50% (5)	10% (1)	0% (0)	0% (0)
TOTAL	16% (8)	27% (14)	24% (12)	20% (10)	12% (6)	2% (1)

Quelques observations à ce tableau

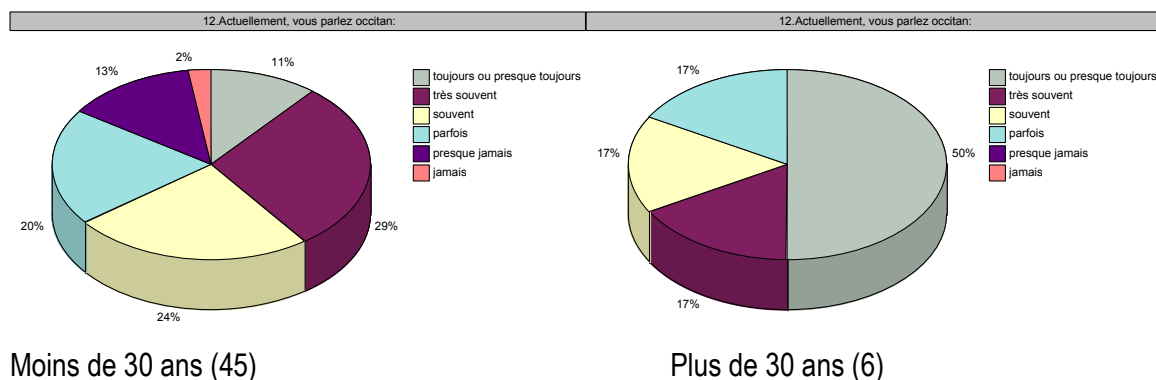
- 25 étudiants ont dit qu'avant d'avoir suivi leurs études d'occitan à la fac ils ne pouvaient "pas le parler ou presque pas" ou qu'ils pouvaient le parler " un peu", 12 d'entre eux disent qu'actuellement ils le parlent "toujours ou presque toujours", "très souvent" ou "souvent" . Par contre 4 disent ne le parler "presque jamais", et 1 étudiant affirme ne le parler "jamais"

- Les étudiants qui pouvaient « parler bien » l'occitan avant continuent à le parler de façon assez habituelle actuellement (sauf un étudiant qui dit le parler "parfois").

- Des 6 personnes qui affirment ne parler l'occitan « presque jamais » 2 disent qu'avant ils pouvaient le parler « assez bien » : s'agit-il d'une perte d'usages ? Pour les quatre autres, le passage à l'université n'a pas eu d'incidence sur leur pratique linguistique.

Si l'on tient compte du facteur âge il faut aussi signaler une pratique plus importante chez les étudiants de plus de 30 ans (qui ne représentent que 12% du corpus: 6 étudiants), comme on peut l'observer dans ces deux graphiques :

Actuellement, vous arrive-t-il de parler occitan?



En conclusion on voit quelques avancées, bien que à ce stade de notre étude on ne puisse que donner des hypothèses provisoires. Reste à prouver que ces mêmes personnes qui disent parler la langue la transmettent à leurs enfants le moment venu, seule façon de « sauver la langue » (mais pour l'instant seulement deux des 51 enquêtés disent avoir eu des enfants).

Avec qui parle-t-on occitan?

Il est à signaler que presque la moitié dit le parler avec ses parents, et un nombre important aussi mais inférieur avec ses grands-parents. Mais c'est l'usage entre amis ou collègues de travail qui est le plus fréquent. Cela pourrait nous faire penser à une néo-occitanophonie qui est en train de naître et de se développer. Mais tout cela reste à confirmer par une enquête plus approfondie et qui concernerait une population plus importante.

vos parents	24	47 %
vos grands-parents	15	29 %
vos oncles, tantes, cousin(e)	6	12 %
vos (beaux)frères ou (belles)soeurs	5	10 %
vos enfants	2	4%
vos amis	39	76 %
des gens de votre village	10	20 %
vos collègues de travail	31	61 %
élèves, (anciens) professeurs, entourage Calandreta, parents d'élèves	13	26 %
autres	4	8%

Outre leur pratique orale de la langue il nous a semblé important de poser des questions sur leurs pratiques écrites et aussi sur leur fréquentation de la culture occitane. Le graphique suivant rassemble les résultats des 8 items qui concernaient ces questions:

Actuellement vous arrive-t-il de:

	Jamais	Rarement	Occasionnellement	Assez souvent	Très souvent	TOTAL
19.lire des journaux en occitan	18% (9)	10% (5)	35% (18)	22% (11)	16% (8)	100% (51)
20.lire des livres en occitan	6% (3)	4% (2)	35% (18)	27% (14)	27% (14)	100% (51)
21.écouter de la musique occitane	4% (2)	10% (5)	20% (10)	38% (19)	28% (14)	100% (50)
22.voir du théâtre occitan	30% (15)	34% (17)	18% (9)	16% (8)	2% (1)	100% (50)
23.écrire des lettres personnelles en occit	40% (20)	24% (12)	20% (10)	12% (6)	4% (2)	100% (50)
24.écrire en occitan pour des raisons profe	27% (14)	8% (4)	12% (6)	14% (7)	39% (20)	100% (51)
25.écrire des SMS en occitan	36% (18)	10% (5)	18% (9)	22% (11)	14% (7)	100% (50)
26.écrire des mels en occitan	29% (14)	4% (2)	18% (9)	27% (13)	22% (11)	100% (49)
Ensemble	24% (95)	13% (52)	22% (89)	22% (89)	19% (77)	100% (402)

Comme le montre ce tableau :

- Quant à la lecture, un peu plus de la moitié lit assez souvent ou très souvent des livres en occitan, par contre la presse occitane n'est lue que par un peu plus d'un tiers des enquêtés
- Quant à l'écriture, l'usage professionnel de l'occitan est fréquent pour plus de la moitié des enquêtés, par contre la plupart n'écrit jamais ou presque jamais des lettres personnelles en occitan (encore faut-il qu'ils le fassent en français...).
- Curieusement les messages électroniques en occitan sont envoyés assez ou très souvent par la totalité des enquêtés de plus de 30 ans, ceux qui n'ont pas encore cet âge ne sont que 41% à les envoyer.
- Les SMS en occitan ne sont pas fréquents : à peine un tiers des enquêtés dit en envoyer assez ou très souvent.
- Le théâtre n'est fréquenté que par une minorité d'enquêtés (9%) mais presque deux tiers d'entre eux écoutent la musique occitane.

4. Principaux problèmes trouvés par les enseignants d'occitan à l'université

Certes le choix de l'occitan à l'Université se heurte aux mêmes problèmes de représentation sociale que rencontre la langue dans d'autres lieux – l'occitan langue inaudible et inconnue pour beaucoup des habitants de la région -, mais l'étude des variations des effectifs met en évidence le rôle dominant joué par des facteurs conjoncturels beaucoup plus fluctuants **en ce moment**⁷ que ne l'est la situation socio-linguistique de l'occitan.

Dans la période que nous avons étudiée, trois facteurs ont joué un rôle déterminant :

- 1- la composition des maquettes qui dessinent les schémas de formation et qui sont élaborées pour 4 ans lors de lourdes procédures appelées « campagnes d'habilitation »
- 2- le faible encadrement du département qui limite son rayonnement possible au sein de l'Université
- 3-2- l'offre professionnelle plus ou moins attractive constituée par les concours de recrutement d'enseignants spécialisés en occitan.

1 - la composition des maquettes

En ce qui concerne le premier facteur, notre expérience nous amène à la conclusion que les effectifs varient considérablement en fonction de la possibilité offerte ou non, pour les étudiants non spécialistes, d'insérer dans leur parcours de formation des modules ou UV, ou ECUE d'occitan. En effet, le nombre d'étudiants qui arrivent à l'Université

⁷ Non, ce n'est pas « en ce moment ». Si on remontait dans les années antérieures, on s'apercevrait que chaque changement de maquettes induit des variations énormes d'effectifs. Je te donnerai d'autres exemples oralement, qui datent d'avant les fiches, alors que je n'étais que chargée de cours en non spé.

avec le projet de choisir occitan comme discipline principale est infime (entre 5 et 10) selon les années. C'est lors de leur inscription et dans les cours d'enseignements optionnels que leurs enseignants – et leurs condisciples, notamment les tuteurs d'accueil – peuvent leur proposer d'adjoindre au parcours initialement choisi une formation complète en occitan. C'est ainsi que le nombre d'étudiants spécialistes en première est passé, chaque année, de la petite poignée initiale à 25, 30, voire 56 en 2000-2001 entre le début septembre et la mi-novembre. Une bonne proportion a continué ses études jusqu'à la licence, comme le montrent les chiffres ci-dessous, qui émanent des services administratifs de l'Université :

Etudiants spécialistes :	1999-00	00/01	01/02	02/03	03 / 04
DEUG 1ère année :	39	56	48	37	51
DEUG 2ème année :	33	30	50	34	34
Licence :	30	41	37	34	30
Maîtrise :	16	19	24	14	21

La stabilité des effectifs des étudiants entre la première année de DEUG et l'année de licence est exceptionnelle à l'Université. Il est bien connu en effet que plus de la moitié des étudiants abandonnent leurs études avant d'avoir obtenu un DEUG.

Nous avons connu, dans la période sur laquelle porte cette enquête, 3 types de maquettes différentes, avec un invariant : la possibilité de choisir l'occitan comme LV non spécialiste dans tous les DEUGs⁸.

Les autres possibilités :

- jusqu'à la rentrée 2000 : le département de Lettres Modernes proposait à tous ses étudiants de DEUG première et deuxième année 2 UV de littérature occitane (1 h 30) hebdo. Ces UV comptaient aussi bien pour le DEUG de Lettres Modernes que pour celui d'occitan.

- de 2000-2001 à 2003- 2004 : toutes les maquettes de toutes les formations obligeaient les étudiants à choisir, lors du premier semestre de DEUG, 2 ECUE « de découverte » de 3 h hebdo chacun, choisis dans les enseignements fondamentaux de deux autres DEUGs. Cette possibilité amenait aux études occitanes entre 120 et 150 étudiants supplémentaires qui s'initiaient ainsi à la langue et à la littérature, et qui, pour la plupart, faisaient effectivement une « découverte » au sens courant du terme. Par le jeu des combinaisons entre disciplines fondamentales et disciplines de découverte, ils pouvaient, le premier trimestre, s'inscrire dans deux DEUGs (dont celui d'occitan) pour seulement 5 heures hebdomadaires supplémentaires. Pour les boursiers (très nombreux à l'UPV) l'inscription était gratuite, et pour les non-boursiers, la deuxième formation était possible avec un surplus de frais d'inscription relativement modique.

- à partir de 2004, les unités de découverte disparaissent totalement. Sont créées des licences bidisciplinaires incluant, à côté de l'occitan, une des 4 disciplines constituant la valence du CAPES. Cette situation, hélas, a un effet catastrophique sur les effectifs. Car rien n'est effectivement prévu pour que les étudiants « découvrent », pendant un trimestre d'essai, une langue et une culture totalement absentes des représentations sociales et un cursus dont les débouchés et l'existence même leur sont souvent inconnus lors de leur arrivée à l'Université.

2- l'offre professionnelle

Les années « fastes » (voir tableau des effectifs) ont été celles où le CAPES d'occitan (créé en 1992) s'est progressivement installé dans le paysage des nouvelles qualifications reconnues par l'Education Nationale. Parallèlement, les écoles associatives Calandretas (de statut d'enseignement privé sous contrat) continuaient leur recrutement régulier et « marquaient » le paysage de leur maillage régulier et de leur image très spécifique⁹. En 2002, se créait le concours spécial de recrutement d'enseignants d'occitan du premier degré (enseignement public). Tous ces éléments constituaient pour les enseignants un argument de poids pour convaincre des étudiants de choisir un cursus d'occitan en parallèle (et pas à la place) du cursus initialement choisi.

⁸ Possibilité inscrite dans les maquettes. Il est très fréquent, cependant, que les enseignants soient interpellés par des étudiants se plaignant que les responsables de leur formation principale leur aient fortement déconseillé de choisir l'occitan comme LV...

⁹ Au point que pour beaucoup, école occitane = calandreta, alors que, dans notre académie au moins, les écoles bilingues publiques sont encore peu connues et reconnues.

Or les baisses énormes (de 17 à 13 puis à 4) des postes offerts au CAPES entre 2002 et 2004 (puis 2005 : de nouveau 4 postes seulement), ont eu des effets catastrophiques, qui se sont faits sentir notamment en 2004-2005 (après 2 années de restriction du nombre de postes), parce qu'ils se combinaient aux nouvelles maquettes. Seuls 18 étudiants étaient inscrits en 1^{ère} année, contre 51 en 2003-2004. L'installation dans le paysage du concours de professeurs des écoles bilingues est encore trop fragile pour compenser les baisses de postes au CAPES.

La situation est telle que se pose la question du vivier insuffisant d'étudiants diplômés pour répondre aux besoins existants dans l'enseignement (second degré, premier degré privé associatif, premier degré public) comme ailleurs (demande des médias, de l'édition, des collectivités territoriales...).

Il semblerait cependant que les effectifs sont en hausse à la rentrée 2005 : environ 25 étudiants...

A ces deux facteurs il faudrait ajouter des problèmes liés au manque de moyens humains et financiers qui handicapent souvent l'activité du Département d'occitan.

5. Conclusion : l'Université instrument de sauvegarde de l'occitan ?

Il serait vain et présomptueux, bien entendu, de répondre de façon univoque à cette question. Le cadre de notre travail ne nous permet que d'ébaucher des réponses partielles.

Il est clair que depuis des années des efforts ont été faits pour que l'occitan ne soit pas seulement langue enseignée au sein du département d'occitan, mais aussi langue d'usage entre enseignants et entre enseignants et étudiants, même non-spécialistes.

Par ailleurs la question des méthodes d'enseignement et des contenus de l'enseignement doit être posée. Enseigner une langue « régionale » ce n'est pas enseigner le français, ni enseigner une langue étrangère. Il y a tout un travail à faire sur les représentations : images de la langue, des locuteurs, de la culture régionale... Récemment on a vu arriver en classe de langue ou de civilisation des technologies modernes et des manuels inspirés sur ceux d'une langue étrangère qui vont dans ce sens-là.

Ces préalables étant posés, nous noterons que

- l'Université joue incontestablement, comme toute instance de normalisation de l'usage de l'occitan, un rôle positif. La « lenga mepresada » devenant langue enseignée et langue d'enseignement acquiert un statut noble.
- ce rôle positif est limité par la situation marginale de l'enseignement universitaire de l'occitan par rapport à l'ensemble des formations offertes : un nombre infime d'étudiants étudient l'occitan ; un grand nombre ignore l'existence de la filière. Parmi les étudiants d'occitan non-spécialistes, il en est même un sur deux qui ignore le cursus universitaire complet.
- la place de l'occitan à l'Université ne remet que très partiellement en cause les représentations traditionnelles qu'ont les locuteurs naturels de leur langue. Le clivage entre langue apprise à l'Université et langue parlée « naturellement » n'est pas forcément comblé, les locuteurs naturels ayant parfois du mal à reconnaître chez les nouveaux locuteurs la langue qu'ils parlent comme étant la leur¹⁰. Même si cette fréquente objection peut être aisément contrée : la reconnaissance difficile d'une même « langue » tient plus à une question de registres linguistiques ou de domaines d'usage différents qu'à une différence de langue à proprement dit, il n'en reste pas moins qu'elle perdure et que les ponts sont rares entre les générations de nouveaux et d'anciens locuteurs.¹¹
- il existe une interaction entre les possibilités professionnelles affichées (celles des concours d'enseignement spécifiques) et les effectifs d'étudiants. La connaissance par la communauté étudiante de l'existence du

¹⁰ Voir à ce propos les analyses de Christophe RULHE dans *Les occitans imaginés*, IEO, date à préciser.

¹¹ On trouvera sur ce point une réflexion en deux temps de l'écrivain et chercheur René MERLE, sur son site : http://www.rene-merle.com/article.php3?id_article=50. Le premier article « Laissas lai mòrts enterrar lei mòrts » (1990), très polémique, reproche à l'Université de Montpellier de privilégier un occitan standard coupé de la réalité linguistique de la langue encore parlée. Une mise au point est faite en 2005, replaçant le premier article dans son contexte et posant de façon dépassionnée la question de l'articulation occitan hérité / occitan appris à l'école.

CAPES a entraîné une augmentation des effectifs, les baisses des recrutements depuis 2003 ont eu l'effet inverse. De même, la baisse des effectifs risque d'entraîner une réticence à proposer des postes aux concours...

Notre travail se situe - indépendamment de notre volonté - lors d'un moment difficile pour le département d'occitan, situation, hélas, non particulière à l'Université Paul Valéry¹². Il nous amène à la conclusion partielle qu'un potentiel énorme existe de développement de la formation et, par voie de conséquence, de la connaissance de la langue, nécessaire, cela va de soi, pour une reconquête de l'usage de celle-ci. Même si cela peut sembler une évidence, il est nécessaire de dire que l'usage social de l'occitan est, à l'heure actuelle, extrêmement résiduel si on le compare à d'autres langues minoritaires.

Il est également évident que l'Université, pas plus que l'école en général, ne peut, à elle seule contribuer à un changement des représentations socio-linguistiques, ni à une inversion des usages linguistiques dominants. Si elle a un rôle intrinsèque non négligeable, d'autres facteurs sont nécessaires pour un infléchissement des usages linguistiques.

De nouveaux locuteurs de l'occitan apparaissent, qui ont appris l'occitan à l'Université, ou qui ont trouvé dans ce lieu l'occasion de pratiquer une langue dont ils avaient une connaissance seulement passive et souvent approximative. Les images et représentations changent, ce qu'il nous reste à préciser dans la suite de notre travail de recherche. Les étudiants actuels sont rarement marqués par un grave complexe diglossique. Si cette absence de complexe est liée à une quasi disparition de l'usage social de la langue héritée, en dehors de groupes résiduels, elle peut être lue aussi comme un signe positif pour une possible progression de l'usage, sans aller jusqu'à parler de reconquête... Les nouvelles pratiques de créativité (un nombre non négligeable d'étudiants écrivent en occitan, animent des émissions de radio, composent des textes de chansons) sont aussi un facteur encourageant. L'Université apparaissant, dans ce contexte, comme un creuset de nouvelles pratiques et un laboratoire de nouvelles expérimentations linguistiques.

¹² Nos collègues des Universités de Toulouse, Pau, ou Bordeaux témoignent d'une baisse semblable des effectifs, liée, là aussi, aux recrutements pour le Capes d'occitan.

LES COMPTES RENDUS DES 4 CONSULTATS DÉPARTEMENTALES : RÉFLEXIONS A PROPOS DE LA LANGUE OCCITANE

Compte rendu de la Consulta Départementale

Juillet 2005 Mende

Commission « Transmission : enseignement, formation, initiation »

Le projet politique doit avoir pour objectif premier de redonner une conscience linguistique et culturelle à l'occitan.

Pour cela, une réflexion et un travail inter-régional au niveau de toute l'Occitanie est nécessaire et impérative.

La représentation de la langue est une image dévalorisée. Ceci est le fruit de notre histoire.

Il faut modifier le regard sur l'occitan, « défolkloriser » cette langue, donner une autre réflexion à l'enseignement.

Il faut poser la question de la culture au présent, positiver la culture. L'enseignement peut être un des moyens.

- Développer l'enseignement :

- * **Nécessité de développer les sites bilingues.**

La démonstration a été faite, si besoin était, que c'est par ce type d'enseignement que la langue est véritablement et durablement apprise (dès le jeune âge). Actuellement, seul 1 site par département est mis en place au niveau de notre région. C'est largement insuffisant. Il faut à minima répondre aux demandes des parents sinon le généraliser. On en est actuellement bien loin. Nombre de parents ne peuvent proposer un tel enseignement à leurs enfants.

C'est dans le cadre du **contrat région / rectorat** qui va être mis en place et signer que le développement de tels sites peut être acté et prendre effet.

- * Lier à cela, et toujours dans le cadre du contrat région / rectorat, **nécessité d'augmenter le nombre de places au concours spécial langue régionale occ.** (seulement 6 places cette année ; comment développer l'enseignement si on ne forme que très peu d'enseignant !?)

- * **Financement des manuels scolaires.**

La région finance, actuellement, les manuels des élèves de lycées mis à part les manuels d'occitan (écrits et édités récemment).

Il est urgent et indispensable que ce manque soit réparé. Tous les collégiens et lycéens doivent bénéficier au plus tôt de l'aide de manuels d'occitan financés par la région.

- * Manuels scolaires pour les classes bilingues.

Peu de manuels scolaires adaptés en occitan pour les classes bilingues existent.

Aucune **aide spécifique pour leur achat** n'est attribuée. Elle est pourtant **indispensable**.

Il est impératif que soit mis en place (comme dans la région Midi-Pyrénées) **un service de « traduction et/ou adaptation » de manuels pour les classes bilingues au CRDP** afin que les élèves ne soient pas pénalisés dans leurs apprentissages et que la charge d'adaptation des manuels ne soit pas entièrement sur les enseignants de ces classes.

- * **Subventions d'aide aux projets**

Les subventions aujourd'hui accordées pour l'aide aux classes restent évidemment nécessaires et

impératives. Leur renouvellement est indispensable pour pouvoir mettre en place des projets, des

échanges entre classes (très importants en classe de langue) et participation à des séjours linguistiques,...

- Rendre la culture apparente, visible : positiver la culture

- * **Adapter les dépliant touristiques en occitan.**

- Ex : actuellement les « guides » de Mende sont adaptés en catalan et non en occitan ! Ce n'est pas normal. Les adapter en occitan est une priorité absolue dans le cadre de mise en place d'une politique linguistique en faveur de l'occitan.

- * Aider à **la mise en place de séjours linguistiques**

- * Obligation pour les **animateurs socioculturels d'être formés à l'histoire locale et à la langue régionale.**

- * Les médias :

- Besoin du support des mass-média** (c'est là qu'est le pouvoir) en occitan pour développer l'information à propos de la langue et la culture occitane (ex : besoin d'informer la population sur ce qu'est un cursus bilingue, ce qu'on y fait, les résultats obtenus,...).

- **Création d'un département de politique linguistique**

- * Sur le modèle catalan, un tel département est indispensable pour donner un vrai statut, une véritable lisibilité à la langue dans le cadre d'une politique.

C'est le **siège du monde économique et culturel** (l'enseignement de la langue est important ; mais pour quoi faire ? A quoi cela servira de connaître cette langue ? Il faut que les personnes qui parlent la langue puissent l'utiliser dans leur vie professionnelle et privée – culturelle,...-).

Des personnes « référentes » qui travaillent à la normalisation de la langue et faisant le lien avec l'économie et l'emploi sont là.

Idées en vrac :

- La langue occitane a un rôle à jouer dans le cadre d'une grande région dans l'Europe.
- Besoin d'un lien entre la langue et l'économie, l'emploi pour qu'elle vive réellement.
- Une fonction politique et sociale doivent être données à la langue pour que les locuteurs parlent.
- Pour encourager les locuteurs et les formations, payer davantage les profs occitanisants, les plasticiens,... (voir le Val d'Aoste) : créer de l'emploi (sortir du patrimoine).
- Former des gens capables de former les adultes. Une demande est en train de monter.

CONSULTA DEL DILUNS 25 DE JULH DE 2005 LEZINHAN DE LAS CORBIERAS

TALHIER 3 : LA LENGA

Le thème principal de notre atelier était la langue.

Le groupe réuni dans le théâtre a choisi de décliner ce thème en quatre rubriques :

L'enseignement / Les médias / La socialisation /La transmission et la visibilité

Après un temps de paroles libres à propos de ces différentes rubriques ou chacun a pu faire part de sa vision personnelle, de la situation difficile que nous vivons tous au niveau de nos différentes organisations, le groupe s'est concentré à avancer une série de propositions concrètes à soumettre à la région pour l'élaboration d'un véritable projet politique qui concerne la langue et la culture occitane. Voici nos propositions rubrique par rubrique.

L'enseignement :

Passer de 0,9 % d'enfants scolarisés dans des systèmes immersifs ou a parité à 20 % dans les 10 ans qui viennent.

Faire que 100% des enfants scolarisés dans notre région soient sensibilisés à la langue et à la culture occitane.

Définir un programme de développement des écoles Calandretas et des sites Bilingues à l'échelle de la région (carte) en tenant compte des réalités régionales et en particulier de l'accroissement de la population dans certaine zone.

Assurer, avec l'aide des Conseils Généraux, que chaque enfant puissent bénéficier de cours d'occitan réguliers en collège.

Assurer au niveau des Lycées les mêmes dispositions.

Produire et aider à la production de matériel pédagogique.

Faire que les IUFM de la région rendent obligatoire des heures de cours pour présenter la langue et la culture régionale.

Proposer des cours de langue aux étudiants IUFM.

Pour que ces propositions soient crédibles et efficaces la région doit :

Demander la compétence pour organiser l'enseignement de la langue et de la culture régionale.

Etablir une convention Etat/Région.

Les médias :

Dans le cadre de la convention signée avec la F.R.A.N.C., demander aux radios concernées des temps de langue et culture régionale.

Avoir une action auprès des radios commerciales privées qu'utilise la région pour communiquer ou faire de la publicité pour avoir des temps consacrés à la langue et à la culture régionale.

Demander au CSA de faire respecter le cahier des charges en ce qui concerne les radios et la TV et le temps accordé à la langue et à la culture régionale.

Obtenir de pouvoir attribuer des fréquences dans la région.

La socialisation

Développer des structures d'accueil, en dehors du temps scolaire, qui utiliseront la langue et la culture régionale dans leurs activités.

Faire rentrer dans les cahiers des charges des différentes manifestations aidées par la région des exigences en matière de présence de la langue et la culture régionale (écrits, spectacles, chants.....).

Proposer aux écoles de la région un spectacle vivant en occitan par an.

Créer un support moderne, CD + Livre, qui présente la langue et la culture régionale.

Former du personnel pour présenter ce support.

Organiser des présentations publiques et gratuites.

Diffuser ce support au plus grand nombre de personnes.

Développer l'inter-régionalité en matière de diffusion, de création et de production.

La transmission et la visibilité

Aider à la formation de formateurs. Développer cet outil.

Avoir un usage de la langue régulier dans les productions officielles : discours, écrits, plaquettes....

Avoir le souci d'écrire la langue dans le respect de sa norme graphique.

Proposer aux employés du Conseil Régional des formations en langue occitane.

Avoir un site internet bilingue.

Proposer aux nouveaux arrivant dans la région une plaquette qui donne toutes les possibilités de rencontrer la langue et la culture régionale dans la région.

Repérer les métiers qui nécessitent une bonne connaissance de la langue et de la culture régionale.

Mettre en relation ces corps de métiers et les CFPO pour organiser la formation.

Pousser à la signalisation bilingue.

Rapporteur du groupe : Albert Jean-François

CÒLA TRANSMISSION

Sous groupe transmission de la langue

Porteparole: Françoise Dupuy.

Equipe de suivi : Françoise Dupuy, Véronique Vieux, Michèle Stenta, Jean-Claude BESSON., Philippe Hammel.Estele Lame.

Texte mis au point collectivement.

POINT 1 : formation des professionnels chargés de l'enseignement de la langue et de la culture occitanes.

CONSTAT:

quand il y a une offre d'enseignement en langue ou de la langue, il y a de la demande.

PROPOSITION :

Pour assurer la transmission de la langue et de la culture occitanes, la priorité est de former 30 professionnels de l'enseignement de la langue et dans la langue chaque année. Ces 30 personnes sortent des cursus de formation d'APRENE et du CFPO (enseignants des Calandretas et formateurs du programme PARLAR), de l'IUFM (Professeurs des Ecoles et Professeurs de Lycées et Collèges), de l'Université Paul Valéry (Diplôme Universitaire avec module préprofessionnalisant).

Cela suppose en amont que l'Université forme, au niveau licence, une cinquantaine d'étudiants chaque année.

Parallèlement, la mise en place de formations destinées aux cadres qui sont chargés de former ces futurs enseignants demande aide et soutien. Il s'agit d'organiser des séminaires ou des colloques, ou encore des voyages d'études chez d'autres minorités linguistiques.

Enfin il convient d'encourager et soutenir la mise au point et la reconnaissance de diplômes de compétence en occitan moderne dans les formes définies par le « Cadre Européen Commun pour les Langues » du Conseil de l'Europe.

POINT 2 :La langue et la culture occitanes doivent être enseignées aux enfants qui vivent ici. Ce sont eux l'avenir de la langue et de la culture.

CONSTAT:

a). Les établissements associatifs Calandreta sont en constant péril car leur situation économique est fragile. Ces établissements (Ecoles et Collège) ont un statut imposé par la loi de 1959. Seuls les enseignants sont pris en charge financièrement par l'Etat, et encore ne le sont-ils qu'au bout de cinq années de fonctionnement de l'établissement.

C'est une lourde charge financière pour les associations Calandretas, d'autant plus lorsque l'attribution des moyens prévus par les textes fait l'objet d'opposition ou d'abus de pouvoir de la part de l'administration.

Tout le reste du personnel des établissements, administratif, d'animation, d'encadrement, de surveillance, ainsi que les ASEM sont à la charge des associations. Cela signifie que 50% de l'ensemble du personnel nécessaire au fonctionnement des établissements pèse sur le budget des associations. Dans le contexte actuel ils ne peuvent être gérés qu'avec des emplois aidés, précaires et peu formés, particulièrement à la langue.

Le Code de l'éducation a pourtant prévu le financement des frais de fonctionnement des établissements du premier degré sous contrat par les communes, et ceci au même titre que pour les écoles publiques. Malheureusement, nous avons noté une disparité du forfait communal s'étendant sur un facteur 10 entre les différentes écoles de la Région.

Le péril économique vécu quotidiennement par les établissements Calandretas est accru du fait de la charge des locaux qu'il faut louer ou acquérir, entretenir et mettre aux nouvelles normes. Et pour ce faire, il existe peu de dispositifs d'aides suffisantes.

b). Dans les établissements publics, les enseignements sont assurés en totalité par l'Education nationale mais « à moyens constants », moyens devenus très insuffisants à cause de la réduction globale des moyens. Ceci conduit à la non couverture de la demande et à la fermeture de cours.

PROPOSITION:

*a). Pour les Calandretas, il est nécessaire d'**assurer la vie durable des écoles**, en leur donnant les moyens de mettre en place un personnel non enseignant formé à la langue et financé par des contrats durables (en priorité les aides maternelles qui sont dans les classes), en les soutenant dans leur bataille auprès des communes pour une transparence dans l'attribution du forfait communal et en recherchant une solution au problème des locaux. Les demandes d'inscriptions que reçoivent les établissements Calandretas sont en forte croissance et ils ne peuvent y répondre. Il est indispensable d'établir un plan de développement de ces établissements, chiffré, sur les 10 ou 20 ans à venir.*

b). Pour le service public, il est nécessaire de prévoir des moyens complémentaires, sous la forme d'une enveloppe de moyens spécifiques, discutée et établie chaque année en Conseil Académique des Langues Régionales, tant pour le premier que pour le second degré.

POINT 3 : communication et information

CONSTAT :

Les étudiants, tout comme le grand public en général, ignorent que la langue et la culture d'oc peuvent donner du travail.

Les parents savent rarement qu'ils peuvent demander de l'enseignement en occitan ou de l'occitan pour leurs enfants et n'osent pas le demander.

PROPOSICION :

Pour changer l'image négative véhiculée par le « patois » et diffuser l'information, il faut des campagnes de communication, d'information et de valorisation de la langue et de la culture occitanes. Cette question de l'image sociale de l'objet patrimonial qu'est la langue d'oc et sa culture originale, est primordiale. On pense à des spots télévisés, ou à des campagnes d'affichage publiques en 4x3 mètres, ou encore des spots radiophoniques et des campagnes dans la presse écrite. Il faut également éditer des plaquettes informatives pour présenter la langue d'oc et son histoire.

Il conviendra de penser à informer les étudiants et les parents qui constituent deux publics spécifiques. Ceci est indispensable, chaque année, à la période la plus favorable pour anticiper la demande d'apprentissage de l'occitan. Des propositions concrètes de plaquette sur l'enseignement bilingue à parité horaire ont été déjà faites par le CREO à la Région et en Conseil Académique des Langues Régionales. Calandreta travaille actuellement sur un projet équivalent pour l'enseignement en immersion pratiqué

dans les établissements associatifs.

POINT 4: répertoire culturel occitan

CONSTAT:

La langue et la culture occitanes sont recouvertes sous l'offre dominante faite en français. De là un manque certain de visibilité sociale. Nous constatons que beaucoup d'informations simples et nécessaires pour aller à la rencontre de la langue d'òc dans la Région sont indisponibles. Exemple: quels sont les musées qui proposent un dépliant informatif en òc?

PROPOSITION:

la transmission de la langue et de la culture occitanes nécessite une restauration de sa présence visible dans la société régionale : théâtre, cinéma et vidéo, édition en occitan, dépliants informatifs en occitan (musées, parcs régionaux, monuments etc...).

Le sous groupe « transmission » demande la création d'un répertoire culturel occitan qui regroupera tous les opérateurs culturels ainsi que les services disponibles en occitan dans la Région avec, en particulier, deux rubriques utiles :

- 1/. La liste des lieux culturels ouverts au public qui proposent au moins un service en langue d'òc.*
- 2/. La liste des opérateurs culturels capables d'assurer des interventions en langue occitane, en particulier dans les établissements scolaires.*

Par l'édition de matériel pédagogique, la Région prendra en charge dans le cadre de moyens complémentaires spécifiques (voir point 2) le détachement d'un personnel de l'Education Nationale au CRDP pour organiser ce secteur à savoir recenser les ressources et les contributions, encadrer les concepteurs, programmer, réaliser.

POINT 5: logiciels en occitan

CONSTAT:

parmi les logiciels d'usage courant, il en est peu qui soient traduits en occitan. Il n'est pas encore possible de disposer d'un correcteur orthographique et grammatical automatisé en occitan sur un logiciel de traitement de texte. Les machines ne parlent pas assez occitan.

PROPOSICION:

pour dynamiser la transmission de la langue et de la culture occitanes, il faut que les ordinateurs parlent aussi occitan. Le sous groupe « transmission » demande une aide pour financer le programme de traduction systématique des logiciels déjà entamé par l'établissement APRENE, en finançant deux postes de travail :

- 1/. le premier qui sera pour un spécialiste de la langue occitane, technicien de la recherche des néologismes, qui travaillera en liaison avec le C.L.O. et l'Université.*
- 2/. le second qui sera un ingénieur informaticien-programmeur, trilingue occitan-français-anglais.*

POINT 6 : présence de la la langue et de la culture occitanes dans l'espace public.

CONSTAT :

Les lieux publics ne montrent pas assez l'occitanité de la région.

Le personnel, dans cet espace public (touristique, culturel, institutionnel...) ne sont pas capables d'échanger en occitan, ni même d'expliquer ce qu'est la langue, la culture d'ici.

Dans les établissements scolaires, l'occitan n'est pas suffisamment valorisé en tant que patrimoine régional. Les professeurs qui l'enseignent vivent la difficulté d'enseigner une discipline confidentielle.

PROPOSITION:

Le développement de la transmission de la langue passe par une augmentation significative de l'offre généralisée de langue.

*Cela suppose une politique de développement concertée entre la Région et l'État, particulièrement par la création de postes et l'attribution de moyens. Il faut dépasser les pourcentages homéopathiques, pour l'occitan. **Les domaines où on doit mesurer les augmentations sont :***

1/. L'enseignement ou la sensibilisation en direction des enfants des écoles maternelles (2 à 5 ans).

2/. L'enseignement ou la sensibilisation en direction des enfants des écoles élémentaires (6 à 11 ans).

3/. L'enseignement ou la sensibilisation en direction des adolescents des collèges (11 à 15 ans).

4/. L'enseignement aux jeunes gens des lycées (16 à 19 ans).

Pour ces quatre niveaux, il faudra mettre en place une méthode statistique rigoureuse permettant de trier le nombre de jeunes concernés par type d'action selon l'input d'occitan.

5/. L'enseignement aux étudiants de l'enseignement supérieur, pour chaque type de cursus, diplôme ou concours.)

6/. Dans l'espace de la formation professionnelle et du nouveau droit à la formation tout au long de la vie : Formation large en direction des adultes salariés ou demandeurs d'emploi (débutants en occitan ou de niveau plus avancé). Financement, par les collectivités concernées, au titre de la formation professionnelle, d'une formation pour leurs agents (comme cela se fait déjà dans certains départements comme les Pyrénées Atlantiques.)

Une offre généralisée d'enseignement passe par :

- la présence d'un enseignant qualifié dans chaque établissement de l'enseignement public. Son rôle est d'être en même temps la personne ressource pour les activités interdisciplinaires, d'impulser l'enseignement de l'occitan et en occitan, et d'enseigner.

- l'augmentation du nombre de postes de professeurs et la revalorisation du coefficient de l'occitan aux épreuves des examens, en particulier au baccalauréat.

-Nîmes, le 19 juillet 2005 Coordination Départementale Gard
« Atelier éducation- enseignement » Rapporteur : M. Olivier François
A Conseil Régional Languedoc-Roussillon CIRDOC Cabinet FIDèS Conseil

« Compte rendu de l'atelier éducation – enseignement »

Atelier qui s'est tenu le lundi 13 juillet, de 10h à 11h35, au Conseil Général du Gard dans le cadre de la consultation départementale initiée par le Conseil Régional Languedoc Roussillon *Septimanie* et le CIRDOC.

Présents : Maguie Calverac, institutrice à la retraite et bénévole au sein de plusieurs associations notamment à St Privat des Vieux, Patrick Bonton, conseiller général canton Rhôny-Vidourle, Yanick Marion, président des Amics dei Calandretas Nimesencas, Jean-François Sollet, salarié du CIRDOC, Olivier François, président de la Fédération des Calandretas du Gard, Daniel Roux, élu communal, Elian Cellier, professeur au Collège de la Révolution, Patricia Le Masson, co-présidente de la fédération régionale des Calandretas.

☐ Les membres présents sont d'accords pour affirmer qu'il faut une présence forte de la langue et de la culture occitanes à tous les niveaux de l'enseignement avec un suivi véritable :

- ☐ **1er degré** : avoir un plan de développement et des objectifs chiffrés pour une véritable sensibilisation dans les écoles, pour l'enseignement public bilingue et l'enseignement immersif (Calandretas)
- ☐ **2nd degré** : avoir des options lourdes en collège (compétence directe du conseil général) en soutenant des projets, en faisant aussi une campagne de sensibilisation à l'occitan auprès des enfants
- ☐ **les lycées, l'université et bien sûr au niveau des adultes : augmentation du nombre de postes pour le Capes d'occitan, soutien aux cercles occitans**

☐ Il faut poser la problématique de la formation en occitan en général et pousser l'Education Nationale (ministère, académie, enseignants) à sa prise en compte : la région et le département doivent être moteur de cette prise en compte, doivent appuyer l'enseignement de et en occitan

☐ Le groupe a convenu de rédiger une liste des formations où la langue et la culture occitanes seraient indispensables (agriculture, tourisme, garde forestier, vignerons....)

Globalement :

Ne jamais dissocier langue et culture occitanes : s'appuyent l'une sur l'autre.

•Autour des enfants : avoir des lieux de présence et d'utilisation de la langue occitanes (centres de loisirs, écoles, clubs, théâtres, musiques et autres activités qui se dérouleraient en langue d'òc...), des lieux culturels où se pratique l'occitan, des événements culturels en occitan, financés par la région ou le département

•Une nouvelle association (Cròc'òc) travaille déjà à un centre de ressources pour les enfants et adolescents. Une consultation est en cours auprès des enseignants occitanophones de Nîmes et sera élargie au Gard.

•Supports / thèmes : bouvine, joutes, hautbois, tambourin, gastronomie etc. + des supports pédagogiques en occitan (ils font cruellement défaut)
Faire connaître nos traditions et les métiers qui y sont liés (élevage, maréchalerie, cuir, costume, guide touristique...).

•Dans la vie publique : avoir un double affichage pour l'information, des documents promotionnels en occitan, avoir une signalisation bilingue en général, diffuser des documents grand-public qui vont sensibiliser la population gardoise en général

•Etre présents dans les médias : télévision, radios, presse, documents publicitaires et touristiques...

Bonjour,

Comme convenu, voici ci-après un point sur les activités de l'IEO-Aude Coralamont, Alan Roch

=====

ACTIVITÉS IEO-AUDE en 2005

Point fait en juin 2005

- 1) ATELIERS DE LANGUE
- 2) ANIMATION
- 3) ÉDITION-LECTURE
- 4) COMMUNICATION
- 5) COLLABORATIONS
- 6) AUDE, VITRINE OCCITANE
- 7) CALENDRIER 2005

1) ATELIERS DE LANGUE :

Durant l'année 2005, les ateliers de langue occitane, en direction de tous les publics, se poursuivent :

- assurés par des structures affiliées à l'IEO : Cercles Occitans (Païs de Carcassona, Esperasan, Limós, Quèrcòrb, Narbona) ; Fasètz la Lenga en Cabardés, Amicale Laique de La Redorte
- animés par des adhérents de l'association : Calandreta de Carcassona, Oc-Bi Lézignan.

Dans les nouveautés :

- des sessions de formation co-organisées pour les personnels et adhérents du parc naturel régional de la Narbonnais (Centre Aprene, Cercle Oc de Narbona et IEO-Aude).
- l'ouverture d'un atelier occitan à la Chambre d'Agriculture de l'Aude (assuré par un adhérent IEO-Aude)
- les animateurs des ateliers participent à la réflexion générale occitane sur le contenu et le développement des cours et activités de langue en direction des adultes. Une réunion de travail de ce groupe aura lieu le 18 août à Villeneuve/Lot.

2) ANIMATION :

L'IEO a été à l'initiative d'une table ronde sur l'occitan dans le cadre de l'étude sur la diffusion du spectacle vivant dans l'Aude (10 mars, à Pennautier).

L'IEO a joué son rôle de conseiller et de lieu d'informations pour diverses manifestations programmées dans l'Aude (journée occitane de Ginestas, journée Pays Corbières-Minervois, ...)

- Spectacle vivant :

- Las Ivernals de Puègnautier (26, 28 et 29/1) autour du conte., avec un spectacle de Lise Gros, de Frédéric Mistral (avec le cabaret poétique par le Teatre La Rampa-TIO Mistral, tout ou rien) et l'organisation pour la première fois dans l'Aude d'une Dictada occitana.
- L'IEO-Aude collaborera avec Fasètz la Lenga en Cabardés pour sa 10^{ème} édition (18/2-12/3)
- Organisation d'une journée occitane à Ferrals des Corbières (samedi 2/4) avec promenade, lectures, AG IEO-Aude et en soirée, récital de la Talvera en partenariat avec l'Espace Culturel.
- L'IEO a collaboré à l'organisation de la Journée de l'Ancienne frontière avec le PNR (11/6, à Feuilla) et de la journée occitane de Nassac (18/6),

- Expositions :

- L'IEO-Aude a présenté au Musée Petiet, à Limoux, de février à avril, son exposition Istòrias d'espècias, accompagnée d'animations (visites guidées et contes pour les scolaires, conférence, atelier cuisine tout-public). Une présentation de cette exposition se fera en octobre à Bram.
- L'exposition Pecics de sal a été présentée à Lézignan (25 mai-18 juin) et sera exposée à Port-La-Nouvelle en octobre (festival Identit'èrres). Cette exposition est également accompagnée d'animations (visites guidées et contes pour les scolaires, conférence, atelier cuisine tout-public)
- Semaine du Goût sur le thème du miel à Carcassonne et Pennautier : Doç coma la mèl.

- L'Ostal Sirventés a présenté une exposition sur la Croix occitane (février), présentera les tableaux de Jo Lynch (juillet), Pierre François (octobre) et Aïcha Sebah (décembre) : une programmation éclectique.

- Autre :

- Las Febrejas de Sirventés (14-19/2) ont accueilli une exposition et une conférence sur la croix occitane et deux autres rendez-vous (lecture de Joan Bodon, présentation du film sur l'agriculture raisonnée)

- L'IEO a pris part aux actions dans le cadre de la Semaine Contre le racisme

- L'IEO-Aude est partenaire de la Mairie de Roquetaillade et d'Histoires de pour une série de promenades contées (mai-juin).

- Des journées consacrées à l'oeuvre d'André Lagarde auront lieu en Quercorb (14 au 19 novembre)

- interventions dans les classes :

Interventions ont eu lieu aux rassemblements pédagogiques, dans les Calandretas, Semaine du Goût, Festival du Conte de LimouxS Collaboration avec les classes-patrimoine (PEP : la Cité, Camurac). Journée sports-traditionnels et occitan à Villardonnell (écoles du canton de Cuxac-Cabardès en juin), journée conte (Roquetaillade, 17 juin). Projet d'Action Culturelle pour 2006 avec la Calandreta de Ciutat sur la poésie.

- Tourisme : L'IEO a participé au Salon du Tourisme (en avril, à Limoux) et

proposé des animations. Le CDT a réédité, avec quelques corrections, la brochure Aude, tèrra d'Òc.

3) ÉDITION-LECTURE

- parutions :

- fin janvier, ont paru 2 livrets de la collection Farfadet : Vendrai rasetaire (Lise Grès), Lo libre de Breissalina (A. Roch).

- à l'automne, sortiront une édition de chroniques d'Andrieu Lagarde Pels camins de la tradicion ; la réédition de La Cosina de Quèrcorb (C. Cuxac) et une version revue et augmentée des Afogassets

- actions pour la lecture :

- présentation des ouvrages Farfadet 2005 (Pennautier, janvier)

- réalisation de montages de textes

- collaboration avec la Bibliothèque de Bram pour le Printemps des Poètes (élaboration d'une exposition, lectures de poèmes de félibres audois)

- organisation de la journée Escritura (à Montolieu, 17/04/05) : salon de l'édition occitane, avec débat sur la formation, lectures de Joan Bodon (Robèrt Marti) et tour de chant de Laurent Cavalié.

- accueil d'écrivains, organisation de signatures : L'Inquisition à Montailhou (Anne Brenon, le 14/1), ouvrage collectif Les cathares face à l'Histoire (Pennautier, 2 juin), René Soula (Les cathares entre légende et histoire, le 5 juillet à Carcassonne), Georges Labouysse (Les Wisigoths, 12 juillet à Carcassonne)

- et aussi :

L'IEO-Aude participe à diverses opérations touchant l'écrit et la littérature (Printemps des Poètes, Salon du Livre de Conte, Salon pédagogique du CDDP,...)

L'IEO est partenaire du jeu de piste littéraire initié par Les francas (2005-2006) et participe à la réflexion menée par le CDDP sur une éventuelle organisation autour du livre jeunesse sur le thème de la médiévalité en 2006.

4) COMMUNICATION :

La grande nouveauté en ce domaine est le projet en cours de réalisation, en liaison avec le service Communication du Conseil général, d'un bulletin départemental consacré à l'occitan (langue, culture) : Aude en Òc avec le concours du collectif Ensemble per l'Òc, structure dont l'IEO-Aude est un moteur.

- communication interne : lettre d'information régulière adressée aux adhérents et partenaires.

- communication externe :

- conception et animation d'émissions radios :

- sur RCF-Pays d'Aude :

- < Dejós ma finèstra, émission hebdomadaire de 15 min (2 diffusions), chronique
 - < Als 4 Vents, émission hebdomadaire de 30 min : magazine, entrevues.
 - sur Radio-Marseillette : Te disi que, chronique quotidienne de 5 min (du lundi au vendredi, à 9h15)
 - sur Radio-Lenga d'Òc : commentaires de rencontres de rugby à 13 ; chronique sur le site Internet de la station
 - contacts avec la presse locale, régionale et occitane
 - collaboration à la Lettre mensuelle du PNR
 - Internet :
 - site (régulièrement enrichi) : <http://perso.wanadoo.fr/ostal.sirventes/> avec en particulier mise à jour mensuelle des calendriers d'activités, chronique hebdomadaire en occitan sur le championnat de rugby à XIII, pages thématiques
 - Lo Jornalier audenc, une lettre gratuite quasi-quotidienne d'informations via Internet ainsi que des séries spéciales : Fasètz la Lenga, Anem! Òc !).
- Diffusion à plus de 200 personnes ou structures pour le moment
- élaboration de documents : fiches sur le miel (Semaine du Goût) et suivant le thème d'autres manifestations (Promaude,S).

5) COORDINATION :

- L'IEO-Aude poursuit son travail en liaison avec diverses structures :
- les Cercles Occitans locaux : País de Carcassona, Cabardès, Espérazza, Narbonne, Limoux, Quercorb, La Redorte
 - les instances régionales et nationales de l'IEO
 - dans le cadre du collectif audois Ensemble per l'Òc, interlocuteur privilégié de la Commission Occitane des Élus du Conseil Général
 - les associations de pays (Pays Corbières-Minervois, Pays carcassonnais) et de développement local (Avec, Htes-CorbièresS), les intercommunalités (Canal et Minervois, canton d'Alzonne, Lauragais-Nord),S
 - les divers partenaires de l'association : Conseil général, Conseil régional, DDJS, Chambre d'Agriculture, Comité Départemental du Tourisme, PNR de la Narbonnaise en Méditerranée, CDDP, ADDMD, CIRDOC, mairies (Carcassonne, Capendu, Cazilhac, Conques, Lézignan, Espérazza, Limoux, Narbonne, Ferrals, Feuilla, Pennautier, Ventenac-Cabardès, Villegailhenc, Moussoulens, RoquetailladeS), associations (Calandreta, Centre Aprene, FAOL, Francas, PEP-Aude, CREO, Gardarem la Tèrra, Histoire deS, Vilatges al país, Compagnons de Paratge, Montolieu-Village du Livre, AREP-Villegailhenc, FLL-Ventenac, Espace Gibert, GESPPE, Association Patrimoine de Labécède-LauragaisS).

Dans le cadre de la nouvelle politique culturelle mise en place par le Conseil régional, à travers un partenariat avec la Section régionale IEO-Lengadòc, certaines opérations d'animation et d'édition seront cofinancées en partenariat avec cette structure pour un montant de l'ordre de 9000 euros.

6) AUDE, VITRINE OCCITANE

La coordination des associations culturelles occitanes (IEO, calandreta, FELCO, ÒC-BI, Conselh de la Joventut) ont choisi carcassonne pour cadre de la grande manifestation revendicative et festive pour la langue occitane Anem ! Per la lenga occitana ! Òc !

Ce rendez-vous, regroupant plusieurs milliers de personnes, aura lieu le samedi 22 octobre prochain.

De plus, une soirée Cabardès-Occitania se déroulera ce soir-là à Villegailhenc (en collaboration IEO-Fasètz la Lenga) et le départ de la deuxième Caravana Occitana de Gardarem la Tèrra aura lieu le dimanche 23 octobre de la Cité.

Ces deux journées doivent être une grande vitrine de la dynamique actuelle de la langue et de la culture occitane, sans occulter les problèmes rencontrés pour leur expression.

7) CALENDRIER 2005

a) Janvier 2005 :

- * mercredi 5 : Heure du conte à la Bibliothèque Municipale de Carcassonne (10h)
- * Les Rois : jeudi 6, à Narbonne (Cercle Occitan, 20 h, rue Ancian port des Catalans) ; samedi 8 : à l'Ostal Sirventés (à 17h) (79, rue Trivalle, Carcassonne)
- * Atelier cuisine de Ventenac-Cabardés (Distillerie, 18h30 : parmentier de canard) (partenariat IEO)
- * vendredi 14 : Ostal Sirventés, à 18h : Anne Brenon parle de l'Inquisition. Signature de son nouveau livre « L'Inquisition à Montaillou »
- * dimanche 16 : Loto de la Calandreta de Ciutat (Foyer de Maquens ; 04.68.47.34.64)
- * mardi 18 : Estanquet du Cabardés : À propos de Frédéric Mistral (Ventenac-Cabardés, 18h30, ancienne école)
- * samedi 22, à Rouffiac-d'Aude (médiathèque, 18h) : apéro-contes avec Alan Roch
- * dimanche 23 : Ampélofolies du Cabardés, à Moussoulens : foire du terroir, marché aux truffes, dégustations de vin, animations (Los d'Endacòm, Les Filles Rouges...), stand IEO
- * Las Ivernals de Puègnautier (Pennautier, Na Loba):
 - mercredi 26, 18 h30 : Lisa Gròs raconte des histoires de taureaux et de mer
 - vendredi 28, 20h45 : La Rampa joue « Mistral, tout ou rien »
 - samedi 29, 16h : Dictada occitana/Dictée occitane (inscription : IEO, 04.68.25.19.78) et récital du groupe vocal Cossí que siague

b) Février 2005

- * du 4 février au 10 avril : Exposition Histoires d'épices/Istòrias d'espècias au Musée Petiet (Limoux). Inauguration : vendredi 4, à 18h.
- * du 12 au 14 février : Trobada 2005, à Pennautier, sur le thème « Les Troubadours et l'Italie ». Stand IEO.
- * 14 au 19 février : Las febrejadas de Sirventés (79, rue Trivalle, Carcassonne, 04.68.25.19.78) :
 - du 14 au 19 : exposition : La croix occitane (tlj de 15h à 19h)
 - lundi 14, 18 h : Conférence de R. Ginolhac : La croix occitane
 - mercredi 16, 18 h : lectures : Lo libre dels grands jorns, de Jean Boudou
 - vendredi 18, 18 h : À propos de l'agriculture raisonnée. Projection de film, discussion et dégustation.
- * Assemblée Générale des Compagnons de Paratge, le samedi 19 février (10h) à l'Ostal Sirventés
- * Fasètz la Lenga en Cabardés, quinze jours d'animations occitanes à Aragon, Moussoulens, pennautier, Ventenac et Villegailhenc IEO partenaire de l'animation : stand, promotion, lettre internet...

c) Mars 2005

- * du 2 au 12 mars, exposition à la Bibliothèque de Bram sur les félibres audois. Lectures occitanes, le 2/3 à 18h.
- * jeudi 10 : table ronde Spectacle occitan (Pennautier)
- * samedi 12 : intervention sur le marché de Carcassonne (exposition, musique,...) dans le cadre de la Semaine contre le racisme.
- * dimanche 13 : Nuit de la Blanquette à Limoux, jugement de Carnaval (La Beluga)
- * samedi 19 : à Vilessèque des Corbières : Nuit de la Chouette, avec un Bistrot du Parc (16h), une promenade (18h), des contes avec Hélène Bardot et Alan Roch (20 h) (Organisé par le PNR de la Narbonnaise en Méditerranée)

d) Avril 2005

- * samedi 2 avril : jornada occitana à Ferrals-Corbières
 - promenade le matin (RdV à 9h30, à l'Espace Culturel)
 - midi : dégustation des vins de Ferrals, repas tiré de la saquette
 - 15 h : AG de l'IEO-Aude
 - 17h30 : Dire Ferrals e lo país, lectures

- 19 h : souper (sur réservation : 0468251978)

- 20h45 : récital de La Talvera

* du 2 au 8 avril : Festival des Conteurs de Limoux avec la participation d'Annette Clement (Cia Gargamèla) :

- mardi 5/4, à 10h45 et 15 h : Les aventures de Renard et du Loup dans la montagne (cycle 2)

- mercredi 6/4, à 21 h : spectacle tout-public : Contes e cançons d'un país : Cevenas

- jeudi 7, à 9h45 et 14h15 : Barberouge au pays des châtaigniers (cicle 3) à 17h30 : signatura de libres (Salon del Libre de Contes)

- vendredi 8, à 10h45 e t15h : Contes et comptines du pays cévenol (cicle 1)

-stand IEO au Salon du Livre de Contes, animation de l'exposition Istòrias d'espècias

* samedi 9 et dimanche 10 avril : Salon du Tourisme et des terroirs audois, à Limoux (stand ; animations : conférence, le 9 et contes, le 10)

* lundi 11 avril, Ventenac-Cabardès (Distillerie, 18h30) : atelier-cuisine sur « Variations autour d'une croustade aux pommes »

* mardi 12 avril, Ventenac-Cabardès (Distillerie, 18h30) : Estanquet de Fasètz la Lenga (bilan de la quinzaine occitane 2005)

* jeudi 14 avril, Carcassonne (Auditorium, 18h30) : présentation du DVD « Cité de Carcassonne » de Christian Salès

* samedi 16 avril , La Redorte : récital Folclòr reciclat de Laurent Cavalié (Grop occitan)

* dimanche 17 d'abril : Escritura a Montoliu, rencontre du livre occitan

- 10h-18h : Marché du livre d'oc

Marché du terroir

Musique de rues avec Los d'Enlòc

Exposition de peintures (Aïcha Sebah , Musée)

- 11 h : Conférence de Philippe Hammel, directeur del Centre Aprene : « Formation occitane : préparer demain »

- 14h30 : Robèrt Martí lit Jean Boudou

- 15h30 : Laurent Cavalié chante son Folklore recyclé

- 17h30 : Présentation-dégustation des vins du Cabardès, avec Adrian Mould (directeur du Cru)

* samedi 30, Carcassonne (LOAstronaute) : soirée avec les Z'hameçons, Laurenç Cavalié et la Mal-Coiffée (promotion)

e) Mai 2005

* dimanche 1er mai, à Labécède-Lauragais : inauguration de la nouvelle Maison des métiers et des coutumes d'antan avec intervention IEO

* mercredi 4 : réunion de travail Seccion IEO-Lengadòc (délégation IEO-Aude)

* jeudi 5 mai : promenade occitane en Minervois (renseignements : IEO-Aude, 04.68.25.19.78)

* samedi 7 et dimanche 8 : AG de l'IEO à Gramat (Lot) (délégation IEO-aude)

* lundi 9, Ventenac-Cabardès (18h30, Distillerie) : atelier-cuisine

* de vendredi 13 à lundi 16 : Promaude à Lézignan avec un stand IEO

* mardi 17 : Estanquet de mai de Fasètz la Lenga en Cabardès à L'Estanquet de Montoliu

* dimanche 22 : Lo Camin de la Ceba (Mazamet/Labastide-Esparbeirenque) stand IEO

* mardi 24, à Villardonnel : rencontre scolaire jeux traditionnels, boudègue et langue d'oc

* vendredi 27, à Lézignan-Corbières (Espace Gibert, 18h) : Inauguration de l'exposition Pecics de sal (conférence, le 3/6 ; atelier-cuisine, le 17/6 ; exposition jusqu'au 18/6)

* dimanche 29 : Villar-en-Val : promenade contée sur le sentier Delteil (avec Alan Roch); Le groupe vocal Cossí que siague participe au regroupement des chorales de Mèze.

f) Juin occitan :

* jeudi 2, a Pennautier (18h, salle de la Tour) : présentation du livre «

Les Cathares devant l'Histoire, Mélanges pour Jean Duvernoy » avec Anne Brenon, Gwendoline Hancke, Jean-Louis Marteil (04.68.25.19.78)

* mardi 7, Lézignan-Corbières (toute la journée) : Rassemblement pédagogique occitan avec les écoles maternelles et primaires audoises.

- * samedi 11 : à Feuilla, Journée de l'Ancienne frontière occitano-catalane (partenariat IEO)
- Roquetaillade : promenade de cave en cave « les chemins de Bacchus » avec Jean-Jacques Delpoux (RdV : 9h30 ; promenade : 10 h ; repas tiré du sac ; moment-contes et goûter). (04 68 31 50 27)
- * lundi 13, VentenacCabardès (La Distillerie, 18h30) : repas-bilan de l'atelier de cuisine.
- * vendredi 17 : journée plein air et contes avec les enfants de la Corneilla (Roquetaillade)
- * samedi 18, Massac : journée occitane (partenariat IEO)
- * jeudi 23 :
 - Azille (18h, cave coopérative) : inauguration de l'exposition de peintures du groupe Aquàrèla (04.68.25.19.78)
 - Narbonne : feu de la St-Jean (avec Cercle occitan de N)
- * samedi 25, Roquetaillade : promenade contée sur les thèmes de la nature, des animaux et de la chasse : « Sur mon chemin, j'ai rencontré... » avec un garde-chasse et Alan Roch (RdV : 9h30 ; promenade : 10 h ; repas tiré du sac ; moment-contes et goûter) (04 68 31 50 27).
- * mardi 28, Carcassonne (Ostal Sirventès, 79, la Trivala) : Inauguration de l'exposition de peintures de Jo Lynch Bestiari dans le cadre de Sirventès en julhet.
Exposition présentée chaque jour de 15h à 19h jusqu'au dimanche 17 juillet.
Rencontres organisées pendant cette exposition (à 18h, suivies de dégustation de vin) : René Soula parle des Cathares (mardi 5), Blandina des animaux de la Réserve de Sigeac (vendredi 8), Jòrdi Labouysse des Wisigoths (mardi 12) et concours d'aïoli (vendredi 15). (04.68.25.19.78)

À venir

- Juillet :

- * vendredi 1er juillet, Carcassonne (Calandreta) : Fête et repas de la Calandreta de Ciutat (04.68.47.34.64)
- * samedi 2 juillet : journée occitane à Ginestas (stand IEO/cercle de narbona)
 - * animation prévue Centre Loisirs Lauragais-Nord
 - * stand IEO au marché nocturne de Lézignan (21/7)
 - délégation IEO-aude au festival Estivada de Rofès
 - * journée occitane à Fontcalvy (30/7)

- Août :

- jeudi 4 : à Chalabre, fête occitane du Quercorb
- délégation IEO-aude à l'Ecole Occitane d'Eté (Villeneuve/Lot)
- jeudi 18 : journée de travail sur les ateliers de langue pour adultes (Villeneuve/lot)

- Septembre :

- * jeudi 1 : exposition aquarelles (Ostal Sirventès)
- * 2 au 4 : Festival Son Mi Ré à Fabrezan et Ferrals (stand IEO)
- * mercredi 28 : journée livre pédagogique CDDP (stand IEO)
- * vendredi 30 et samedi 1er : journées Compagnons de Paratge (partenariat IEO)

- Octobre :

* Semaine du Goût :

- le miel : à Carcassonne et Pennautier : expositions, contes, conférence, lectures, film, repas-dégustation
- Le sel : exposition à Port la Nouvelle et animations (Identit'terres)
- les épices : exposition et moment-contes à Bram
- * du 20 au 29 : exposition Pierre François (Ostal Sirventès)
- * Samedi 22, à Carcassonne : manifestation pour la langue occitane. En soirée : spectacle à Vilelgailhenc
- dimanche 23 : départ de Carcassonne de la 2ème Caravana occitana

- Novembre :

- du 14 au 19 : semaine André Lagarde en Quercorb

- Décembre :

- dimanche 11 : contes occitans à Narbonne (Médiathèque)
- du 16 au 25 : expo Aïcha Sebah (Ostal Sirventés)

=====
Institut d'Estudis Occitans-Aude
BP 105
11022-Carcassona Cedex
tel : 04.68.25.19.78
<http://perso.wanadoo.fr/ostal.sirventes/>

Anem ! Per la lenga occitana ! Òc !
Manifestacion per la lenga occitana,
lo dissabte 22 d'octobre de 2005, 14 oras,
a Carcassona :
<http://www.manifestarperloccitan.com>

La planification linguistique : une perspective de développement pour l'occitan

Domergue SUMIEN

Président du GIDILOC, Docteur en études occitanes (sociolinguistique)

2 c. Pr. Joubin, 34090 Montpelhièr — tel. : 04 67 61 15 20 / 06 86 27 22 58 — e-mail :

domergue68@yahoo.fr

La *planification linguistique* (ou *aménagement linguistique* ou *language planning*) est le concept scientifique qui analyse la gestion des langues dans la société, et en particulier, la promotion sociale des langues minoritaires.

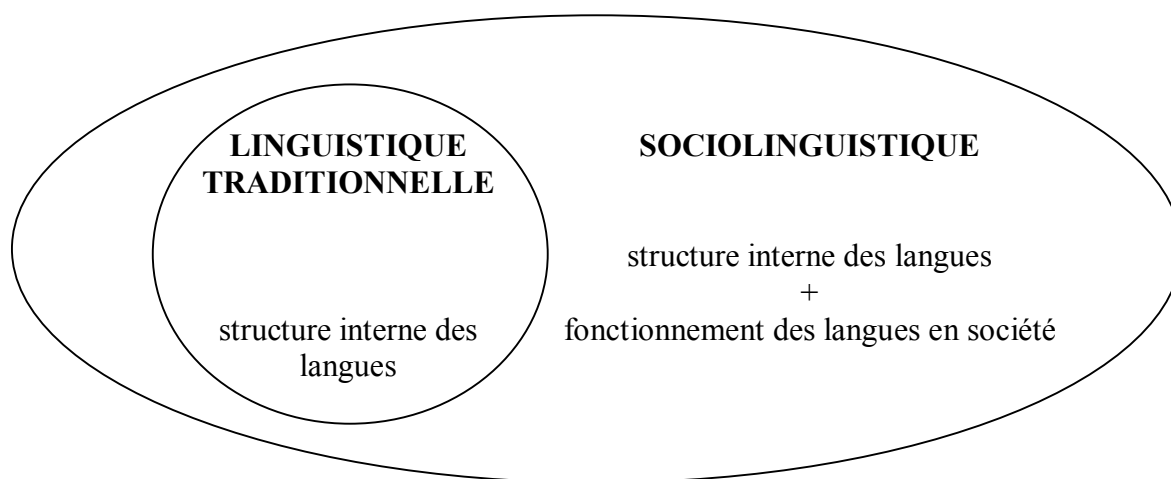
Ce concept a guidé les politiques linguistiques efficaces du Québec (en faveur du français) et de la région autonome de Catalogne (en faveur du catalan).

Il mérite d'être largement vulgarisé en Occitanie.

1. LE CADRE SCIENTIFIQUE

La *planification linguistique* est le produit de la *linguistique*, science qui analyse le fonctionnement du langage.

Plus précisément, il émane de la *sociolinguistique*: c'est une conception de la linguistique qui met l'accent sur le fonctionnement des langues dans la société.



L'expansion de la sociolinguistique :

1. Début des années 1960 : États Unis (William Labov, Joshua Fishman, Dell Hymes...).
2. Fin des années 60 : Catalogne (Lluís Aracil, Rafael Ninyoles, Francesc Vallverdú...).
3. Depuis 1970 : Occitanie (Robèrt Lafont, Georg Kremnitz, Brigitte Schlieben-Lange, Patric Sauzet...).

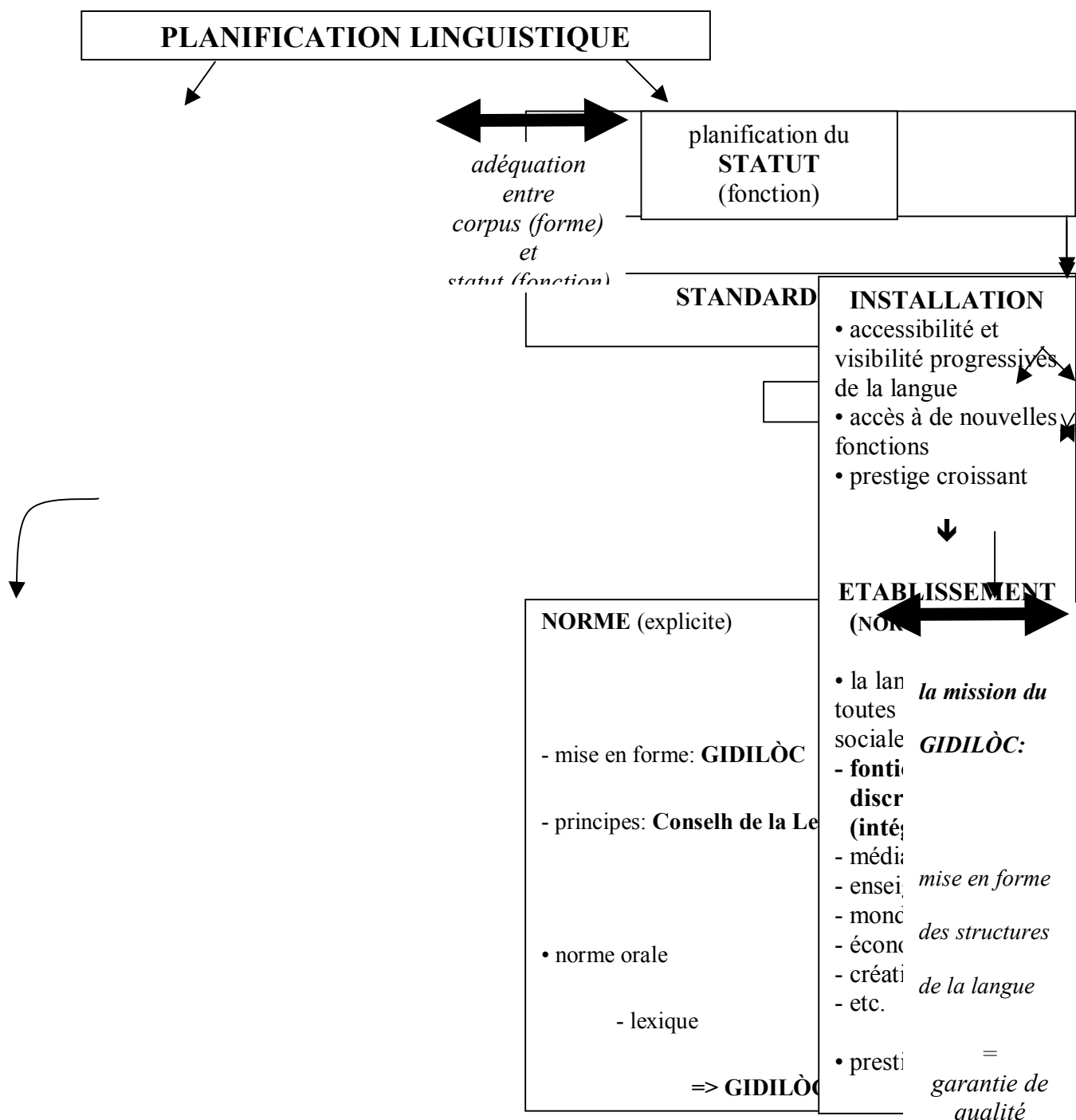
2. LA PLANIFICATION LINGUISTIQUE

La *planification linguistique* est l'ensemble des opérations de développement social de la langue.

Le GIDILÒC travaille sur le **corpus** (forme) de l'occitan afin de l'adapter à un **statut** nouveau (fonctions de la société contemporaine). Le GIDILÒC a créé notamment :

- Une base de données générant le premier dictionnaire en ligne en occitan (*Sabaud*).
- Un guide complet de conjugaison (*Lo vèrb occitan / le verbe occitan*).
- Un dictionnaire orthographique, en cours d'achèvement.

La contribution de Josiana UBAUD, lexicographe professionnelle du GIDILÒC, a été décisive dans l'avancée de ces travaux.



3. LA DIGLOSSIE

La diglossie est l'état de subordination d'une langue.

La langue subordonnée (l'occitan) est menacée de disparition par la langue dominante (le français).

LANGUE DOMINANTE = FRANÇAIS

- occupation de toutes les fonctions sociales
- prestige élevé

=> position avantageuse sur le « marché linguistique »

LANGUE SUBORDONNÉE = OCCITAN

- fonctions sociales limitées
- prestige bas

=> inutilité sociale sur le « marché linguistique »

=> substitution au profit du français,
délabrement des structures de la langue occitane
risque d'élimination

4. L'ETABLISSEMENT (OU NORMALISATION)

L'établissement d'une langue est un ensemble de mesures visant à sortir de la diglossie.

L'établissement de l'occitan serait une garantie de survie et de développement équitable.

DIGLOSSIE



ETABLISSEMENT DE L'OCCITAN

langue subordonnée



Langue établie

fonctions sociales limitées



**accès à toutes les fonctions sociales
=> utilité sociale**

prestige bas



**prestige élevé
= valeur communicative**

structures délabrées



**structures restaurées
et aptes à toutes les fonctions sociales
(grâce à la standardisation)**

5. L'OCCITAN LARG: UNE STANDARDISATION DECENTRALISEE

La planification linguistique de l'occitan tend à mettre en place des « standards régionaux » étroitement coordonnés.

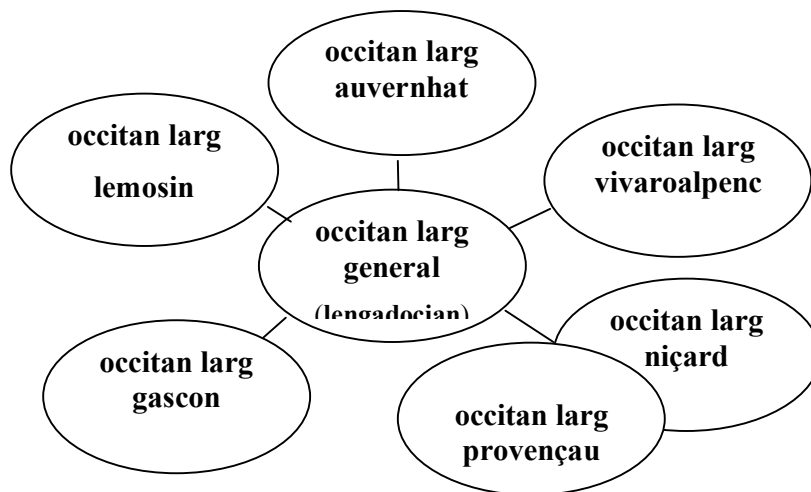
L'ensemble de tous les standards régionaux s'appelle **occitan larg**.

C'est un compromis entre le respect des dialectes et la nécessité de communication à grande échelle.

En **Languedoc-Roussillon/Septimanie**, il y a deux standards régionaux de l'occitan:

- **Occitan languedocien** : Fenouillèdes (au nord des Pyrénées Orientales), Aude, Hérault, Lozère, ouest du Gard.
- **Occitan provençal** : est du Gard (arrondissement de Nîmes).

Le **catalan** couvre les Pyrénées Orientales, sauf le Fenouillèdes.



Ressources culturelles

[portail de la culture](#) : sites internet & événements culturels en France
(ministère de la culture)

[bibliothèques municipales](#) de France : catalogue en ligne, coordonnées

[le guichet du savoir](#) : vous avez une question ? la bibliothèque municipale de Lyon répond à toutes vos questions!

[cyberpapy](#) : soutien scolaire entre générations : posez vos questions, on vous aide!

[futura sciences](#) : forum scientifique (toutes les sciences)

[envie d'agir](#) : créer un journal lycéen, aider les personnes âgées, lutter contre la pollution... (ministère de la jeunesse)

Forum

[forum Babel](#)

le forum Babel est consacré aux langues et à tout ce qui s'y rapporte : pays, cultures, civilisations...
il repose sur l'échange de savoirs, le désir de comprendre et de découvrir d'autres horizons...

faites-nous découvrir votre langue et votre région... des mots, des expressions d'ici et d'ailleurs... ou d'autrefois... échangez des idées...
- c'est un forum constructif: il s'agit d'édifier ensemble une [tour de Babel](#) regroupant des pages de vocabulaire, des cours des langues d'ici et d'ailleurs... l'objectif du forum, c'est encourager des initiatives et

s'entraider.

- c'est un forum en ligne et aussi hors ligne! l'objectif du forum, c'est organiser des rencontres: un café Babel, un apéro Babel, un repas Babel, un pique-nique Babel... autour d'une langue...

[freelang](#) : des traducteurs bénévoles peuvent vous aider à traduire quelques mots dans de nombreuses langues

✓ [forum de traduction](#) : espagnol, anglais & toutes les langues...

[forum de traduction](#) : anglais, allemand, néerlandais, italien, espagnol, roumain, polonais, arabe & autres langues...

[latin](#) : traduction & civilisation

[hongrois](#) & Hongrie

[portugais](#) & Portugal > [accès direct](#)

[japonais](#) & Japon

[jersiais](#) & île de Jersey (langue normande)

[polyglot](#) : pour trouver un correspondant étranger

Blogues

pour découvrir des sites culturels :

[les pensées de Zénon](#)

[plep](#) (en anglais)

[map room](#) consacré aux cartes (en anglais)

Ressources dictionnaires

[dictionnaires spécialisés](#) en français

[dictionnaires spécialisés](#) en français et en anglais (site universitaire)

[dictionnaires spécialisés](#) (en anglais)

[université de Laval](#) (Québec) dictionnaires français, américains

[institut des sciences cognitives](#) : dictionnaires anglais, français

[dicorama](#)

[chancellerie fédérale](#) (Suisse) dictionnaires dans plusieurs langues européennes

[lexicool](#) dictionnaires spécialisés bilingues et multilingues, pour les traducteurs

[yourDictionary](#) : environ 800 dictionnaires en ligne (en anglais)

✓ [index](#) des langues > langues [romanes](#), [germaniques](#), [slaves](#)...

[alphaDictionary](#) : même système que yourDictionary

Ressources linguistiques

[portail pour l'apprentissage des langues](#) de l'université de Picardie

[portail des langues](#) de l'académie de Versailles

[portail des langues de France](#) : les adresses des centres culturels

[langues minoritaires d'Europe](#) (Eurominority) langues, cartes et drapeaux

[dictionnaires & grammaires](#) des langues du monde : la page de Jennifer (en anglais)

[EL Easton](#) (en anglais)

[marges linguistiques](#) (université de Provence)

[the Linguist list](#) (université du Michigan) (en anglais)

[porte des lettres](#) pour les profs de français

Ressources encyclopédiques & culturelles

[les signets](#) de la Bibliothèque nationale de France

[l'album des sciences sociales](#)

[Librarians' Index to the Internet](#), Californie (en anglais)

[Bubl](#) : liens de l'université de Strathclyde Glasgow (en anglais)

✓ [index](#) des thèmes

[deutsche internet bibliothek](#) (en allemand)

[Liens utiles](#)

[Télérama](#) : le site du jour

Ressources pédagogiques

[café pédagogique](#) chronique mensuelle

[cartable.net](#) pour les élèves

[Noé](#) pour les profs

Ressources historiques

[portail de l'histoire](#) (de la revue l'histoire)

[ménestrel](#) : portail du moyen-âge

[Archéophile](#) portail de l'archéologie francophone

Ressources généalogiques

elles traitent de l'histoire de nos terroirs

[Histoire-Généalogie](#)

[Généapass](#)

[encyclopédies](#) en ligne

[bibliothèque](#) : textes et livres en ligne

[cartes et atlas](#) historiques

tous les [livres](#) - [dictionnaires](#) - [cd](#) - [dvd](#) - [posters](#)

Liste des associations culturelles occitanistes de LR/S 26/07/2005

Monsieur AYRAL Marc
LE TRUC
Président
25 rue Marcel Pagnol
34540 BALARUC LE VIEUX

Madame BAFFIE Myriam
ADOC
adoccitan.mende@clubinternet.fr

Monsieur BARCELO Gerard Joan
LINGUISTICA OCCITANA
Président
director@revistadoc.org
Http://www.revistadoc.org/

Linguistica Occitana, soutenue par l'association de même nom (à Montpellier).

Examinés par un comité de lecture, les articles qui vous sont proposés portent sur tous les aspects de la recherche linguistique en domaine occitan. Ils sont rédigés en occitan, dans une autre langue romane ou en anglais, et tous sont résumés en occitan, catalan, anglais et français. Vous trouverez, avec leurs résumés, les articles du numéro 1 (juin 2004), du numéro 2 (octobre 2004) et du numéro 3 (juin 2005), qui correspondent à des communications des Obradors de Linguistica Occitana, organisés à Nîmes en août 2002 et 2003 par Patrick Sauzet, Henry Comis et Hervé Lieutard, et à Toulouse en janvier 2005 par Gérard J. Barceló, Hervé Lieutard et Patrick Sauzet.

Monsieur BARRE Richard
CERCLE OCCITAN
Président
Carrièra General Berthezene
Espaci Teissier
34740 VENDARGUES
Tél Portable : 06 73 14 67 13

BIANCHI Anne
CERCLE OCCITAN
Présidente
La Grande Pyramide
34280 LA GRANDE MOTTE

BOISSIER A.
CERCLE OCCITAN DAU CLAPAS
Président
1, rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Monsieur CADILHAC Jacques
CERCLE OCCITAN
Président
Mairie
34230 LE POUGET

Monsieur CAMELIO Alain
CERCLE OCCITAN
Président
43 rue de la Liberté
34200 SETE

Monsieur CARBONEL Guilhèm
JUVINHAC OCCITAN
Président
34 rue Léminaire
34990 JUVIGNAC

M. CAYLAR
CERCLE OCCITAN FAUGERÒL
Président
Chemin de Lauriole
34600 FAUGERES

Madame DEBAT Anne
CÈUCLE OCCITAN SETÒRI
11, rue Jean-Moulin
34200 SETE
anna.devath@free.fr

Cèrcle Occitan Setòri
Mèstra de Calandreta

Monsieur DELEUZE Romain
IEO 34
Président
7 rue Franklin
BP 60011
34501 BÉZIERS CEDEX

Tél Bureau : 04 67 30 02 52

Tél Fax : 04 67 31 18 91

Madame DUPUIS Marie Noëlle
FELIBRIGE
Sindico de la Mantenencio dou Lengado
12 rue du four viel
30128 GARONS
Tél Domicile : 04.66.26.01.89

Tél Fax : 04.66.26.01.89
Responsable de la section régionale du Félibrige

Monsieur FORIER Joan
IEO 11-Ostal Sirventés
Présidente
79 la Trivala
11000 CARCASSONNE
Tél Domicile : 04 68 25 19 78
Tél Fax : 04 68 71 39 70
ostal.sirventes@wanadoo.fr
[Http://perso.wanadoo.fr/ostal.sirventes/](http://perso.wanadoo.fr/ostal.sirventes/)

GRACIA E.
CERCLE OCCITAN D'AGDE
MJC
BP 4
34300 AGDE

Monsieur JOUGLA Christian
CERCLE OCCITAN GABIANENC
Président

4 chemin Rauziere
34320 GABIAN

Monsieur KREMnitz Georg

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ÉTUDES OCCITANES

Président

C/o Gérard Gouiran
4, rue Denise
34000 MONTPELLIER

A pour objectif de favoriser et coordonner les recherches dans le domaine des études occitanes.

[Http://membres.lycos.fr/aieo/](http://membres.lycos.fr/aieo/)

Monsieur LAFONT Daniel

CERCLE OCCITAN LOS TEGA LOS

Président
14 rue Louis Blanc
34800 CLERMONT L HERAULT

Madame LEBRARD Ginette

CERCLE OCCITAN

Rue du Mas Gigaud
34800 CABRIERES

Madame LIEGARD Marie-Claire

CERCLE OCCITAN LO RAJOL

Présidente
2 rue de la Côte
34190 BRISSAC

Monsieur LIMOUZI Jacques

LA BURLA

3 rue du Parc
34460 CESSENON SUR ORB
Tél Domicile 04 67 38 24 60 Tél Bureau

Madame MAZEL Caròla

ADOC

Boulloire
48100 MONTRODAT
albin.bonnet@wanadoo.fr

Monsieur MILHAU Jaumet

LE "BUOU"

Président

28 rue Victor Hugo
34140 MEZE

M. le Président

L'escolo Gabalo / lou Pais
48130 ST SAUVEUR DE PEYRE

M. le Président

CERCLE OCCITAN DU LODEVOIS

111 Vieux chemin de Poujols
34700 LODEVE

M. le Président

CERCLE OCCITAN

MJC, Résidence le Castello
515 route impériale
34670 BAILLARGUES

Monsieur MOLINIER Claude

LO CAMEL - Centre Régional de Difusion Occitane
B.P. 4040
34545 BÉZIERS CEDEX

Tél Domicile

04.67.28.04.33

Tél Bureau

Monsieur PANTEL Alain

A.D.O.C (Associacion pel Desvolopament de l'Occitan)

Président

Rue de la Chicanette
BP 80
48005 MENDE CEDEX

Tél Bureau 04 66 49 12 03
a.pantel@wanadoo.fr

Tél Fax

04 66 49 12 03

Monsieur PELADAN Jòrdi

IEO 30 Président

4 rue Fernand Pelloutier
30900 NIMES

36 71 01

Tél Bureau 04 66 76 19 09

Tél Fax

04 66

marpoc2@wanadoo.fr

Monsieur PELADAN Jòrdi

MARPOC

Président

4 rue Fernand Pelloutier
30900 NIMES

Tél Domicile

04 66 64 17 99

Tél Bureau

04 66 76 19 09

Tél Fax

04 66 36 71 01

Tél Portable

marpoc2@wanadoo.fr

La MARPOC organise chaque an l'Université Occitane d'Eté

Monsieur PONS Renat

CEEPOC (Chambre Economique des Pays d'Oc)

Président

Résidence les pins - Batiment A9
1577 avenue de Maurin
34070 MONTPELLIER

Tél Domicile

04 67 69 96 29

Tél Bureau

ceepoc@aol.com

LA CEEPOC, ce sont des hommes et des femmes qui sont convaincus que la prise en compte de l'identité culturelle dans le domaine de l'économie d'une région est un facteur de développement et de valorisation de la culture et de la langue d'Oc.

La Chambre Economique des Pays d'Oc, c'est :

La promotion des échanges commerciaux, industriels, artisanaux, touristiques et culturels entre les pays d'Occitanie, de l'Europe et de la Méditerranée.

La diffusion en langue occitane, seule ou si besoin est associée à une autre langue, des produits économiques occitans ou régionaux.

L'encouragement à l'initiative, à l'innovation, aux projets, en permettant de conjuguer les savoirs-faire traditionnels, les compétences humaines modernes et les technologies avancées.

L'étude de développement des filières de micro-production issues du tissu économique des inter-régions occitanes.

[Http://members.aol.com/ceepoc/ceepoc.htm](http://members.aol.com/ceepoc/ceepoc.htm)

Monsieur RECH Christian

CERCLE OCCITAN DE LESPIGNAN
4 rue des Bassins
34710 LESPIGNAN

Madame RESSEGUIER Michèle

A.D.O.C

Rue de la chicarrette
48000 MENDE

ROUBY Antoine

Parc Richter-Bat A - Apt 76

198 Rue Fructidor

34000 MONTPELLIER

Monsieur ROUCH Alain

IEO 11

Animateur départemental

79 la Trivala
11000 CARCASSONNE

Tél Fax
alan.roch@wanadoo.fr

Tél Domicile
04 68 71 39 70

Tél Bureau
Tél Portable

04 68 25 19 78

Alain Rouch est employé par l'IEO 11 en plus d'être conteur

Madame THEUREAU

CERCLE OCCITAN

Présidente
202 allées des Phéniciens
Immeuble les Marquises-Apt 10
34280 LA GRANDE MOTTE

Madame TOBENA Anne-Laure

CERCLE OCCITAN LO CRANC DE MASSILHAN
Présidente
20 Avenue Victor Hugo
34340 MARSEILLAN

Monsieur VARENNE Lissandre

MED'Òc (Movement Estudiant per la Defensa de l'Occitan)
Président
Univeristé Paul Valéry Montpellier III
34090 MONTPELLIER CEDEX 5

medoc_montpellier@yahoo.fr

MEd'Òc est bien plus qu'une association, c'est un mouvement initié à Montpellier puis qui s'est étendu à toute l'Occitanie. Bordeaux en 1999 suivi de Pau, Toulouse, Nice et Limoges.

L'objectif majeur est de développer la culture et la langue occitane au travers de différentes manifestations, rencontres et échanges

**DES TRANSMISSIONS INDIVIDUELLES
QUI ONT CONTRIBUE
A L'ELABORATION DU DOCUMENT**

elles n'engagent que leurs auteurs

Elles sont réunies sur un dossier transmis par voie électronique et gravées sur C.D. Rom

Que faire de l'occitan et de la culture d'oc dans les perspectives 2005-2015 ?	Felip Hammel	6 d'agost de 2005
COORDINATION OCCITANA D'ERAU	associations de promotion de l'occitan	
La lexicographie occitane.	Josiane UBAUD	14 juillet 2005
Als responsables locaux, departamentalse regionals de L'Institut d'Estudis Occitans en Lengadòc	David Grosclaude President de l'IEO	Lo 9 de julhet de 2005
VOUS VOULEZ MON AVIS ?	"Ben Vautier" < ego@ben-vautier.com >	July 24, 2005
La F.E.L.C.O, représentant les enseignants de langue et de culture occitanes des dix académies concernées	Madame VINCENTELLI-MERIA	27 octobre 2005
<i>Anem ! Per la lenga Occitana ! Òc !</i>	IEO Calandreta FELCO Òc-Bi Conselh de la Joventut d'Òc	22 d'octobre de 2005
Soutien à l'usage onomastique de l'occitan	ETIENNE HAMMEL	29JUILLET05
La Septimanie, le Languedoc-Roussillon et le sexe des anges	Sèrgi Granièr	29/9/2005
Thèse universitaire « la transmission familiale et scolaire de l'occitan »	Günter Behling	2003

**DES TRANSMISSIONS ELECTRONIQUES QUI
CONTRIBUENT A L'ELABORATION DU DOCUMENT**

elles n'engagent que leurs auteurs

Elles sont réunies sur un dossier transmis par voie électronique et gravées sur C.D. Rom

ASSOCIATION POUR LE BILINGUISME FRANÇAIS / OCCITAN DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC.
LES EDITIONS OC'BEN POUR LES 3 CYCLES
LA DYNAMIQUE DES LANGUES EN France AU XXème SIECLE
LES OBJECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT SUR TELEOC
BUDGET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LA LANGUE ET LA CULTURE 2004
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/DGCL PUBLICATIONS : « LES BUDGETS PRIMITIFS DES REGIONS 2005 »
BUGET REGION LANGUEDOC ROUSSILLON EVOLUTION 2005
LA CHARTE DES CALANDRETA
CFPO 2004
LE GALICIEN ET LA SOCIOLINGUISTIQUE GALICIENNE : A LA CONQUETE DE LA RECONNAISSANCE SOCIALE DE LA LANGUE LENGAS REVUE DE SOCIOLINGUISTIQUE
UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE POUR LA BRETAGNE DECEMBRE 2004
AVEC UNE AUGMENTATION DE 76 %, LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON EST LA REGION FRANÇAISE DONT LE BUDGET " CULTURE ET PATRIMOINE " PROGRESSE LE PLUS